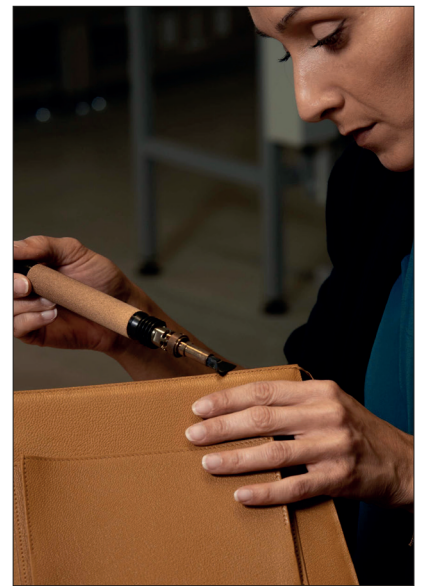


De l'ambition et de nombreux projets pour 2025 malgré les incertitudes



Dans la Marne, pour 2025, les collectivités, avec des budgets toujours plus contraints, ne manquent pourtant pas d'ambition. Que cela soit au niveau des aménagements, des services, de la santé, de l'éducation ou du soutien à l'investissement, elles comptent bien répondre présentes aussi

bien auprès des citoyens que des entreprises. Dans les Ardennes, que cela soit dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, de l'univers du luxe ou encore de la santé, malgré un contexte « attentiste », les projets ne manquent pas pour l'année 2025, même si le département attend des aides de l'État.

Quant au département de l'Aube, les acteurs privés ou publics observent, mais continuent d'avancer. Avec de nouveaux dispositifs pour accompagner les porteurs de projets, les artisans, des plans d'actions orientés énergies renouvelables pour les fournisseurs d'électricité et des recrutements envisagés dans

plusieurs secteurs d'activités, l'Aube avance vers une année 2025 teintée de prudence. Retrouvez ainsi dans nos six pages spéciales, les perspectives - non exhaustives - de cette nouvelle année dans la région.

Pages 3 à 8

Champagne A&J Demière : esprit d'entreprise

Dans la famille Demière, à Fleury-la-Rivière, on cultive le vignoble tout autant que l'esprit d'entreprise.

Page 11

Portrait

L'Ardennais Martial Legrand.

Page 24

7 pages d'annonces légales et d'appels d'offres.

Pages 16 à 22

Pour le CESER, une année 2024 en demi-teinte

Actualisé à la fin du premier semestre 2024, le Tableau de bord du Conseil Economique, Social et Environnemental constate la dégradation des secteurs de l'industrie et de la construction dans le Grand Est. Il pointe cependant les bonnes notes des créations d'entreprises, la résistance de l'emploi salarié et celle du taux de chômage. Le tableau de bord note une chute de la construction de logements : 28 400 unités entre juin 2021 et juin 2022 contre 17 600 en 2023, le bilan historiquement le plus faible, enregistrant ainsi une baisse de 38%. Les mises en chantier reculent de 27% dans le Grand Est.

Une situation pire que celle du niveau national (-17%). Localement, c'est dans la Marne que la baisse des constructions (-61%) est la plus forte. L'emploi salarié stagne dans le Grand Est, avec une progression de 0,5% sur un an au premier semestre 2024. Il est quasiment stable dans l'industrie et le commerce, il baisse de 1,5% dans la construction, avec 1 800 postes en moins et progresse de 1,1% dans les services qui gagnent plus de 9 000 postes, surtout dans l'hébergement et la restauration.

Page 13

Toute l'équipe du journal vous présente ses **Meilleurs Vœux** pour cette nouvelle année

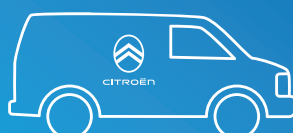
2025

Matot Braine



NOTRE SERVICE APRÈS-VENTE 100% MOBILE

On se déplace chez vous, au bureau, où que vous soyez



03 26 50 67 24



Les prix des logements anciens



Les prix des produits agricoles à la production



Les prix des légumes frais



baromètre

Au troisième trimestre 2024, les prix des logements sont stables

Au troisième trimestre 2024, les prix des logements (neufs et anciens) en France métropolitaine sont stables en données corrigées des variations saisonnières, après six trimestres consécutifs de baisse (-0,5 % au deuxième trimestre et -1,4 % au premier trimestre 2024). Les prix des logements anciens sont quasi stables (-0,1 %, après -0,5 %) et ceux des logements neufs rebondissent (+0,7 % par rapport au trimestre précédent, après -0,4 % au deuxième trimestre 2024). Sur un an, les prix des logements baissent de 3,5 %, après -4,6 % au deuxième trimestre 2024. Ce recul est principalement porté par celui des logements anciens (-3,9 % après -4,9 %). Les prix des logements neufs baissent moins fortement (-0,5 % après -1,5 %). (INSEE)

Les prix des produits agricoles à la production augmentent de 1,5 % sur un an

En novembre 2024, les prix agricoles à la production augmentent de nouveau en rythme annuel (+1,5 % après +0,9 % en octobre). Sur un mois, les prix à la production des produits agricoles non impactés par un caractère saisonnier – hors fruits et légumes (y compris les pommes de terre), fleurs coupées et plantes en pots – accélèrent (+1,6 %, après +0,9 % en octobre). Les prix d'achat des moyens de production agricole reculent sur un an pour le dix-neuvième mois consécutif (-3,3 % en novembre après -4,0 % en octobre). Ils sont stables sur un mois (après +0,2 % en octobre). En novembre 2024, la baisse des prix des céréales accélère sur un mois (-2,9 % après -0,3 % en octobre et +1,6 % en septembre). (INSEE)

Sur un an, les prix des légumes frais se replient fortement ; ceux des fruits frais accélèrent

En novembre 2024, les prix des légumes refluent clairement en rythme annuel (-6,2 % après +7,3 % en octobre et +6,6 % en septembre). Les prix augmentent de nouveau fortement pour les épinards (+23,0 % après +32,6 %), l'ail (+22,2 % après +23,1 %), les échalotes (+17,4 % après +18,5 %), les betteraves rouges (+13,2 % après +11,6 %) et les potirons (+10,3 % après +9,1 %). Ils ralentissent pour les endives (+14,7 % après +46,8 %), et accélèrent pour les champignons (+6,7 % après +3,9 %). Ils se replient pour les poireaux (-0,6 % après +37,1 %) et les radis (-8,3 % après +0,2 %). La baisse des prix s'amplifie fortement pour les choux (-60,5 % après -10,8 %), les tomates (-22,3 % après -11,5 %), les oignons de couleur (-19,5 % après -16,1 %), et les carottes (-8,1 % après -1,9 %). (INSEE)

Entre Fête des Métiers et Madame Artisanat



Georges Bell maître de cérémonie de l'artisanat.

La Chambre de métiers et de l'artisanat met à l'honneur le savoir-faire des artisans et de leurs apprentis. Que ce soit à l'occasion de la fête des métiers célébrée en décembre dans les fastes de la salle des fêtes de l'hôtel de ville de Troyes ou en janvier prochain avec la nomination de Madame Artisanat. Georges Bell, le président aubois de la CMA de l'Aube a fait de cette soirée un moment de convivialité pour « soutenir et valoriser ces femmes et ces hommes qui incarnent l'excellence et contribuent au dynamisme de l'économie locale ». Trophées des maîtres d'apprentissage, des apprentis méritants de l'année, diplômes d'honneur, lauriers de l'artisanat et médailles de la reconnaissance artisanale, les récompenses ont ainsi ponctué la soirée.

LES FEMMES À L'HONNEUR EN MARS

Des prix spéciaux dédiés aux femmes

artisans seront remis en mars cette fois avec les trophées Madame artisanat, madame apprentie et Madame engagée, « une occasion de mettre en lumière l'engagement et la réussite des artisanes, cheffes d'entreprise », souligne Georges Bell. Les dossiers de candidatures sont à télécharger pour candidater et à remettre à la Chambre de métiers avant le 24 janvier 2025. Un prix Coup de cœur mettra à l'honneur une candidate sélectionnée parmi toutes les catégories. Verdict le 7 mars prochain.

Le Grand Est compte 153 000 entreprises artisanales avec des inscriptions en progression constante avec une majorité de 2,4 équivalents temps plein sur les 250 métiers de l'artisanat. « La formation attire toujours les jeunes avec une tendance à la hausse des contrats d'apprentissage. Ensuite, nous attendons de voir ce qui va être

fait au niveau de l'aide à l'apprentissage. Elle risque de passer à 4 500 € au lieu de 6 000 € », explique Christophe Richard, président de la Chambre de métiers du Grand Est, venu soutenir et féliciter les artisans aubois à la fête des métiers. Avec 80 % de réussite à l'examen, trois apprentis sur quatre trouvent un emploi dans les six mois. « Aujourd'hui, avec la réouverture de Notre Dame de Paris, nous avons une belle vitrine pour les métiers du bâtiment. Malgré la conjoncture, nous sommes assez résilients. Les entreprises artisanales sont de petites entreprises, mais elles ont de grandes capacités à s'adapter ».

MARIE BÉATRICE PADIRAC

Dossier de candidature à retourner avant le 24 janvier
cma-aube.fr

Meilleurs Vœux

20
25
Matot Braine

RECRUTEMENT ET CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

EURO CONSULTING
CARRIÈRES



Contactez
Eric Bohn
03 26 88 17 30

ebohn@eccarrieres.com
AVIGNON - LYON - NANCY - PARIS
REIMS - BARCELONE - SHANGHAI

décideurs

Pour 2025, les collectivités marnaises fourmillent de projets structurants

Marne. Reims, Châlons-en-Champagne, Épernay... Freinées en 2024 par une conjoncture politique et économique compliquée, les collectivités, si elles n'ont pas stoppé leurs projets, en ont repoussé certains. Pour 2025, avec des budgets toujours plus contraints, elles ne manquent pourtant pas d'ambition. Que cela soit au niveau des aménagements, des services, de la santé, de l'éducation ou du soutien à l'investissement, elles comptent bien répondre présentes aussi bien auprès des citoyens que des entreprises.



À Reims, l'année 2025 sera ainsi marquée par le début des travaux de la passerelle au 1^{er} trimestre pour une livraison prévue début 2026.

REIMS ET GRAND REIMS

AMÉNAGEMENT

Reims : La future passerelle et le projet Berges de Reims

Suite à la déconstruction du pont De Gaulle, le projet des Berges de Reims s'articule autour de la création de plusieurs espaces végétalisés et attractifs à même de créer un lieu de rencontre et de convivialité, un espace pour les familles, les touristes, un îlot de fraîcheur bordé par l'eau et des espaces végétalisés. On y trouvera ainsi :

- Une promenade au bord de l'eau, le long du canal, intégrant les spécificités du fonctionnement portuaire. « L'idée est de recréer un quai piétons sur le canal afin de pouvoir à nouveau se promener et d'offrir tout au long de l'année une large bande à des activités pour tous les âges (kiosques, pergolas, péniches-activités...), des animations multiples... », expliquent ainsi les services de la Ville de Reims.
- Une place sur le canal, centre d'attractivité, faisant apparaître l'eau dans la perspective de l'axe Libergier et de la Cathédrale et une ouverture des vues vers le Port.
- Un réaménagement du boulevard Paul Doumer donnant une large place

aux piétons et cycles,

- Un jardin aquatique sur la rive Sud du canal, permettant d'élargir l'épaisseur de la Coulee verte et d'offrir un fond de scène apaisant pour l'espace Port. « L'ambition est de végétaliser la berge immergée pour y créer un jardin d'eau ponctué de pontons pour la pêche ou le repos. »

- La création d'une passerelle réservée aux modes doux de déplacement (vélos, piétons, trottinettes, PMR ...) pour franchir le canal et la Vesle. « Avec ses six mètres de large et une pente à 4% adaptée aux PMR, la future passerelle permettra de relier les berges de la ville. »

L'année 2025 sera ainsi marquée par le début des travaux de la passerelle au 1^{er} trimestre pour une livraison prévue début 2026. Il en sera de même pour la place emblématique.

L'échangeur Reims Centre

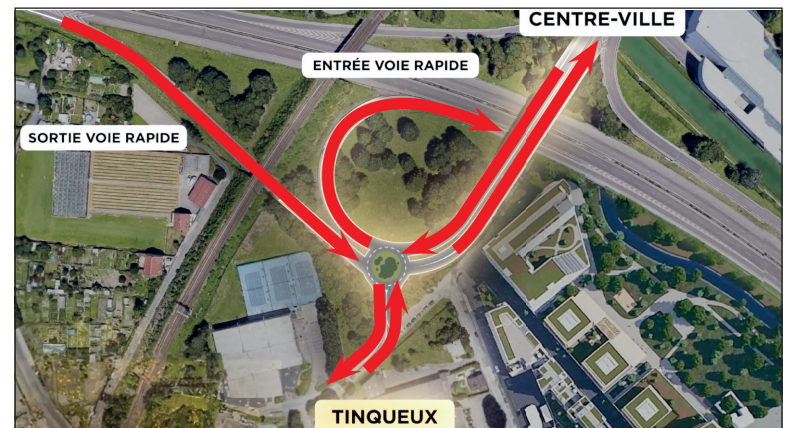
De nouveaux aménagements de voirie ont été décidés pour compléter l'infrastructure de l'échangeur Reims centre. La Ville de Reims et le Grand Reims ont souhaité créer un carrefour giratoire desservi par l'actuelle bretelle d'accès à l'A344, sur la sortie « Reims centre » située dans le quartier Bois d'Amour, Courlancy, Porte de Paris.

« Les futurs aménagements, opérationnels fin 2025, répondent à deux enjeux : améliorer la fluidité du trafic

vers ou en provenance du centre-ville et également faciliter les flux vers le contournement de Reims, via les boulevards périphériques. » Les travaux à venir permettent également de prendre en compte un changement récent : la déconstruction du pont de Gaulle. À l'issue des travaux pour l'échangeur Reims centre, les mouvements de circulation suivants deviendront possibles :

- Depuis la rue du Colonel Fabien, puis, la rue des Bons Malades, vers le bd Louis Roederer, et vice versa. Ceci permettra une liaison pour les véhicules venant de Tinquieux et se rendant vers le centre-ville de Reims, sans passer par le pont de Vesle, et inversement.
- Depuis la rue du Colonel Fabien, puis, la rue des Bons Malades, vers l'A344, en direction de Cormontreuil. Ceci permettra donc de relier Tinquieux à Cormontreuil.
- Depuis l'A344, vers le quartier de l'opération Rive de Vesle, dans la rue du Colonel Fabien. Les véhicules provenant de Paris pourront rejoindre directement le secteur Rive de Vesle, si souhaité, rejoindre Tinquieux. « Le nouveau rond-point permettra une meilleure desserte de ce nouveau pôle urbain. Il maintient également les fonctionnalités actuelles de l'échangeur et sans charger le réseau existant. »

Concernant les dates des travaux : La requalification de la rue des Bons



Objectif de l'échangeur : améliorer la fluidité du trafic vers ou en provenance du centre-ville et également faciliter les flux vers le contournement de Reims, via les boulevards périphériques.

Malades a commencé en juillet 2024 pour se terminer en mai 2025. Quant aux travaux de l'échangeur, ils dureront jusque fin 2025.

La rénovation de la voirie entre Bétheny et Witry-lès-Reims

En septembre 2025, avant le démarrage de la campagne betteravière, le Grand Reims aura rénové de manière qualitative et pérenne la voirie reliant Bétheny et Witry-lès-Reims. Dénommé « chemin de Witry », un axe de 3,8 km, relie Bétheny, depuis un rond-point desservant la rue de la gare et la D74 au secteur de l'espace sportif Jean Bouchon de Witry-lès-Reims. L'opération, estimée à 1,3 M€, se déroulera en juin, juillet et août 2025. « Il s'agit d'aménager de manière durable une voirie empruntée à la fois par des automobiles, des poids lourds et des engins agricoles, de prendre en compte les enjeux de la gestion de l'eau de pluie (plan pluie du Grand Reims) et également des enjeux de sécurité. », précisent les services du Grand Reims. L'opération visera également une intégration dans le paysage. Des matériaux de récupération seront utilisés.

CULTURE

Un musée des Beaux-Arts métamorphosé pour 2025

D'ici fin 2025, le musée des Beaux-

Arts de Reims rouvrira ses portes après une transformation spectaculaire. Fermé depuis 2019, le site, situé à deux pas de la cathédrale, proposera un espace d'exposition multiplié par trois, une muséographie repensée, des aménagements modernes combinant lieu de vie, pôle culturel et médiation innovante.

Le projet, piloté par le cabinet international Aires Mateus Arquitectos et avec un budget de 54 millions d'euros proposera une expérience culturelle nouvelle. Le musée dévoilera des trésors inédits, dont l'imposante donation Foujita (1 300 dessins), la collection de céramiques Pommery (597 pièces) et une galerie de sculptures. Les visiteurs exploreront aussi cinq salles d'époque reconstituées, mettant en scène les styles Art nouveau. Les visiteurs pourront composer librement leur parcours de découverte, en accédant directement aux trois grandes sections du parcours depuis l'accueil (XVI^e-XVIII^e, XIX^e-XX^e siècle). Avec ce musée réinventé, Reims renforce son attractivité culturelle et touristique, redonnant vie à une institution majeure. Les trois financeurs du projet sont : la Ville de Reims, la Région Grand Est (11,2 M€), l'Etat (6,2 M€ via deux fonds distincts, le Fonds national d'aménagement et de développement du territoire et la DRAC Grand Est) ainsi qu'un appel au mécénat.

SUITE EN PAGES 4 ET 5



La relocalisation du Centre Européen de Biotechnologie et de Bioéconomie renforce la volonté du territoire de s'imposer comme un acteur clé de la recherche et de l'innovation en bioéconomie.



Encadrant l'espace central, des allées plantées offriront un espace de promenade ombragé, entouré de plantes vivaces vaporeuses et de massifs arbustifs de caduques et persistants.

BIOTECHNOLOGIE

Le Centre Européen de Biotechnologie et de Bioéconomie (CEBB) s'installe au cœur du Reims Bioeconomy Park

Le Centre Européen de Biotechnologie et de Bioéconomie (CEBB) quittera Pomacle pour s'installer au cœur du Reims Bioeconomy Park, aménagé par la CCI Marne Ardennes sur une parcelle de 22 000 m². Cette relocalisation est rendue possible par la vente d'une parcelle de 2,2 hectares de la CCI Marne Ardennes au profit de la Région Grand Est, marquant une étape clé dans le développement de ce pôle stratégique dédié à la bioéconomie. Avec un investissement global de 18 millions d'euros, ce projet ambitieux prévoit d'accueillir des chaires d'excellence issues d'établissements tels qu'AgroParisTech, CentraleSupélec, l'Université de Reims Champagne-Ardenne (URCA) et NEOMA Business School, (dont la CCI Marne Ardennes est actionnaire). Cette relocalisation confirme l'ambition du territoire de devenir un acteur majeur de la recherche et de l'innovation en bioéconomie, tout en renforçant son attractivité à l'échelle européenne.

ÉPERNAY

ANNIVERSAIRE

10 ans de l'inscription Coteaux, Maisons et Caves de Champagne à l'UNESCO

En 2025, les Coteaux, Maisons et Caves de Champagne fêteront le 10^e anniversaire de leur inscription au Patrimoine mondial. La Mission ne veut pas se contenter de souffler 10 bougies le jour J et se souvenir des belles choses accomplies. Elle veut étirer la célébration sur toute l'année et sur toute la Champagne, avec deux objectifs clairs, précisés par Séverine Couvreur, présidente de la Mission :



« Rendre les Champenois fiers de la beauté de leur patrimoine, pas seulement d'un point de vue esthétique mais dans les valeurs exceptionnelles qu'il apporte au monde entier ; et faire rayonner encore plus notre territoire à l'international. » En dehors du temps fort du 4 juillet 2025 à Champillon, l'idée générale n'est pas de créer des événements circonstanciels mais de colorer ceux qui sont déjà programmés. Il s'agira aussi, indique Amandine Crépin, directrice de la Mission, de « valoriser les actions de protection, de les faire connaître et de cibler particulièrement les jeunes qui n'ont pas vécu le moment de l'inscription en 2015 mais, demain, auront la charge de préserver et de transmettre ce patrimoine. »

AMÉNAGEMENT

Le réaménagement du Jard

Depuis l'été 2022, l'esplanade Charles-de-Gaulle se transforme progressivement. D'ici 2026, cet espace accueillera le futur Jard, un parc urbain de 2 hectares

L'opération de requalification de l'esplanade Charles-de-Gaulle s'inscrit dans le cadre du projet de réaménagement du Jard. En effet, ce projet s'articule en plusieurs opérations distinctes, inscrites dans un même espace, mais répondant à des besoins et objectifs spécifiques. Elles participeront, ensemble, au dynamisme et au rayonnement du cœur de ville.

Elle concerne l'aménagement de trois secteurs, sur une superficie de plus de 2 hectares : le parvis surplombant le parking souterrain, l'espace du jardin du Jard et une partie des rues adjacentes. « L'objectif est d'améliorer le cadre de vie des Sparnaciens, de réintroduire la nature en ville et de renforcer l'attractivité d'Épernay ».

Une palette végétale adaptée et variée embellira le parc et ses environs, qui abriteront, à terme, près de 200 arbres. La diagonale, axe situé entre l'extrémité de la rue Henri-Martin et la place de la République, sera bordée d'arbres aux formes naturelles et aux couleurs automnales. Encadrant l'espace central, des allées plantées offriront un espace de promenade ombragé, entouré de plantes vivaces vaporeuses et de massifs arbustifs de caduques et persistants. Des arbres de grande taille seront par ailleurs plantés au niveau du parvis, participant au rafraîchissement de cet espace minéral, en complément d'un labyrinthe de brume. « Ce parc urbain sera également conçu pour accueillir des événements festifs et conviviaux et devenir un nouveau

lieu de vie, ouvert à tous. Aires de jeux, espaces conviviaux ou encore zone de pique-nique favoriseront l'activité et la rencontre sur le site. » À proximité de la place de la République, le nord du site accueille depuis octobre un parking souterrain public de 400 places sur plusieurs niveaux, en lieu et place de l'ex parking aérien. Par ailleurs, la construction d'un immeuble de standing dans la poche du Jard est en cours.

Sur les Berges de Marne : Passerelle et Pôle d'Échanges Multimodal

Un nouveau quartier, dit des « Berges de Marne » verra le jour en lieu et place des anciens Ateliers SNCF. Ce site s'étendra sur 18 hectares, soit une superficie équivalente à celle du centre-ville historique d'Épernay. Le projet représente un potentiel de développement urbain fort pour les années à venir. Ce futur quartier réunira des logements, des commerces et services, des équipements publics, des bureaux et un parking en silo, autour de parcs urbains généreux. Le site préservera la mémoire des anciens Ateliers SNCF, site à valeur patrimoniale remarquable, en conservant quatre bâtiments emblématiques sur une surface de 15 000 m².

Le projet créera de nouvelles proximités entre le centre-ville, les berges de la Marne et Magenta. L'aménagement de liaisons (promenades, voies de circulation, etc.) et de lieux fédérateurs (grande halle, place piétonne, etc.) désenclaveront le quartier et serviront de trait d'union avec les autres quartiers.

Parmi les réalisations emblématiques qui devraient s'étendre sur l'année 2025 :

- la construction d'une passerelle (piéton et cycle) rattachant le futur quartier au centre-ville, enjambant les voies SNCF (travaux jusqu'à la rentrée 2025)

- le réaménagement du Pôle d'échanges multimodal, au sud de la passerelle. Les travaux sont en cours. La fin de l'ensemble des travaux est prévue pour la rentrée 2026.

Chauffage urbain : le réseau passera de 3 km actuellement à 13 km en 2025

Depuis le 1^{er} janvier 2024, un nouvel opérateur, Idex, prend en charge l'exploitation du chauffage urbain sparnacien via une Délégation de Service Public (DSP). Conclue pour une durée de 24 ans, cette DSP concerne la production, le transport et la distribution de chaleur. Sélectionné par la Ville d'Épernay, l'opérateur s'engage dans le développement du réseau de chaleur urbain et le déploiement d'une unité de production biomasse.

« Cette nouvelle chaufferie se substituera à l'équipement actuel, alimenté au gaz industriel, au Mont Bernon. Elle fonctionnera à partir de 80 % à 85 % de plaquettes de bois forestières, et de 10 % à 15 % de déchets du vignoble (souches de vignes, par exemple) et d'environ 5 % de biométhane. »

La chaufferie biomasse sera ainsi alimentée à 100 % d'énergies renouvelables, avec un bois d'origine locale. Le réseau passera de 3 km actuellement à 13 km en 2025, permettant de raccorder de nouvelles structures, y compris municipales. Le nombre de sous-stations, à l'interface entre le réseau primaire et le réseau interne des bâtiments, passera de 19 actuellement à 68 en 2025. Grâce à l'emploi

d'énergies renouvelables, la mise en œuvre de la biomasse permettra de réduire la dépendance au gaz. Le chauffage urbain sera ainsi préservé des fluctuations du marché du gaz, synonyme de sécurisation du tarif pour les usagers. « Par ailleurs, son coût de fonctionnement devrait diminuer de 40 % en 2024, par rapport aux tarifs en vigueur ces deux dernières années », soulignent les services de la Ville d'Épernay. Selon les estimations, ce nouveau système entraînera une diminution de l'empreinte carbone du territoire, avec une baisse de l'ordre de 9 700 tonnes de CO₂/an (soit l'équivalent de 7 500 voitures retirées de la circulation). En 2025, 30 % de la consommation globale du chauffage des bâtiments communaux proviendra d'énergie renouvelable.

ÉVÉNEMENT

Les 100 ans de l'Avenue de Champagne

Tout au long de l'année 2025, la Ville d'Épernay célébrera le centenaire de « l'avenue la plus riche du monde », sous laquelle dorment plus de 200 millions de bouteilles, afin de mettre en valeur, de façon exceptionnelle, sa singularité, son patrimoine et l'art de vivre à la champenoise dont elle est le symbole. Cet anniversaire sera l'occasion de positionner l'avenue pour en faire un outil de rayonnement national voire international unique, au service du territoire et de la Champagne.

De nombreux événements jalonnent ainsi l'année 2025 : une exposition à ciel ouvert sur les grilles de l'avenue de Champagne sera visible articulée autour de trois thèmes (Archiconfrérie de la Saint-Vincent / Histoire et patrimoine de l'avenue de Champagne / Habits de Lumière).

Trois grands événements sont ainsi à retenir : l'Archiconfrérie de la Saint-Vincent le 18 janvier ; la soirée blanche du 14 juillet (fléchée « 10 ans de l'inscription à l'Unesco ») ; les 25 ans des Habits de Lumière. Des animations récurrentes thématiques ou délocalisées seront aussi organisées lors des Journées du patrimoine, de concerts dans les jardins de l'Hôtel de Ville et du musée dans le cadre de la Fête de la Musique, mais aussi des expositions dans les médiathèques... En outre, une exposition temporaire d'envergure tiendra place sur le thème du Champagne au musée du Vin de Champagne et d'Archéologie.

SUITE EN PAGE 5



Tout au long de l'année 2025, la Ville d'Épernay célébrera le centenaire de « l'avenue la plus riche du monde », sous laquelle dorment plus de 200 millions de bouteilles.

CHALONS-EN-CHAMPAGNE

AMÉNAGEMENT

La requalification des friches – une opportunité pour le territoire

« Alors que la recherche du foncier pour les projets de développement économique et d'aménagement est, aujourd'hui encore plus qu'hier, le fond du sujet du développement économique, la requalification des friches revêt un caractère prioritaire », indique Jérôme Mât, vice-président en charge du développement économique à Châlons Agglo.

Un travail de long terme a été engagé sur l'opportunité de la reconversion des friches militaires que sont les

deux casernes châlonnaises Chanzy et Corbineau, d'une part, la Cité Saint Pierre et la Cité Saint Martin, d'autre part, d'anciens bâtiments d'habitation (immeubles ou petits collectifs) qui ne sont plus habités, pour certains depuis longtemps.

Une de ces reconversions est déjà largement engagée puisque le quartier de l'ex-caserne Chanzy-Forgeot est depuis 2020, année de son acquisition à l'euro symbolique, en pleine mutation. Sur 6 ha, ce projet transversal ambitieux se décline par la réhabilitation bâtiminaire, la desserte du site, sa renaturation et son équipement en mobilier urbain.

Le site accueille depuis 2022, l'INRAP (fouilles archéologiques). Ont suivi l'accueil des services de la DGFIP et de l'ANDV, agence nationale des données des voyageurs (dans le cadre de la démétropolisation des services de

l'Etat). La caserne Chanzy qui était fermée depuis le départ des militaires en 2015 reprend vie.

« Prochaines étapes : l'emménagement de 300 collaborateurs de l'administration unique de l'agglomération et de la Ville de Châlons fin 2025 et l'aménagement des espaces publics qui a débuté. Sur ce dernier, un important travail autour de la désimperméabilisation des sols a été engagé avec un espace public moderne, pensé pour être un îlot de fraîcheur », poursuit-il. Un projet ambitieux de musée du Cirque porté par la Ville de Châlons, un tiers lieu ainsi que des cellules commerciales et des logements prendront également place à moyen/long terme. In fine, l'ancienne caserne militaire viendra s'ouvrir sur la ville, pour devenir un trait d'union entre le quartier Schmit et le cœur de ville.

Autre caserne, autre projet : la caserne Corbineau est située en sortie de ville, au bord de la route nationale 44. C'est pourquoi, au regard de sa situation géographique, la volonté des élus est de dédier ce terrain à un projet de développement économique. En raison de contraintes liées à la présence de cavités, le dimensionnement du projet pourra varier, comme le secteur d'activités qui y sera fléché. « Au cours de l'année 2025, nous finaliserons les études qui vont nous permettre de définir ce qu'il sera possible de réaliser ou pas sur les 36 ha de ce site », fait savoir Jérôme Mât.

L'année 2025 sera également marquée par le début des aménagements sur l'extension de la zone de Condé que l'agglomération porte : près de 15 ha dédiés au secteur viti-vinicole. « Notre objectif est de démarrer des travaux au premier semestre 2025, pour une commercialisation vers des porteurs de projets déjà identifiés fin 25/début 26. »



Polyprep a été retenue lauréate d'un Appel d'offres visant à développer le recyclage de résines plastiques, jusqu'ici dépourvues de filières de revalorisation.

INDUSTRIE

Axer sur les secteurs industriels d'avenir liés à l'environnement et la transition énergétique

Pour 2025, Châlons Agglo, pouvant déjà compter sur des entreprises solides, a orienté ses ambitions économiques vers l'industrie en étant labellisé « Territoire d'Industrie ». « Nous avons été identifiés comme un territoire en capacité d'accueillir de nouvelles entreprises industrielles, que nos zones économiques sont équipées et aménagées pour répondre aux contraintes de l'industrie. C'est un vrai plus pour être visible des porteurs de projets. Des entreprises comme Machaon ou encore Muance sont de vraies locomotives », insiste le vice-président en charge du développement économique.

« Elles nous aident à prospecter et attirer d'autres entreprises de ce secteur industriel, que l'on peut qualifier d'avenir. D'une part, parce que l'installation de ces entreprises participe pleinement

au processus de réindustrialisation, tout à fait nécessaire. Ensuite, parce qu'elles montrent que l'industrie peut s'engager dans des processus innovants, qu'ils soient plus respectueux des ressources ou producteurs de nouvelles ressources. »

La collectivité travaille par exemple aux côtés des porteurs de Polyprep pour l'installation de leur usine de recyclage de plastique souple. Avec la généralisation de l'extension des consignes de tri, elle collecte aujourd'hui plus de matière plastique issue des emballages, sans la traiter à l'heure actuelle. Avec Polyprep, ce pourrait être la moitié des plastiques souples collectés de la France qui y seraient traités. « Nous sommes bien ici dans une industrie complètement vertueuse. Le projet a d'ailleurs remporté un appel à projet de l'ADEME. C'est un vrai challenge autant qu'une fierté que de les accueillir à Châlons. Avec bien évidemment, de nombreux emplois à la clé », conclut Jérôme Mât.

NASTASIA DESANTI



Le site de la caserne Chanzy accueille depuis 2022, l'INRAP (Institut national de recherches archéologiques préventives). Ont suivi l'accueil des services de la DGFIP et de l'ANDV, agence nationale des données des voyageurs (dans le cadre de la démétropolisation des services de l'Etat).

Entreprise. SET UP, coopérative d'entrepreneurs engagés, lance le projet audacieux de La Magdeleine. Tiers-lieu novateur, à la croisée des chemins entre espaces de travail et de détente, s'étendant sur plus de 800 m², La Magdeleine ambitionne de devenir un véritable point de rencontre et de synergie pour la communauté des entrepreneurs mais aussi au-delà.

Set-Up : Projet de La Magdeleine, « au bon endroit, au bon moment »



David Leroy, devant le 19 rue de la Magdeleine, à Reims.

Après un peu plus d'une année de travaux, le projet de la Magdeleine, porté par la coopérative d'entrepreneurs SET UP, s'apprête à prendre vie. Le gros œuvre est fini, il ne reste plus qu'à habiller les espaces, sol et plancher. « Cela faisait plusieurs années que l'on cherchait un lieu qui pouvait fédérer. Ce projet était dans notre tête, avec le co-fondateur de SET UP depuis 2019 déjà. Mais entre le Covid et de nombreuses visites de dif-

férents lieux, il était difficile de trouver exactement ce qui correspondait au projet », livre David Leroy, gérant fondateur de SET UP. Communauté de 80 entrepreneurs, la coopérative œuvre depuis plusieurs années pour la dynamique du tissu entrepreneurial local, en organisant des rencontres et collaborations régulières. C'est pourquoi, dès le début du projet, l'aspect « convivialité », avec la volonté d'avoir un espace bar et restauration

était incontournable. « Quand nous avons visité le lieu, le coup de cœur a été immédiat, tant par la localisation que par les possibilités qu'offrait le bâtiment. Mais il fallait vraiment se projeter ! » souligne David Leroy. Tour à tour garage automobile et bar, le bâtiment a nécessité d'importants travaux. « Nous avons repensé tous les espaces, abattu des murs, coulé de nouvelles dalles de béton, créé des ouvertures et escaliers... » Le chantier, impressionnant, a duré plus longtemps que prévu, repoussant l'ouverture initialement prévue en septembre 2024.

Au rez-de-chaussée, d'ici deux mois, une salle de restauration de 36 couverts ainsi qu'un bar ouvriront au public. « L'aspect restauration était important dans la perspective d'en faire un restaurant-école, où nous pourrions former des commis et des serveurs. Quand ils seront prêts, l'objectif est qu'ils soient embauchés dans des établissements de la région afin de contribuer à l'activité d'un secteur en tension », indique celui pour qui l'insertion est très importante, dans la mesure où une partie de sa vie profes-

sionnelle a été consacrée à l'économie sociale et solidaire (voir son Portrait dans le Matot Braine 7943). Quant au bar, un brasseur désormais associé au projet brassera les bières sur place. Le lieu sera ouvert dès 9 heures du matin, « pour en faire un endroit où l'on peut venir travailler, tout en prenant un café. À 17 heures, il passera en mode plus classique, détente de fin de journée. » À proximité, une salle de séminaire sera à disposition à la location.

LIEU DE VIE... ET DE TRAVAIL

Au premier étage, on retrouvera la partie bureaux. Trois salles modulables de 20 m² seront ainsi consacrées à la formation, aux séminaires et aux assemblées générales. « Ce premier étage est dédié aux professionnels et à l'innovation où l'on aura aussi dans un grand espace une salle de co-working pouvant accueillir jusqu'à 40 personnes. Ce sont nos collègues de La Capsule qui y prendront place notamment. » Au second étage enfin, des bureaux de 10 m² seront à louer, plutôt sur le long terme (cinq bureaux fermés et quatre

ouverts). D'un investissement total d'environ un million d'euros, porté par des prêts bancaires dont France Active à hauteur de 600 000 €, un apport au capital de SET UP de 150 000 € mais aussi un financement participatif de 200 000 € en titres, en fonction des résultats du bar, ce projet a pour objectif de « créer un espace qui fédère, soutient et dynamise à la fois les initiatives professionnelles et les moments de loisirs », insiste David Leroy. Dernière étape de La Magdeleine, la peinture de la façade « en anamorphose » par trois artistes rémois. « Nous attendons les autorisations des Bâtiments de France car nous sommes dans une zone classée. » L'ouverture de l'espace bar et restauration est prévue pour février 2025, les locaux de co-working et espaces modulables pour mars 2025, et la location des bureaux pour juin 2025. « Nous sommes dans un quartier qui se dynamise et qui va devenir un nouveau pôle d'attractivité. Nous arrivons au bon moment, au bon endroit », se réjouit David Leroy.

NASTASIA DESANTI

Ardennes. Que cela soit dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, de l'univers du luxe ou encore de la santé, malgré un contexte « attentiste », les projets ne manquent pas pour l'année 2025 dans les Ardennes.

Dans les Ardennes, des projets variés dans de nombreux domaines



Le nouvel ensemble comprendra un bâtiment sur deux niveaux avec une dizaine d'ateliers de production (coupe, taille, piquage, couture, parage, recollage, refente, stockage de cuirs).

LUXE

Hermès va attaquer les grandes manœuvres sur la friche Deville

À partir du mois de janvier 2025, les grandes manœuvres vont commencer sur le site de la friche industrielle Deville à Charleville-Mézières où Hermès va ériger sa troisième maroquinerie ardennaise (la 26^e sur le sol français). Après avoir dépollué, déconstruit et désamianté l'endroit, l'Établissement Public Foncier du Grand Est va progressivement céder la place au fleuron du luxe pour un chantier de requalification qui durera seize mois. C'est sur une superficie de 20 000 m² que le futur pôle d'excellence d'Hermès prendra forme. Avec notamment un bâtiment sur deux niveaux de 4 200 m² comprenant une dizaine d'ateliers de production (coupe, taille, piquage, couture, parage, recollage, refente, stockage de cuirs...), un pôle logistique, une centrale de production photovoltaïque d'une puissance de 350 kWc qui sera installée sur une toiture, 2 500 m² de parkings, 200 places de stationnement, 1 000 m² de voirie interne, 1 200 m de chemin piétonnier, 3 500 m² d'espaces verts, un local à vélos et des lieux techniques. Soit un vrai village à portée du cœur de Charleville-Mézières. La livraison de la future manufacture reste programmée en août 2026.

PRODUCTION ARTISANALE

La brasserie d'Arthur déménage

Ancien gérant de la brasserie artisanale du château-fort à Sedan où il a créé les marques « Sedane », « Cuvée d'Arthur » et « Cuvée du

Kill » avant de s'installer à Warcq en fondant la Brasserie d'Arthur, Jean-Christophe Viot a annoncé qu'il allait transférer cette société sur le site du Val-de-Vence à Charleville-Mézières.

À cet endroit laissé libre par la manufacture de meubles parisienne Rinck, il investira 1,5 million d'euros



dans un bâtiment de caractère d'une superficie de 1 550 m² sur deux niveaux. Cet ensemble immobilier une fois réaménagé abritera à terme une salle de brasserie avec des cuves de 30 hectolitres, une ligne de conditionnement de bouteilles, des espaces de fermentation et de vente directe ainsi qu'un lieu convivial pour le public local et des touristes avec dégustation de ses breuvages. Ce qui en fera un nouveau rendez-vous festif dans les Ardennes.

SÉCURITÉ

Une prison à Donchery pour réinsérer des détenus grâce au travail

La prison InSERRE accueillera 100 détenus mixtes et 60 surveillants et conseillers pénitentiaires à Don-



Sélectionné parmi quatre sites d'accueil proposés par la mairie de Donchery et la Communauté d'agglomération Ardenne Métropole, le parc d'activités Ardennes Azur accueillera en son sein ce futur établissement de 100 places sur une emprise de 5 hectares située à la périphérie nord du centre urbain de Donchery, desservie par la RD24 et l'autoroute A34.

chery sur un espace de 5 hectares. Cet outil a pour objectif de lutter contre la récidive en offrant la possibilité à des détenus volontaires condamnés à des peines inférieures ou égales à cinq ans de se réinsérer et de réintégrer la vie civile à travers l'obtention d'une qualification professionnelle.

Le ministère de la justice investira 50 millions d'euros pour construire ce nouveau type de prison sur un terrain de 5 hectares, situé sur la zone d'activités Ardennes Azur mis à disposition par Ardenne Métropole. Porté en tant que maître d'ouvrage par l'APIJ (Agence publique pour l'immobilier de la Justice) et supervisé au ministère de la Justice par l'ATIGIP (Agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle), cet établissement a vocation à accueillir des personnes détenues ayant un faible reliquat de peine après une peine initiale inférieure ou égale à 5 ans. L'ensemble des personnes accueillies au sein de l'établissement exerceront un travail ou bien suivront une formation professionnelle.

Le bâtiment comprendra un atelier de 3 000 m² dédié à la production et à la formation des détenus. Plusieurs entreprises locales se sont engagées à contribuer à la réussite de cette expérience innovante en proposant des offres de travail aux détenus, lesquels auront un emploi du temps rythmé.

Autre intérêt de cette formule : permettre à ces mêmes PME de trouver dans ce vivier de futures recrues / dans des métiers en tension. Les travaux de construction du nouveau centre InSERRE de Donchery pourraient débuter en 2026, après désignation de l'entreprise chargée de la conception et de la construction au printemps 2025. Initialement prévue en 2022 mais finalement reportée, l'ouverture est

désormais prévue en 2027.

ÉNERGIE

La société belge Gofflot s'installera à Wé

PME de quarante salariés, la société d'Outre-Quévrain, Jany Gofflot Photovoltaïque, s'est installée en 2024 de façon provisoire sur la zone du Val-de-Vence à Charleville-Mézières avec l'intention de dupliquer son modèle belge en France. À moyen terme, Gofflot compte créer une grosse antenne à Wé, près de Carignan, en s'installant définitivement dans un bâtiment de 700 m² avec des bureaux et une aire de stockage d'onduleurs et de panneaux photovoltaïques. À travers cette implantation, la société espère ainsi accéder aux marchés du Nord du Grand Est et se développer en Belgique, en France et au Luxembourg.

SANTÉ

Un pôle santé sur le Campus Sup Ardenne

Inauguré en septembre 2019, le Campus Sup Ardenne va s'étof-

fer avec la création d'un pôle médico-social qui regroupera deux écoles actuellement hébergées au sein du centre hospitalier Belair : l'Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) et celui d'Aides-Soignants (IFAS). Le transfert de ces deux entités va amener plus de 400 étudiants supplémentaires sur le site universitaire carolomacérien qui accueille actuellement 1 184 étudiants. Le chantier devrait débuter fin 2025 pour se terminer en 2028. C'est la Région Grand Est qui a cette compétence en charge. Par ailleurs, deux nouvelles filières d'orthoptistes et d'audioprothésistes, spécialités médicales aujourd'hui en tension, compléteront ce programme.

RESTAURATION

Un bateau bar-restaurant au Mont-Olympe

Son exploitation est programmée pour le printemps 2025 et pourrait constituer un futur spot touristique et gastronomique pour Charleville-Mézières. Un bateau bar-restaurant de 47 mètres de long et 59 mètres de large accostera définitivement en bord de Meuse et aux abords de la passerelle du Mont-Olympe, face au Quai de la Maline.

Cette péniche baptisée « La bohème », déjà connue dans les Ardennes pour avoir très brièvement effectué des croisières sur la Meuse a été sortie de l'oubli et de l'abandon par Hakim Mahtout qui l'a découvert au port de Givet.

Celui qui gère déjà le restaurant « Le Blé d'Art » à proximité de la Place Ducale travaille d'arrache-pied pour aménager le navire et concrétiser son projet avant la belle saison. L'ouverture de ce nouvel établissement qui pourra accueillir 80 personnes sur le pont et une soixantaine à l'intérieur est programmée le 1^{er} avril 2025. Et il ne s'agit pas d'un poisson...

PASCAL REMY



Le futur bateau bar-restaurant est déjà arrimé au Mont-Olympe.

Économie. Le 18 juillet 2023, la Première Ministre Elizabeth Borne, chargeait le Préfet des Ardennes de porter avec l'ensemble des acteurs du territoire une « Nouvelle Ambition pour les Ardennes ». Plus de 29 mois plus tard, ce document n'a toujours pas été validé. Sa concrétisation est pourtant très attendue sur place. Ce projet de relance de l'économie ardennaise aboutira-t-il enfin en 2025 ?

Les Ardennes en attente de décisions de l'État



Ce programme « Nouvelle Ambition pour les Ardennes » vient en complément du Pacte Ardennes signé en 2019. Le Campus Sup Ardenne sera concerné par divers projets.

Parmi les sujets appelés à être mis en place avec l'aide de l'État pour redonner une identité positive aux Ardennes : l'accélération de la reconversion foncière à travers la reconquête de nombreuses

friches industrielles afin d'augmenter l'offre en matière d'immobilier d'entreprises. L'objectif ? Atteindre « 200 000 m² de bâtiments » et le soutien à la transition énergétiques pour privilégier l'autoconsommation d'énergie

au sein de 1 000 entreprises. Afin d'y parvenir, il est prévu de mobiliser des leviers facilitant l'usage du gaz avec la création d'une filière hydrogène ainsi qu'une filière photovoltaïque déployant des panneaux dans les lycées agricoles du département avec même une expérimentation d'agritourisme à celui de Saint-Laurent.

MUTUALISATION DES RESSOURCES

Dans le domaine de la formation, il est envisagé de fédérer les compétences autour de pôles d'excellence. Comme la constitution d'un écosystème Enseignement/Supérieur/Industrie 5.0 autour des enjeux numériques et des sciences industrielles en mutualisant les ressources et les plateaux techniques de l'Eisine et de Platinum 3D. Ou encore le futur pôle santé qui émergera sur le Campus Sup Ardenne. Une étude est par ailleurs programmée pour l'instauration d'un pôle interprofessionnel des métiers de bouche en alternance au lycée Bazeilles et l'édification d'une

filière dans les métiers en tension.

LE TOURISME COMME LEVIER D'ATTRACTIVITÉ

Beaucoup d'autres projets sont sur la table du nouveau Premier Ministre. À savoir : la relocalisation de l'Agence de développement économique à Charleville-Mézières, la rénovation de maisons éclusières en meublés de tourisme le long du canal des Ardennes, le souhait de faire du château-fort de Sedan un moteur du développement touristique, l'installation d'un atelier de venaison pour tirer profit de la production de la chasse locale et la valorisation de la forêt ardennaise comme piège à carbone.

Mais aussi le renforcement de l'offre ferroviaire avec la poursuite des travaux de réouverture de la ligne Lille-Charleville-Mézières-Metz-Nancy et des gares du Chatelet-sur-Retourne et de Douzy, la montée en gamme de l'hôtellerie rurale, la reconquête de la qualité de l'eau par le traitement de dix cap-

tages prioritaires.

Le Sud des Ardennes ne devrait pas être oublié avec notamment l'éclosion d'une bioraffinerie à Rethel autour d'Agroutris, l'implantation d'un rebours sur le réseau gaz de Rethel en dupliquant le modèle de celui de Vouziers, le développement d'une filière miscanthus dans les zones de captage d'eau, la dynamisation d'une légumerie plein champs autour de la coopérative BCO et la poursuite du programme « Ambition Eleveurs » qui accompagnera six fermes de démonstration et deux projets « territoires/filières ».

Les acteurs locaux n'ont pas non plus oublié les promesses de Bruno Lemaire de faire des Ardennes « un département pilote en matière d'industrie verte ». Enfin, les élus attendent que le dispositif spécifique d'exonérations fiscales et sociales « bassin d'emploi à redynamiser » soit, comme prévu, prolongé jusqu'en 2027...

PASCAL REMY

EURO CONSULTING CARRIERES, RECRUTEMENT ET CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES



Exécutive Search depuis 1996

Euro Consulting Carrières vous accompagne depuis 29 ans dans le recrutement de vos collaborateurs.

Nos implantations :
AVIGNON - LYON - NANCY - PARIS - REIMS
BARCELONE - SHANGHAI

31 rue du Clou dans le fer - 51100 REIMS
Tél. 33 (0)3 26 88 17 30
ebohn@eccarrieres.com
www.eccarrieres.com

Toute l'équipe du cabinet est heureuse de souhaiter

*une excellente année 2025
pleine de joie et de réussite*



Eric Bohn, président fondateur.

Aube. Économie, politique, dérèglement climatique... Les acteurs privés ou publics observent, mais continuent d'avancer entre ce qu'ils maîtrisent et ce qu'ils subissent. Avec de nouveaux dispositifs pour accompagner les porteurs de projets, les artisans, des plans d'actions orientés énergies renouvelables pour les fournisseurs d'électricité et des recrutements envisagés dans plusieurs secteurs d'activités, l'Aube avance vers une année 2025 teintée de prudence.

Pour 2025, une Aube prudente mais ambitieuse



Avec InVivo, la filière malt a déjà opéré sa transformation.



Le site troyen du leader mondial du contreplaqué de peuplier compte 40 salariés.

limitons aujourd'hui l'exportation du bois pour une valorisation locale. Nos concurrents orientés à l'export sont moins performants, ils ne peuvent pas suivre les conditions que nous mettons en place avec les producteurs et nous ».

L'usine qui a vocation à monter en puissance pour intégrer de nouvelles opérations fonctionne actuellement en 2/8. L'année 2025 devra confirmer l'activité et la stabiliser pour envisager le recrutement de dix nouveaux opérateurs industriels comme des dérouleurs ou des empileurs et passer sur une rotation en 3/8.

PATRONAT

La CPME de l'Aube aspire à de la lisibilité pour les entreprises

AGRICULTURE

InVivo : l'année des coopératives et des filières globales

InVivo rappelle, lors sa convention annuelle, l'importance des filières agricoles françaises, de la production à la transformation, jusqu'à la distribution. « Sur la Ferme France, il y a beaucoup d'intermédiaires. Nous devons adapter la filière industrielle, nous mettre autour d'une table et travailler sur une filière compétitive avec la première et la seconde transformation. La filière malt a déjà opéré sa transformation. Elle est désormais organisée avec des outils, des contrats qui offrent une certaine visibilité. Nous avons relié le revenu de l'agriculteur et le consommateur avec le prix de la bière. C'est une filière compétitive aujourd'hui. Notre idée est d'acheter 100 % de la production de l'agriculteur, ensuite charge à nous d'organiser la filière », explique Thierry Blandinières, directeur général d'InVivo. Le Groupe de 15 000 collaborateurs, qui a racheté le Groupe Soufflet en décembre 2021, génère un chiffre d'affaires de 11,7 milliards d'euros. Tourné vers la décarbonation et l'agriculture à impact positif, le Groupe a rappelé que l'ONU a proclamé 2025 comme l'année des coopératives. « Les coopératives construisent un monde meilleur. J'en suis le premier convaincu. Un monde où les agriculteurs continuent de s'entraider, où les agriculteurs vivent décemment et un monde où les agriculteurs continuent de nous nourrir. Nous devons rester coopératifs, solidaires, résilients ».

ARTISANAT

PASS CMA Liberté, formation et réinsertion

La CMA Grand Est se positionne sur l'innovation et les services avec le lancement d'un nouveau site

internet accessible et intuitif pour les artisans. Le site centralisera les services, les formations et les informations essentielles, permettant aux artisans de gagner en efficacité et en autonomie. Si l'artisan a besoin d'un accompagnement personnalisé, la CMA lance le Pass CMA Liberté. « Ce dispositif leur permet d'avoir accès à l'ensemble des services, qu'il s'agisse de conseil, d'administratif, de réglementation. 75 % des artisans accompagnés par la CMA passe le cap des cinq ans. Ce nouveau service se veut plus réactif. Nous le constatons tous aujourd'hui, nous sommes toujours dans l'urgence », explique Georges-Oleg Bell, président de la CMA Grand Est Aube.

La Chambre consulaire renforce également son offre d'e-formation pour la transmission des savoir-faire, la promotion des métiers artisanaux et la valorisation du patrimoine immatériel. « En formation, on ne s'interdit rien. Avec les CFA et les entreprises, nous regardons comment faire ensemble pour répondre aux demandes. Nous allons aussi travailler sur la réinsertion professionnelle des personnes bénéficiaires du RSA. Il s'agit d'une initiative que nous allons mener dans l'Aube avec le Conseil départemental ».

COLLECTIVITÉS

Philippe Pichery, président du conseil départemental : une année de résilience

« L'année qui va s'ouvrir sera assurément une année compliquée, mais que nous pouvons aussi rendre passionnante par notre capacité collective de résilience. Nous serons au rendez-vous de ce défi. Cela passera par des choix réfléchis qui nécessiteront courage, fermeté, mais aussi pédagogie.

Dans ce contexte, nous pouvons nous réjouir des réalisations nom-

breuses de ces dernières années qui renforcent l'attractivité de notre Département et la qualité de vie de ses habitants : entretien des routes, des collèges, soutien à la rénovation des écoles, du patrimoine culturel, à la création d'équipements sportifs, au développement économique... Ces réalisations qui concernent tout le territoire confortent l'équilibre indispensable urbain/rural. 2025 nous invite à entrer dans une phase nouvelle, celle du maintien et de la valorisation de nos acquis collectifs. Cette année verra également la poursuite de la concrétisation de nos différents schémas départementaux, qu'ils touchent l'enfance, la santé, l'autonomie, l'insertion ou encore le numérique, donc qui concernent tous les Aulois. »

ÉNERGIE

Enédis branché véhicules électriques et énergies renouvelables

L'accélération de la transition écologique se traduit pour Enédis et pour ses prestataires par une hausse très importante des activités. Enédis évoque même une deuxième électrification de la France. De 2023 à 2027, Enédis augmentera son activité de 46 % avec le quadruplement des volumes de raccordements IRVE destinés aux véhicules électriques, de 38 % ses raccordements aux EnR (énergies renouvelables). L'entreprise poursuivra la modernisation de 25 %. La croissance du réseau continue selon le plan de rénovation programmé, passant de 4 500 km en 2023 à 9 000 km en 2030.

« Pour répondre à ces hausses d'activités, nous recrutons et renforçons nos savoir-faire au service de la transition écologique », explique Christine Patrois, directrice territoriale Champagne Sud. « Notre nouveau statut d'entreprise à mission démontre notre volonté d'agir pour un service public innovant, perfor-

mant et solidaire et plusieurs grands projets sont lancés en ce sens avec le programme Raccordement ou le programme accélération des EnR, le plan de tension, l'école des réseaux pour la transition énergétique... » Enédis emploie 40 000 salariés au niveau national. « C'est un record et nous visons une cible de 41 700 salariés en 2027 ! »

INDUSTRIE

Garnica stabilise et passe à la vitesse supérieure

Le site troyen du leader mondial du contreplaqué de peuplier compte 40 salariés. L'objectif de l'année « est de stabiliser et de monter en production », explique Pierre Dhorne, directeur forestier qui a accompagné la construction de l'usine du Parc du Grand Troyes. « Le décès de Pedro Garnica cette année m'incite encore plus à suivre sa volonté de dynamiser la populiculture. Il disait, là où Garnica s'installe, la valeur qu'on crée, on l'investit sur le territoire ». Pour Pierre Dhorne, cela porte ses fruits puisque « nous

Pour les entreprises, la CPME de l'Aube souhaite de la lisibilité, de la visibilité et de la stabilité, « les trois piliers indispensables à la confiance et au développement de nos entreprises », insiste Jean-Dominique Regazzoni, président de la CPME de l'Aube. Au niveau national, le nouveau président sera élu en janvier. Dans le département, la section inscrit sa mission 2025 dans la continuité des actions pour « demeurer le partenaire privilégié du dialogue social, il faut développer la section auloise ». La CPME de l'Aube entend bien accueillir de nouveaux adhérents. « Nous devons être de plus en plus nombreux pour mieux défendre et porter la voix des chefs d'entreprises patrimoniaux. » Formations, newsletters, informations nationales, afterworks, visites d'entreprises, déjeuners et trophées aux entreprises méritantes ponctueront l'année pour « constituer un réseau de chefs d'entreprises solidaires et engagés, continuer d'informer, d'accompagner et de former les dirigeants ».

MARIE BÉATRICE PADIRAC



De 2023 à 2027, Enédis augmentera son activité de 46 % avec le quadruplement des volumes de raccordements IRVE destinés aux véhicules électriques.

Industrie. Situé à Itancourt, près de Saint-Quentin, l'un des deux établissements de Nestlé dans l'Aisne est menacé de fermeture.

Nestlé prévoit de fermer son usine à Itancourt en 2025



L'usine emploie 250 salariés, pour produire des céréales pour le petit déjeuner et aussi du chocolat.

Cérééal Partners France (CPF), filiale opérée en partenariat avec l'américain General Mills, y emploie 250 salariés, pour

produire des céréales pour le petit déjeuner et aussi du chocolat. En sortent des paquets de marques connues, comme Nesquik,

Kit-Kat, Lion, Chocapic, etc. Au début du mois, la direction a annoncé qu'elle cherchait un repreneur pour ce site industriel. Elle a sur-

tout fixé une date limite à cette reprise : faute d'accord d'ici le 25 mars, l'usine fermerait. D'après un syndicaliste, le groupe suisse Nestlé, confronté à une baisse structurelle des ventes de ces produits, accentuerait sa politique de réduction des coûts en délocalisant la production.

Sans repreneur, dans un délai rapproché, les emplois seraient perdus. Aux 250 sur le site même, s'ajouteraient ceux des fournisseurs locaux, notamment en produits alimentaires et en services divers, comme le transport et la logistique. En 2020 déjà, Itancourt avait été frappée par la fermeture d'une autre usine du groupe Nestlé, qui fabriquait des bouillons et sauces de la marque Maggi. La production avait été transférée en Europe de l'Est. 160 emplois avaient été supprimés et cer-

tains des salariés avaient été repris dans l'établissement de CPF, aujourd'hui menacé.

RÉACTIONS

Dans un département affecté par la désindustrialisation, les réactions ont été vives. Le député LR et ancien maire d'Itancourt Julien Dive a jugé « *inacceptable* » cette annonce faite avant Noël ainsi que le délai fixé à court terme. Le président de la région Hauts-de-France, Xavier Bertrand, élu de l'Aisne, a même parlé de « *honte* » et appelle à la mobilisation « *pour faire respecter les salariés* ».

La nouvelle préfète, Fanny Anor, a très vite convoqué une réunion de toutes les parties prenantes, direction, syndicats, élus, collectivités et services de l'Etat, à la sous-préfecture de Saint-Quentin. Elle a annoncé, par un commu-

niqué officiel « *un suivi très attentif de la mise en œuvre* » de la décision de Nestlé.

PLUSIEURS PROJETS D'INSTALLATION

La Communauté de communes du Val de l'Oise, aux portes du Saint-Quentinois, fait cependant valoir que les investisseurs continuent de s'intéresser à Itancourt. Deux projets d'installation suivent déjà leur cours. Le paysagiste Daniel Moquet et le gestionnaire de garde-meuble Stand Boxes ont décidé d'y développer leur activité. Par ailleurs, EDF Renouvelables, spécialisée dans l'entretien des installations productrices d'énergie durable, vient d'y acquérir un terrain destiné à ses locaux (voir page 10). D'ici une bonne année, ce sont ainsi plusieurs dizaines d'emplois qui y seront créés.

FLORENT LECLERCO

UN ESPACE À SAISIR
Rejoignez le réseau des agences qui réussissent.

VOTRE ANNONCE ICI, VOTRE SUCCÈS DEMAIN.

Contactez **Christine SERAINE**
03 26 08 38 30 ou **06 24 99 12 36**
regiepublicitaire.pamb@legalnet.org

Notre sélection
en immobilier d'entreprise dans l'agglomération rémoise

CBRE Impact
MEMBRE INDÉPENDANT DU RÉSEAU

www.impact-cbre.fr

Activité **REIMS - A LOUER**

ZA Farman

Bâtiment de logistique ou de messagerie composé d'une plateforme de stockage de 2.600 m² env. et d'une partie bureaux de 230 m² env. 9 portes à quais, 3 portes sectionnelles de plain pied et 3 portes type messagerie pour petit porteur. Foncier de 8.650 m² env. avec 2 accès par portail permettant la giration autour du bâtiment. Accès idéal par les autoroutes A4 et A34 et la route D944.

Disponibilité immédiate
DPE Blanc

Ref 51.1582

CBRE Impact
MEMBRE INDÉPENDANT DU RÉSEAU

5 rue Marie Marvingt
51100 REIMS
reims@impact-cbre.fr

03 26 07 71 71

Université. L'UTT poursuit sa mutation énergétique dans le cadre d'un plan de près de 4 millions d'euros en plusieurs phases.

L'UTT, un bâtiment intelligent et neutre en 2050

Vers une université durable à 2050. « Nous sommes face à des changements climatiques qui vont coûter des centaines de milliards d'euros. Tout ce qu'on peut faire aujourd'hui pour limiter les rejets de gaz à effet de serre doit être fait maintenant pendant que le système est encore sous contrôle », explique Christophe Collet, directeur de l'UTT de Troyes. Dès 2003, l'Université a réalisé un premier bilan carbone et dès juin 2024, le projet stratégique UTT 2035 fixe comme l'une de ses ambitions le bâtiment durable et l'objectif émission neutre à 2050. La rénovation énergétique du bâtiment se réalise en deux temps. EvoUTTion 1 pour un montant d'1,7 million d'euros avec notamment le remplacement des ampoules par des leds, la mise en place de thermostats et de détecteurs d'ouverture des fenêtres connectés et pilotés dans une salle de commande. Les 3,2 millions d'euros d'EvoUTTion 2, comprendront l'installation de panneaux photovoltaïques, l'isolation des fenêtres et des bâtiments. « L'objectif est de diminuer l'empreinte carbone dans le fonctionnement du bâtiment, cela passe par une multitude d'actions comme des capteurs qui permettent aussi de piloter la température dans les salles, etc. Il y a également tout ce qui est géré par les passeports carbone par exemple. La neutralité carbone est l'affaire de



La visite officielle des travaux dont la salle de commandes avec Christophe Collet, Philippe Pichery et Pascal Courtade.

tous et les étudiants y sont sensibilisés, devant préférer le train à l'avion pour leurs stages avec le passeport carbone, l'objectif étant la neutralité carbone à l'horizon 2050. Nous enseignons ici depuis très longtemps à nos étudiants autant l'ingénierie que la notion de développement soutenable. »

VERS DE L'AUTOCONSOMMATION

Les travaux portent sur la réorganisation des locaux sans création

de nouvelle surface pour optimiser l'espace et accueillir de nouveaux effectifs étudiants, notamment dans la filière de la sécurité globale. Un bâtiment expérimental accueille des solutions innovantes pour la production de chauffage, la climatisation et l'électricité dans le cadre de l'objectif affiché d'autosuffisance énergétique (un projet cofinancé par l'Ademe et la Région Grand Est). Le projet EvoUTTion vise à rendre les bâtiments

intelligents et connectés et à travailler sur la cybersécurité.

L'UTT, qui a adopté son schéma directeur Développement durable et responsabilité sociétale (DD&RS) pour la période 2024-2029, veut se positionner comme un acteur clé des transitions écologique, numérique et sociétale. « C'est une belle utilisation de l'argent public, à des fins intéressantes », souligne Philippe Pichery, président du conseil départemen-

tal de l'Aube. Propriétaire des lieux, il finance les travaux à hauteur de 512 000 € qui complètent le principal financement de l'État dans le cadre de la Dotation de soutien à l'investissement des départements d'1,7 million d'euros (DSID). « Ce projet s'inscrit dans la loi Climat et résilience de 2021 ». Concernant le retour sur investissement, il faudra attendre. L'économie annoncée de 17 % évoquée au début du dossier ne pourra se mesurer qu'à la fin des travaux entrepris. Le seul remplacement des leds, des extracteurs et régulateurs et l'installation des thermostats connectés ne suffisant pas à l'atteinte de ces résultats comme le précise Pascal Courtade, préfet de l'Aube. « C'est un projet global et tout cela se mesure sur un temps long ». Les travaux commencés vont durer jusqu'en 2029 impliquant des investissements successifs pour cette construction de 46 000 m² où l'entretien et l'amélioration du bâti restent un sujet permanent. Le prochain projet vise à l'autoproduction d'électricité par la mise en place d'ombrières équipées de panneaux photovoltaïques sur le parking. Pour Christophe Collet, « ces surfaces sont importantes, nous pouvons y mettre des cellules photovoltaïques et réinjecter ce qui sera produit en autoconsommation ».

MARIE BÉATRICE PADIRAC

Partenariat

La Ville de Charleville-Mézières renouvelle une convention avec la CAF des Ardennes



Boris Ravignon, maire de Charleville-Mézières et Guillaume Morel, directeur de la Caisse d'allocations familiales des Ardennes, ont signé une Convention territoriale globale qui va permettre aux deux partenaires, ces quatre prochaines années, de favoriser l'émergence de nouveaux projets répondant aux besoins des familles dans de nombreux domaines. Une précédente Convention avait déjà été établie sur la période 2020-2024. Le bilan de ces quatre premières années de collaboration a permis de définir sept axes thématiques (petite enfance, enfance-jeunesse, parentalité, accès aux droits/inclusion numérique, handicap, logement, animation de la vie sociale), déclinés en une vingtaine d'actions concrètes. Parmi elles, l'amélioration de la qualité de l'accueil des jeunes enfants, l'amélioration de l'accès à une

offre de loisirs culturelle et sportive adaptée et diversifiée, le renforcement de l'accompagnement des jeunes parents, la facilitation de l'accès aux droits, la mise en place d'ateliers numériques ou encore le déploiement du dispositif « Permis de louer ».

P.R.

Ardennes

L'entreprise Fornara en redressement judiciaire

La SA Outillage Fornara implantée depuis toujours à Nouzonville et spécialisée dans l'outillage de presse vient d'être placée en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Sedan. Néanmoins, la société qui avait réduit ses effectifs ces dernières années à sept employés devrait poursuivre son activité sans avoir à réduire une nouvelle fois son personnel. Fornara a été fondée en 1957 par René Fornara, avant d'être rachetée en 1990, par son fils, Patrick, qui l'a ensuite cédée en 2008, à deux de ses cadres, Patrick Plaquin, alors responsable de l'atelier de production, et Xavier Henry, chargé du bureau d'études. La PME de la Vallée de la Meuse est reconnue pour faire des poinçons et matrices destinés aux presses servant à emboutir et découper la tôle. Une activité qui lui a permis d'être référencée dans cette niche industrielle et de travailler pour une vaste clientèle française œuvrant dans l'automobile, le bâtiment, l'électroménager et la quincaillerie de cuisine comme Arthur-Martin à Revin, NPL à Gespunsart, Godart à Fumay et General Motors (Delphi ensuite) à Donchery. Avant de premières difficultés, l'entreprise employait en moyenne 20 salariés.

P.R.

Aisne

Itancourt : une nouvelle entreprise s'installe, 25 emplois créés

La communauté de communes du Val de l'Oise (CCVO) a validé la vente d'un terrain sur la zone d'activité économique à EDF Renouvelables, spécialisée dans la maintenance des énergies renouvelables, qui y construira ses locaux. Avant cela, l'entreprise Stand Boxes ouvrira son siège social le 6 janvier, à proximité. Bien que cette annonce soit moins marquante que la potentielle fermeture de l'usine Nestlé CPF, qui emploie 250 personnes, l'arrivée de ces 25 emplois à moyen terme est un point positif pour les pouvoirs publics. EDF Renouvelables prévoit d'embaucher ce nombre de personnes en implantant ses locaux à Itancourt. Ce projet vient renforcer l'attractivité de la zone, selon Julien Dive, député et élu d'Itancourt, qui se réjouit de la création d'emplois.

La zone d'activité économique, lancée en 2025, ne dispose déjà plus que de deux terrains, et 60 emplois devraient être créés d'ici la fin de l'année 2025. Avant même le début des travaux, d'autres entreprises prévoient de s'y installer. Le paysagiste Daniel Moquet y ouvrira une succursale, tandis que Stand Boxes, une entreprise de Chauny spécialisée dans les solutions de stockage pour particuliers et professionnels, y installera un nouveau centre et y établira son siège social. Cette implantation représente une étape importante pour son développement dans la région, avec déjà 10 centres dans les Hauts-de-France.

G.B.

Champagne. La magie du champagne ne doit pas faire oublier que le vigneron à la tête d'une exploitation viticole est avant tout un chef d'entreprise. Dans la famille Demière, à Fleury-la-Rivière, c'est une notion que l'on cultive en même temps que le vignoble.

Champagne A&J Demière : esprit d'entreprise

Pour parler champagne, on peut évoquer jusqu'à plus soif la finesse de la bulle, les arômes, la robe, la longueur en bouche, l'alchimie de l'assemblage, l'émotion, la poésie – et bien d'autres choses encore. On peut, et c'est normal. Mais, pour parler champagne, on peut aussi évoquer l'entreprise, les investissements, les marchés, les risques, etc. Histoire de ne pas oublier qu'avant d'être un moment de plaisir pour celui qui le déguste, le champagne est d'abord une démarche entrepreneuriale pour celui qui le produit et doit cultiver sa vigne, élaborer ses vins, trouver les débouchés et la clientèle lui permettant de valoriser son activité. Si le travail du producteur conduit au bonheur du consommateur, il sera temps, alors, de verser dans la subtilité, le dithyrambe et la philosophie.

DEPUIS 1936

Cet esprit d'entreprise est exactement celui de la famille Demière, à Fleury-la-Rivière, depuis que Fernand Demière l'a instauré en achetant ses premiers pieds de vigne, en 1936, et en créant sa marque. Fernand Demière travaillait alors pour la Maison Burtin où il observait ce qui se faisait, de la vigne à la vinification, et l'appliquait ensuite à son échelle, avec une démarche entrepreneuriale déjà affirmée : j'expérimente, j'échoue, je réussis... Pour trouver les fonds leur permettant de développer leur vignoble, Fernand et son fils, Jack, fondent dans les années 50 une entreprise de prestation (filtration, soutirage, dégorgement, mixtion...). Jack reprendra ensuite la Maison (champagne Jack Demière), avant qu'à la fin des années 90, Audrey, sa fille, et Jérôme, son gendre, ne lui succèdent. Lysandre, leur fils aujourd'hui à leurs côtés, représente la quatrième génération.

TROUVER DES SOLUTIONS

Le champagne A&J Demière, c'est actuellement 10 hectares exploités



Lysandre (à gauche) et Jérôme, dans la salle de réception du champagne A&J Demière, avec une vue splendide sur le vignoble.

autour de Fleury-la-Rivière, 50 % meunier, cépage majoritaire dans ce secteur de la Vallée de la Marne, 30 % de pinot noir, 20 % de chardonnay. 80 000 à 100 000 bouteilles produites en moyenne chaque année. 70 % de la production étant exportés en Europe du Nord, (Finlande, Suède, Norvège, Danemark, Estonie...), Asie (Chine, Corée, Japon, Thaïlande), Australie, USA, Amérique du Sud (marché très porteur), contre 5 % au début des années 2000. « Avec la crise de 2008, il nous a fallu trouver des solutions », explique Jérôme, lui-même fils d'exploitant.

Trouver des solutions, c'est-à-dire sortir des frontières nationales, explorer les marchés étrangers, se familiariser avec l'export et, surtout, apprendre l'anglais ! Trouver des solutions, en

construisant de nouveaux locaux (chai de production, etc.), en repensant et aménageant un magnifique lieu de réception, en obtenant le statut de négociant (en 2022) pour acheter du raisin à des partenaires vignerons et accroître ainsi le volume de production. Le tout accompagné d'investissements matériels, « pour déployer les outils qui concourent à l'exigence de qualité », indique Jérôme. Bref, trouver des solutions pour se donner les moyens d'avancer. Avec audace.

Aujourd'hui, Lysandre a rejoint ses parents. Son Master Vin & Gastronomie (Neoma BS) lui permet d'aborder en connaissance de cause les questions de marketing et de gestion du secteur. Il maîtrise anglais et l'espagnol et, si l'élaboration des cuvées relève toujours de l'expertise de son

père, Lysandre parle avec fierté du travail de la famille Demière et de son champagne.

HÉDONISME ET JOIE

Le champagne, bien sûr, demeure la finalité. Sans oublier Audrey, qui prend notamment en charge toute la partie administrative, voilà en vérité le véritable "terrain de jeu" de Jérôme, celui sur lequel il exprime toute sa mesure. Et quand il évoque "son" champagne – il faut voir comme ses yeux brillent – c'est un artiste qui parle de sa création ! Si la philosophie maison fait référence au "cousu main", c'est que l'analogie avec la haute couture est prégnante. D'ailleurs, la page d'accueil du site Internet annonce clairement la couleur, ou plutôt l'ambition : Maison de haute

vinification.

Cela passe en premier lieu par le terroir exceptionnel de Fleury-la-Rivière et de la rive droite de Vallée de la Marne, source d'iode et de salinité, sur lequel s'exprime à merveille le Meunier – l'exploitation est certifiée Haute Valeur Environnementale. Ensuite... Ensuite, difficile d'entrer dans le détail de 20 cuvées (« Trop ? Non ! Au contraire. Nous ouvrons le choix pour répondre à la demande de nos clients »), réparties en 4 gammes, comme autant de collections ciselées au fil des années : Inspiration, Lysandre, Confidentielle, Diplomatic (la gamme de prix, quant à elle, s'échelonnant de 35 à 82 €). Mais toutes, ou presque, procèdent d'assemblages qui relèvent d'une recherche permanente d'équilibre – pour ne pas dire d'un travail d'équilibriste.

Avant chaque vendange, Jérôme se demande ce qu'il va faire avec le raisin de l'année. L'heure venue de l'égrégore – cette agrégation des énergies, qui est aussi le nom d'une cuvée – il puisera ici dans ses cuves inox, là dans ses foudres et tonneaux, ou dans sa solera (une vraie solera espagnole, constituée depuis 1978)... Avec toujours cette notion de créativité, tendue vers une forme d'hédonisme à partager (« on ne crée pas pour soi-même »), et de joie (« sans joie, la vie n'a pas de saveur »). On y verra le secret de la signature Demière, toute en fraîcheur, vivacité, profondeur, émotion... Un champagne au caractère atypique qui se revendique "pour amateurs de grands champagnes". Pas moins.

Le futur, la famille Demière l'envisage déjà à travers un coteaux-champenois (commercialisé sous peu), une eau de vie de vin, un ratafia... Vers des vinifications différentes, aussi, dans la perspective, pour Jérôme, de faire ce qu'il n'a pas encore fait. Et entreprendre, encore et toujours.

JACQUES RIVIÈRE

Toute l'équipe du journal

vous présente ses

Meilleurs Vœux

pour cette nouvelle année

2025

-2,8 %

En novembre 2024, la part des motorisations essence (y compris hybrides non rechargeables) dans les immatriculations de voitures neuves baisse par rapport au mois précédent de 2,8 points, à 64,2 %. La part des voitures thermiques à essence se replie (-1,7 point à 25,9 % du marché), de même que celle des voitures hybrides non rechargeables qui décroît de 1,1 point pour s'établir à 38,3 % des ventes. La part des motorisations diesel (y compris hybrides non rechargeables) augmente légèrement de 0,2 point, à 7,4 %. Celle de la motorisation thermique diesel est quasi stable à 6,5 % du marché. La part des ventes de voitures électriques augmente de 2,0 points à 17,1 % du marché. (INSEE)

+2,7 %

En novembre 2024, les prix des animaux rebondissent sur un mois (+2,7 % après -0,3 % en octobre) en raison notamment du rebond des prix des porcins (+6,2 % après -2,7 % en octobre). Les prix accélèrent pour les gros bovins (+2,4 % après une stabilité en octobre) et les ovins (+2,3 % après +1,1 %) et ralentissent légèrement pour les volailles (+1,0 % après +1,1 %). Les prix des veaux baissent (-0,5 % après -0,1 %). Sur un an, les prix des animaux rebondissent en novembre 2024 après quatorze mois consécutifs de baisse (+2,9 % après -0,6 % en octobre). Ils accélèrent pour les gros bovins (+5,7 % après +1,5 %) et les ovins (+17,6 % après +16,0 %), et ralentissent pour les veaux (+8,1 % après +9,3 %). (INSEE)

+0,3 %

En novembre 2024, les prix d'achat des consommations intermédiaires sont stables sur un mois (après +0,3 % en octobre). Les prix augmentent pour l'entretien et la réparation du matériel (+0,3 % après une stabilité en octobre). Ils rebondissent pour le matériel et petit outillage (+0,4 % après -0,3 %) et les services vétérinaires (+0,2 % après -0,2 %) et ralentissent pour l'énergie (+1,2 % après +2,0 %) et les engrais et amendements (+0,4 % après +1,0 %). Ils sont quasi stables pour les semences et plants (-0,1 % après +0,1 %), les frais généraux (-0,1 % après +0,1 %), et stables pour l'entretien et la réparation des bâtiments (après +0,2 % en octobre). (INSEE)

La Bourse

La plus belle des réussites, c'est celle qui rayonne.

Banque Populaire accompagne chaque jour 200 créations d'entreprises* partout en France.

BANQUE POPULAIRE
ALSACE LORRAINE CHAMPAGNE

la réussite est en vous

BANQUE
COOPÉRATIVE ET LOCALE

Source BPCE. Communication à caractère publicitaire et sans valeur contractuelle. BPALC - SA coopérative à capital variable - 3 rue François de Curel 57000 Metz - 356 801 571 RCS Metz - ORIAS n° 07 005 127. • Crédit photo : Pedro Nóbrega • ROSA PARIS

COTATIONS AU 2/01/25

Variation sur la semaine

DONNÉES TRANSMISES PAR LA CAISSE D'ÉPARGNE GRAND EST EUROPE

ACTIONS		
CAC 40	7 380,74	+ 0,20%
SBF 120	5 591,74	+ 0,28%
Nikkei	40 281,16	+ 2,33%
Dow Jones	42 573,73	- 2,02%
Eurostoxx 50	4 895,98	- 0,94%

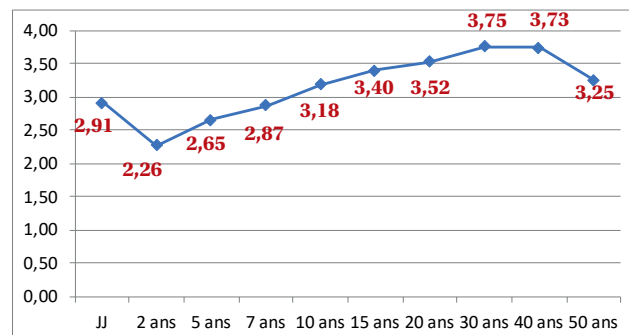
DEVISES (EUROS CONTRE...)		
1 euro =	6,55957 F	
Dollar	1,0315	- 1,68%
Livre Sterling	0,8316	+ 0,64%
Yen	162,17	+ 0,52%
Dollar/Yen	157,19	+ 2,24%

SWAPS		
Euribor 5 ans	2,420	+ 0,000
Euribor 10 ans	2,477	+ 0,000

MARCHÉ MONÉTAIRE		
Ester	2,905	- 0,259
Euribor 1 mois	2,785	+ 0,023
Euribor 3 mois	2,736	- 0,116
Euribor 6 mois	2,562	- 0,090
Euribor 12 mois	2,448	- 0,026

FRANCE ETAT		
BTAN 2 ans	2,264	++ 0,025
BTAN 5 ans	2,648	+ 0,076
OAT 7 ans (TEC 10)	2,869	+ 0,104
OAT 10 ans	3,184	+ 0,134
OAT 30 ans	3,746	+ 0,153
OAT 50 ans	3,249	+ 0,106

COURBES DES TAUX DE FRANCE



VALEURS RÉGIONALES (VARIATION 2025 %)		
ARCELORMITTAL	22,43	+ 0,00
BNP PARIBAS	59,22	+ 0,00
CARREFOUR	13,73	+ 0,00
CRÉDIT AGRICOLE	13,29	+ 0,00
EXEL INDUSTRIES	43,00	+ 0,00
L.V.M.H.	635,50	+ 0,00
LAURENT-PERRIER	103,00	+ 0,00
MICHELIN	31,80	+ 0,00
NEXANS	104,20	+ 0,00
KERING	238,25	+ 0,00
HAULOTTE-GROUP	2,66	+ 0,00
RALLYE	0,04	+ 0,00
REMY COINTREAU	58,40	+ 0,00
RENAULT	47,05	+ 0,00
SAINT-GOBAIN	85,70	+ 0,00
SANOFI-AVENTIS	93,74	+ 0,00
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	27,16	+ 0,00
VALLOUREC	16,42	+ 0,00
VEOLIA	27,11	+ 0,00
VINCI	99,74	+ 0,00
VRANKEN-POMMERY	13,15	+ 0,00

EMPRUNTS D'ETAT	JAPON	USA	EURO
JJ	0,18	4,50	2,91
2 ans	0,60	4,23	2,06
5 ans	0,73	4,36	2,13
10 ans	1,08	4,54	2,34
30 ans	2,28	4,76	2,58

Rapport sur la stabilité financière - Décembre 2024

Dans le cadre de son mandat de stabilité financière, la Banque de France est en charge de l'évaluation des risques et des vulnérabilités présents dans le système financier français. L'analyse de ces vulnérabilités, cycliques ou structurelles, permet de renforcer la capacité de prévention des crises. Cette analyse est publiée semestriellement.

Le retour de l'inflation à sa cible et la baisse progressive des taux directeurs, dans un contexte de croissance française modérée, constituent des éléments favorables pour la stabilité du système financier français. Ce dernier a fait face à une série de chocs importants, depuis 2020, et s'est adapté à un environnement de taux plus élevés depuis 2022. La solidité du secteur bancaire et assurantiel, les niveaux élevés de trésorerie des sociétés non financières et le taux d'épargne des ménages, toujours supérieur à sa moyenne pré-Covid, représentent autant de facteurs d'absorption des chocs. Néanmoins, des poches de vulnérabilités persistent pour les acteurs non-financiers les plus endettés, face à un environnement macroéconomique incertain.

Des incertitudes renouvelées, liées à l'environnement politique national, l'économie internationale et l'aggravation des tensions géopolitiques, pourraient affecter l'activité et les marchés. Si la volatilité demeure modérée, elle a progressé au second semestre 2024 avec de brefs épisodes de tensions sur les marchés. Le pic de volatilité observé le 5 août 2024 sur les marchés mondiaux reflète une sensibilité accrue des opérateurs aux facteurs d'incertitude. L'alternance politique aux États-Unis pose, par ailleurs, la question des politiques économiques et commerciales qui seront menées par la nouvelle administration et qui pourraient venir renforcer des vulnérabilités existantes pour l'économie européenne et les marchés. En France, le contexte d'incertitude politique a entraîné un écartement entre les rendements des obligations souveraines françaises et allemandes, et à l'inverse un rapprochement avec le spread italien. Si le cas français demeure largement idiosyncratique, la convergence des spreads au sein de la zone euro reflète une confiance des investisseurs dans la solidité des institutions européennes.

À l'aune de ce diagnostic d'une résilience d'ensemble du système financier français, ce rapport met en avant les principaux risques conjoncturels et structurels pesant sur la stabilité financière. Pour en savoir plus, retrouvez la publication complète ici : <https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/publications/rapport-sur-la-stabilite-financiere-de-cembre-2024>

SOURCE : BANQUE DE FRANCE

Difficultés de l'industrie et de la construction sur fond d'indicateurs sociaux encore stables

Ceser. Actualisé à la fin du premier semestre 2024, le Tableau de bord du Conseil Economique, Social et Environnemental constate la dégradation des secteurs de l'industrie et de la construction dans le Grand Est. Il pointe cependant les bons résultats des créations d'entreprises, la résistance de l'emploi salarié et celle du taux de chômage.

Fixé sur un an, à la fin du premier semestre 2024, avec des exportations (-5,9%) qui baissent moins que les importations (-7,7%), le solde de la balance commerciale des échanges internationaux du Grand Est se redresse quelque peu à 2,6 Md€. Sur cette période, pointant tous les départements en baisse, la Marne enregistre la quatrième plus forte baisse des ventes à l'étranger (-9,1%), derrière la Meuse (-17%), la Meurthe-et-Moselle (-15,1%) et les Ardennes (-14,1%).

Les carnets de commandes de l'industrie poursuivent leur dégradation, à l'exception de l'agroalimentaire, des boissons et de l'aéronautique et les stocks sont supérieurs à leur niveau d'équilibre. L'emploi industriel est en légère baisse, principalement dans l'intérim. L'utilisation des capacités de production (74%) est à son niveau le plus bas depuis 2020. Les difficultés de recrutement s'amenuisent et ne concernent plus que 31% des entreprises du secteur, contre 60% deux ans auparavant.

LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS AU PLUS BAS

Le tableau de bord note une chute de la construction de logements :



Les mises en chantier reculent de 27% dans le Grand Est. Une situation pire que celle du niveau national (-17%). Localement, c'est dans la Marne que la baisse des constructions (-61%) est la plus forte.

28 400 unités entre juin 2021 et juin 2022 contre 17 600 en 2023, le bilan historiquement le plus faible, enregistrant ainsi une baisse de 38%. Les mises en chantier reculent de 27% dans le Grand Est. Une situation pire que celle du niveau national (-17%). Localement, c'est dans la Marne que la baisse des constructions (-61%) est la plus forte.

La situation est plus nuancée

pour le non résidentiel. Au premier semestre 2024 et sur un an. Les constructions commencées ne reculent que de 5%, sauf dans l'Aube qui connaît un quasi-doublement de ses chantiers (+95%), la Meuse (+5%) et la Moselle (+16%). Sur ce segment d'activité, la Marne enregistre des baisses : -12% et -30% pour les chantiers commencés et les chantiers autorisés.

LA QUASI-EUPHORIE DE LA CRÉATION D'ENTREPRISES

Des niveaux records sont enregistrés dans le domaine de la création d'entreprises. Le bilan record de 64 700 créations en 2021 sera dépassé en 2024 (67 450 créations sur un an au 3e trimestre 2024). La progression la plus importante appartient à la Marne (8 000 créations et +17%), devant la Meuse (+11%) et le Bas-Rhin (+10%). L'évolution positive est plus forte en région (+7,4%) qu'au niveau National (+5,8%).

Les défaillances d'entreprises en région (+18%) progresse moins qu'en France (+25%). Sur un an, elles concernent 4 245 entités régionales. Si l'Aube et la Haute-Marne résistent bien, les plus fortes dégradations appartiennent à la Meuse (+86%), aux Ardennes (+29%), à la Meurthe-et-Moselle (+27%) et à la Marne (+22%).

L'EMPLOI PORTÉ ESSENTIELLEMENT PAR LES SERVICES

L'emploi salarié stagne dans le Grand Est, avec une progression de 0,5% sur un an au premier semestre 2024. Il est quasiment stable dans l'industrie et le commerce, il baisse

de 1,5% dans la construction, avec 1 800 postes en moins et progresse de 1,1% dans les services qui gagnent plus de 9 000 postes, surtout dans l'hébergement et la restauration. Sur un an, le travail intérimaire baisse de 7,7%. Le recul le plus important vient de la Marne (-15%). Les secteurs les plus touchés sont la construction et l'industrie. En un an, le nombre de demandeurs d'emploi, catégories A,B et C, a baissé de 1,2% en région. Il a progressé de 0,9% en France métropolitaine.

La fréquentation hôtelière accuse un léger recul (14,1 millions de nuitées contre 14,5 à fin 2023). Ce recul impacte surtout les départements lorrains et à un moindre titre l'Alsace. Avec une fréquentation en baisse de 0,4%, la Marne est le département le moins touché. Comme de coutume, les hôtels trois étoiles et plus connaissent une hausse de fréquentation. La dégradation générale est moins forte dans le Grand Est qu'au niveau métropolitain. La clientèle française et européenne est en baisse. Une tendance qui contraste avec celle étrangère (+31% pour les Américains et +34% pour les Asiatiques).

GÉRARD DELENCLOS

« NE PAS OPPOSER LES NORMES ENVIRONNEMENTALES À L'ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DES TERRITOIRES »



Marie-Claude Briet-Clémont, présidente du Ceser Grand Est, réélue en janvier 2024, pour un deuxième mandat de trois ans.

Lors des séances plénières de la Région, les avis du CESER sont plus souvent cités par l'opposition que par la majorité régionale. Votre avis sur ce sujet ?

Nous devrions nous réjouir quand les avis du CESER sont cités durant les séances plénières du Conseil régional. Cependant, nous souhaitons une prise en compte de ces avis, dans une véritable co-construction des politiques publiques avec la Région. Que l'opposition nous cite plus souvent que la majorité régionale peut nous attrister. Peut-être manquons-nous de visibilité pour la majorité. Nous y travaillons cependant.

Lors de la présentation du BP 2025, le Président s'est exprimé sur la nécessité de ne pas opposer systématiquement des normes environnementales trop strictes, comme c'est le cas du ZAN, à l'attractivité économique des territoires. Partagez-vous cette opinion ?

Le CESER plaide pour la construction d'une décentralisation améliorée qui tiendrait encore mieux compte des spécificités territoriales. L'expertise de la situation

que nous avons sur cette question, au plus près des territoires, est pour nous une véritable ligne de fond. Les socioprofessionnels que nous représentons doivent être écoutés. L'Etat et les Régions doivent changer leur relation. Et sur ce sujet, on peut imaginer un autre volet de la décentralisation qui donnerait plus de moyens financiers aux Régions, à la hauteur de leurs compétences, ne serait-ce que par une réforme de la fiscalité régionale. A propos du ZAN, le Zéro Artificialisation Net, il ne s'agit pas de remettre en cause le dispositif mais de le moduler. La question est de pouvoir concilier les besoins en logements et en constructions à usage d'activités avec la nécessité de répondre aux exigences de la transition énergétique et environnementale.

Le Président du Conseil régional ne dit pas autre chose quand il demande à l'Etat, à l'inverse d'une décentralisation verticale, de prendre en compte les réalités du terrain. Quant à l'attractivité, elle est la conjugaison de l'économique, du social, de l'éducation, de la santé, de la culture, et de l'environnemental. C'est cela le bien vivre qu'il faut souhaiter aux habitants du Grand Est.

PROPOS RECUEILLIS PAR GÉRARD DELENCLOS

Opinions

PAR DOMINIQUE HAUTEM, PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT (CMA) DE LA MARNE

2025 : Innovation, proximité et ambitions pour l'avenir de l'artisanat

Alors que l'année 2024 s'achève dans un contexte économique et politique complexe, les défis à relever pour 2025, restent nombreux pour les entreprises, et particulièrement pour les artisans. L'incertitude liée aux évolutions des politiques publiques, combinée à la nécessité pour les entreprises de repenser leurs transitions écologiques et numériques, alimente les interrogations des entrepreneurs. Pourtant, cette période est aussi porteuse d'opportunités. Plus que jamais, l'artisanat démontre sa résilience et son rôle central dans nos territoires, en répondant aux attentes d'un public en quête de proximité, d'authenticité et

de durabilité. Dans ce contexte, Dominique HAUTEM, Président d'établissement CMA Marne, adresse ses vœux aux artisans chefs d'entreprise, porteurs de projet, tout en réaffirmant l'engagement indéfectible de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Grand Est à leurs côtés.

« Le contexte actuel, entre inflation, fluctuation des matières premières et des réglementations ou incertitudes économiques, a mis à l'épreuve la résilience de nos entreprises artisanales. Toutefois, c'est dans l'adversité que se révèle la force de notre secteur, qui a su comme toujours faire preuve de créativité, de solidarité et d'adaptabi-

lité. L'artisanat dans la Marne continue de jouer un rôle clé dans l'économie locale. Il est le garant d'une économie de proximité, de qualité et d'un savoir-faire transmis de génération en génération. Je suis fier de l'engagement constant de nos artisans et de leur capacité à se réinventer face aux obstacles. À l'aube de cette nouvelle année, je tiens à exprimer ma reconnaissance envers chacun d'entre vous pour votre travail, votre passion, et votre détermination. Nous devons, ensemble, continuer à soutenir l'innovation, la formation et la transition énergétique afin de

« Nous devons, ensemble, continuer à soutenir l'innovation, la formation et la transition énergétique afin de préparer nos entreprises aux défis de demain. »

préparer nos entreprises aux défis de demain. La Chambre de Métiers et de l'Artisanat restera à vos côtés pour vous accompagner dans vos projets, vous orienter face aux évolutions économiques, et défendre vos intérêts. À l'horizon de cette nouvelle année 2025, je vous souhaite, à vous et à vos proches, une année prospère, pleine de succès, d'opportunités et de satisfactions. »

NOUVEAU SITE INTERNET DE LA CMA GRAND EST

En 2025, la CMA Grand Est franchit un véritable cap en matière d'innovation et de services. L'année sera placée sous le signe de la

transformation numérique, avec le lancement d'un nouveau site internet pensé comme une véritable porte d'entrée pour les artisans. Accessible et intuitif, il centralisera les services, les formations et les informations essentielles, permettant aux artisans de gagner en efficacité et en autonomie.

Un autre projet phare de cette année est le lancement du Pass CMA Liberté, conçu pour accompagner les porteurs de projets et les artisans, en leur offrant des solutions adaptées aux besoins de chaque entreprise. Ce dispositif innovant reflète la volonté de simplifier l'accès aux services et de favoriser le développement de projets ambitieux.

La CMA renforce également son offre d'e-formation, permettant à tous les artisans, quels que soient leur localisation ou leur emploi du temps, de se former à leur rythme. Ces outils numériques viennent compléter l'engagement continu en faveur de la transmission des savoir-faire, de la promotion des métiers artisanaux et de la valorisation du patrimoine immatériel de la région. Enfin, 2025 verra la poursuite des actions en faveur de la transition écologique et de la compétitivité des entreprises artisanales. À travers des accompagnements personnalisés et des initiatives locales, la CMA Grand Est continuera à soutenir les artisans dans les défis qu'ils rencontrent au quotidien.



Cap sur 2025

C'est une crise institutionnelle et politique que traverse la France depuis plusieurs mois. Le gouvernement, sans majorité, est face à l'immense défi du budget dans un contexte économique tendu et une dette abyssale à résorber. Le Premier ministre a constitué son équipe en piochant dans un vivier de personnalités ayant déjà été aux affaires ces 20 dernières années. Mais si ce sont dans les vieux pots que l'on fait les meilleures confitures, en ce qui concerne la politique, pas sûr que la recette soit la bonne. Comment répondre aux attentes des Français et être à la hauteur des enjeux colossaux du futur en appelant aux responsabilités des personnalités ayant appartenu à des gouvernements massivement rejetés par les Français lors des dernières élections ? Comment renouer la confiance alors que les incivilités et délits explosent, que les salaires n'augmentent pas à la hauteur de celle des prix, que les normes sont toujours plus contraignantes obligeant les entreprises à freiner leurs ambitions et qu'il est toujours plus compliqué de se loger, de se chauffer et de se déplacer ? En 2025, les attentes sont énormes. Pour autant, à l'échelle locale, chacun et chacune tente de se projeter. Les collectivités maintiennent leurs projets structurants tandis que les entreprises choisissent de ne pas céder au pessimisme en continuant d'innover et d'investir. Et puisqu'aux Petites Affiches Matot Braine, nous aussi, nous choisissons de rester optimiste et de regarder vers l'avenir, toujours à vos côtés, en narrant les réussites du territoire, nous vous souhaitons à tous et toutes, une très belle année 2025 !

NASTASIA DESANTI

Cette page est une tribune ouverte à nos lecteurs. Pour livrer votre contribution aux débats économiques régionaux, prenez contact avec la rédaction des Petites Affiches Matot Braine : 03 26 08 38 31 / 32 ou redaction.pamb@legalnet.org

le regard de Faro.



TRANSACTIONS VITACEAE
M&A et Transactions viticoles

TRANSACTIONS VITICOLES
Achat de vignes louées, vignes libres et domaines

SOLUTIONS DE PORTAGE DE VIGNES

03 26 09 35 85
contact@vitaceae-transactions.fr
www.vitaceae-transactions.fr

Carte professionnelle n° CPI 5102 2016 000 014 113 délivrée par la CCI Marne Ardennes
RCP n° 163814620001 00 - RCS REIMS 823 282 637

Meilleurs Vœux

2025

Matot Braine

INSERTIONS JUDICIAIRES & LEGALES

Le site www.matot-braine.fr des Petites Affiches Matot Braine est habilité par arrêtés préfectoraux à publier les annonces judiciaires et légales dans les départements des Ardennes, de l'Aisne, de l'Aube et de la Marne.

Les annonces reprises dans ces pages sont publiées à titre informatif. Seules les annonces présentes sur notre site www.matot-braine.fr ont une valeur juridique ainsi que les attestations délivrées par notre site.

Les tarifs et modalités de publication des annonces judiciaires et légales sont fixés par l'arrêté des Ministères de la Culture et de l'Économie en date du 14 décembre 2023 :

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2023/12/14/MICE2332581A/jo/texte>



L'intégralité des annonces légales parues dans la presse habilitée est consultable librement et gratuitement sur actulegales.fr

Rubrique spéciale IMMOBILIER

OPTIMISEZ L'IMPACT

de vos ANNONCES IMMOBILIÈRES auprès des décideurs régionaux !

- Visibilité parfaite
- Dégressif multiparutions

Contactez **Christine SERAINE**

03 26 08 38 30

ou **06 24 99 12 36**

regiepublicitaire.pamb@legalnet.org

Adjudication



A VENDRE AUX ENCHERES PUBLIQUES

LE MARDI 11 FEVRIER 2025 A 10 HEURES

à la barre du juge de l'exécution du tribunal judiciaire de TROYES (10)

Il sera procédé le Mardi 11/02/2025 à 10h00 à la vente aux enchères publiques, EN UN LOT, au plus offrant et dernier enchérisseur à l'audience du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de TROYES, Palais de Justice, en Salle Jean Simon (accès par l'Impasse Jean Simon), 83 rue du Général de Gaulle - 10026 TROYES, de l'immeuble suivant :

UN IMMEUBLE A USAGE D'HABITATION

sis 11 impasse du Chant Alouettes à ROMILLY SUR SEINE (10)

Édifié sur un terrain cadastré section BN n° 214 pour 1 a 66 ca, section BN n° 637 pour 5 ca, section BN n° 644 pour 9 ca, section BN n° 645 pour 3 ca, section BN n° 655 pour 1 a 32 ca, soit une surface totale de 3 a 15 ca ;

Comprenant : Au rez-de-chaussée : garage, entrée, wc, séjour, cuisine, salle de bains ; 1er étage : palier, 3 chambres, wc, chauffage au gaz, immeuble relié au tout-à-l'égout, terrain clôturé avec partie engazonnée, DPE : F, immeuble occupé.

MISE A PRIX : 7.000 €EUROS

Visites sur place : JEUDI 30 JANVIER 2025 de 10 heures à 11 heures.

Outre les charges, clauses et conditions stipulées au cahier des charges et conditions de vente consultable au greffe du Juge de l'exécution du Tribunal Judiciaire de TROYES (10) ou au Cabinet de Maître Charlotte THIBAUT, avocat au Barreau de l'AUBE (10000). Les enchères ne seront reçues que par le Ministère d'Avocat au Barreau de l'Aube auquel les amateurs devront remettre un chèque de banque rédigé à l'ordre du Bâtonnier représentant 10 % du montant de la mise à prix.

Pour tous renseignements, s'adresser à :

1. La Selari CHIVOT-SOUFFLET Avocats, 4 rue Lamarck - 80000 AMIENS (tél. : 03.22.22.39.95 - email : secretariat@chivot-soufflet-avocats.fr) ;
2. Maître Charlotte THIBAUT, Avocat au Barreau de l'Aube, y demeurant 38 rue Jaillant Deschainets à TROYES (10004) (tél. : 03.25.73.29.46 - email : scpcolomes@wanadoo.fr) ;
3. Au greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de TROYES (10026), 83 rue du Général de Gaulle - 10026 TROYES.

Fait et rédigé par l'Avocat soussigné poursuivant la vente.
TROYES, le 11 décembre 2024,
(Signé) : Maître Charlotte THIBAUT.

M2413748

L'HEBDOMADAIRE REGIONAL D'INFORMATION ECONOMIQUE ET JURIDIQUE - GROUPE FORUMECO

Journal hebdomadaire régional

PETITES AFFICHES MATOT BRAINE

E.U.R.L. au capital de 100.000 € - R.C.S. 395 356 777

Société du groupe ForumEco

Siège social : 46 boulevard Lundy - 51100 REIMS

Tél. : 03.26.40.21.31 - Télécopie : 03.26.40.21.99

Site internet : www.matot-braine.fr

Bureaux ouverts :

- Du lundi au mercredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 30

- Jeudi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h

- Et le vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 16 h 30

Principal associé : Générale de Participations

Gérant et directeur de la publication : François HENRION

Rédacteur en chef : Benjamin BUSSON

Presse payante

Parution le lundi - Prix du numéro : 2 € - Abonnement annuel : 120 €

Imprimé sur les rotatives de Rotimpres

Polignon Pla de L'Estany s/n - 1781 AIGUAVIVA-GIRONA (Espagne)

Dépôt légal à parution - ISSN 0249-6755

N° CPPAP : 1025 I 87408

vous offre des services permanents

→ La publication de vos ventes aux enchères*

*Annonce légale, annonce sommaire, affiches pour les tribunaux et les huissiers

→ La diffusion de vos annonces légales partout en France

03 26 40 21 31 - annoncelegale.pamb@legalnet.org

Annances légales

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Marne

VENTE CESSION
ATTRIBUTION D'APPORTS

HAVADE

Société à responsabilité limitée
Siège social :
11 rue d'Enfer - 02160 GUYENCOURT
802 625 277 RCS Saint-Quentin

Avis de cession
de fonds de commerce

Suivant acte reçu par Maître Alexandre PREVOST notaire à GUIGNICOURT, commune déléguée de VILLENEUVE SUR AISNE (02190) le 19 décembre 2024, en cours d'enregistrement, La société dénommée HAVADE, société à responsabilité limitée au capital de 20.000,00 €, ayant son siège social à GUYENCOURT (02160), 11, rue d'Enfer, identifiée au SIREN sous le numéro 802 625 277 et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de SAINT QUENTIN. A vendu à : La société dénommée AARAV, Société par actions simplifiée au capital de 1.000 €, ayant son siège social à CHATEAU THIERRY (02400), 35, rue du Clos des Vignes, identifiée au SIREN sous le numéro 904 077 393 et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de SOISSONS. Un fonds de commerce de sandwicherie, restauration rapide, vente sur place ou à emporter, salon de thé, traiteur, exploité à EPERNAY (51200), 43 rue Général Leclerc, sous l'enseigne LUNCH TIME, DEJOIE'S LUNCH TIME ; Etant précisé que pour l'exploitation de cet établissement, la société vendeuse est également immatriculée auprès du Registre du commerce et des sociétés de REIMS sous le numéro 802 625 277. Moyennant le prix de : vingt-deux mille euros (22.000,00 €), s'appliquant aux éléments incorporels pour 17.850,00 € et aux éléments corporels pour 4.150,00 €. Les oppositions seront reçues par acte extrajudiciaire à l'Etude de Maître Alexandre PREVOST, notaire à VILLENEUVE SUR AISNE (02190) 6 Avenue du Général de Gaulle, où domicile a été élu dans les dix jours suivant la publication de ladite cession au Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales (BODACC).
M2414804

LES DOUCEURS
DE REIMS / EMENDI

Suivant acte reçu par Me Pierre VIAL, Notaire à REIMS, le 9 Décembre 2024, enregistré au Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement de REIMS, le 12 Décembre 2024, Dossier 2024 00053181, référence 5104P04 2024 N 03738.

La Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée dénommée «SELARL Bruno RAULET», représentée par Maître Bruno RAULET, demeurant professionnellement à REIMS (Marne) - 34 rue des Moulins, mandataire judiciaire dans la procédure de liquidation judiciaire ouverte contre la Société dénommée LES DOUCEURS DE REIMS, Société par actions simplifiée au capital de 10.000,00 €, dont le siège est à REIMS (51100), 62 boulevard Pommery, identifiée au SIREN sous le numéro 823 356 100 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de REIMS a cédé à la Société dénommée EMENDI, société par actions simplifiée à associé unique ou société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 2.000,00 €, dont le siège est à REIMS (51100), 17 place Jean Moulin, identifiée au SIREN sous le numéro 920 241 080 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de REIMS, un fonds de commerce de boulangerie-pâtisserie, appartenant à la société LES DOUCEURS DE REIMS et exploité par elle à titre d'établissement principal à REIMS (51100), 62 boulevard Pommery, et pour l'exploitation duquel la société LES DOUCEURS DE REIMS est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de REIMS et identifiée auprès de l'INSEE sous le numéro SIREN 823 356 100, Code APE 1071C.
Moyennant le prix de 50.000 €.

L'entrée en jouissance a été fixée à la signature de l'acte.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les 10 jours de publication au BODACC, en la SELARL BRUNO RAULET, à REIMS (51100), 34 rue des Moulins.

Pour avis.

M2414805

CONSTITUTION
DE SOCIETEPGA ASSUREURS
CONSEILS

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à CHALONS EN CHAMPAGNE du 10 décembre 2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME SOCIALE : Société à responsabilité limitée.

DÉNOMINATION SOCIALE : PGA ASSUREURS CONSEILS.

SIÈGE SOCIAL : 19 rue Léon Bourgeois - 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE.

OBJET SOCIAL :

- l'exercice de la profession d'Agent général tel que défini par le Code des Assurances ;

- l'exécution du ou des mandats qui lui sont confiés à ce titre ;

- après autorisation des sociétés d'assurances ayant délivré le mandat à la société Agent;

- la prise en gestion d'agence générale confiée, soit par un autre agent, soit par une société d'assurances,

- la prise de participation, directe ou indirecte, dans d'autres sociétés Agent Général ;

- toute activité développée directement ou indirectement par les sociétés mandantes ou, après autorisation de ces dernières, par une société ou un organisme partenaire des sociétés mandantes ;

- Accessoirement, la Société peut pratiquer le courtage en assurance non - Vie dans les conditions fixées par le Contractuel MMA SAGAMM en vigueur. Dans ce prolongement, elle pourra être conduite à alimenter, à titre strictement subsidiaire, certains codes courtage pour maintenir son référencement par les compagnies concernées.

DURÉE DE LA SOCIÉTÉ : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au RCS.

CAPITAL SOCIAL : 365.000 €.

GÉRANCE :

- Monsieur Julien GUEDRAS, demeurant 10 rue Jean Moulin - 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE

- Monsieur Patrick PERON, demeurant 15 rue Sainte Marguerite - 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de CHALONS EN CHAMPAGNE.

Pour avis : La Gérance.

M2413996

NAUTILUX

Avis de constitution

Aux termes d'un ASSP en date du 24/12/2024, il a été constituée une SAS ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : NAUTILUX

Objet social : - Location de bateau avec option skipper, location de matériel nautique ; - Toute activité liée à la location de bateau comme notamment l'organisation d'évènements, excursions et autres, sans que cette liste soit exhaustive- Conciergerie de bateaux ; - Vente de bateaux ;

Siège social : 39 avenue Hoche, 51100 REIMS

Capital : 1 000 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de REIMS

Président : M. DUJOURD'HUI ERIC 14 AVENUE DE JUSTINIA 06400 CANNES

Directeur général : M. MACON David 55 Avenue Bonaparte 51430 TINQUEUX

Admission aux assemblées et droits de votes : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et d'y voter, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par correspondance ou par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant celle-ci, à zéro heure, heure de Paris.

Clause d'agrément : Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

Pour avis le président

M2414770

EURO
GREENPOWER

Par ASSP en date du 26/11/2024, il a été constituée une SARL dénommée : EURO GREENPOWER. SIÈGE SOCIAL : RUE DE L'ACQUELINE 51800 SAINTE-MENEHOULD CAPITAL : 30.000 € OBJET SOCIAL : La Société a pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger : - Commerce de batteries, batteries au lithium et batteries au lithium usagées, valorisation, recyclage et extraction par hydrométallurgie ;

- Commerce de métaux, métaux usagés et métaux verts à faible empreinte carbone, ainsi que le traitement, l'extraction et la modification des alliages ;

- Développement et recyclage de batteries lithium pour voitures électriques (EV) et modules, innovations technologiques en matière de réutilisation et de stockage d'énergie ;

- Commerce de plastiques usagés, traitement, modification et innovation technologique ;

- Recyclage des DEEE verts (Equipements électriques et électroniques), commerce des déchets électroniques, traitement et extraction des métaux ;

- Développement de technologies innovantes dans ces domaines, incubation de projets, transactions internationales et opérations financières ;

Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation, de fonds d'investissement ou de prise ou de datation en location ou en gérance de tous biens ou droits

autres, y compris par le recours à tout instrument financier, en France et à l'étranger. Et, plus généralement, toutes opérations financières, commerciales, mobilières et immobilières, apports en société, souscriptions, achats de titres, parts ou intérêts, constitution de sociétés et, éventuellement, toutes autres opérations commerciales ou industrielles se rapportant directement ou indirectement à l'un des objets ci-dessus ou susceptibles d'en favoriser la réalisation.

Gérance : M Jianke TAN demeurant TATRZANSKA 110, 25-548 KIELCE Pologne ; M^{me} Jing BASQUIN demeurant 24 ALLÉE DU BOCAGE 77400 THORIGNY SUR MARNE

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de CHALONS EN CHAMPAGNE.

M2413878

SAS
« EMOS Sillon »

Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 20/12/2024, il est constituée une société dont les caractéristiques sont les suivantes :

FORME : Société par Actions Simplifiée.

DÉNOMINATION : «EMOS Sillon».

CAPITAL : 10.000 €.

SIÈGE : 48 rue des Fossés du Village - 51240 POGNY.

OBJET : La société a pour objet en France et à l'étranger, la fourniture de prestation de services, de conseil et de formations auprès des entreprises et particuliers notamment dans le domaine des ressources humaines.

DURÉE : 99 années.

ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

AGREMENT : Les actions sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées à un tiers étranger à la société, qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

PRESIDENT : M^{me} Christelle GUEDON épouse HALIPRE, demeurant 48 rue des Fossés du Village - 51240 POGNY.

DIRECTEUR GENERAL : M. Dennis HALIPRE, demeurant 48 rue des Fossés du Village - 51240 POGNY.

IMMATRICULATION : au RCS de CHALONS EN CHAMPAGNE.

Pour avis.

M2414796

S.A.S. HOLDING
ELISA

Société Par Actions Simplifiée au capital de 1.000 Euros

Siège social :
15 rue des Fossés
51400 MOURMELON LE GRAND
Société en cours de formation

Aux termes d'un acte sous seing privé établi à REIMS en date du 06/12/2024, il a été constituée une SASU présentant les caractéristiques suivantes :

DÉNOMINATION : S.A.S. HOLDING ELISA.

SIÈGE SOCIAL : 15 rue des Fossés - 51400 MOURMELON LE GRAND.

OBJET : La Société a pour objet en France et à l'étranger :

La prise de participations dans toutes sociétés civiles, commerciales, industrielles, immobilières, financières ou de prestations de services, françaises ou étrangères.

- Toutes prestations de services en matière de direction, gestion administrative, comptable, financière, conseil, auprès de toutes entreprises et notamment de ses filiales ;

- L'octroi de prêts et d'avances en compte courant à ses filiales ;

- La location et mise à disposition de biens meubles ou immeubles ;

- et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe.

La société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elles soient, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

CAPITAL : 1.000 €.

PRESIDENT : Madame Elisa LEPINOIS, demeurant 16 rue de Chevigny - 51100 REIMS.

IMMATRICULATION : Au RCS de REIMS.

M2414859

SOCIETE CIVILE
IMMOBILIERE
JATADEC

ACTE CONSTITUTIF : Acte reçu par Me Geoffroy CROZAT, notaire associé à GUEUX, Marne, les 5 et 17 décembre 2024.

FORME : Société Civile.

DÉNOMINATION SOCIALE : SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE JATADEC.

OBJET : Les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises, l'administration générale, le contrôle et la mise en valeur de ces participations et des entreprises qui en dépendent ; la gestion de tous portefeuilles de bourse ; ainsi que l'acquisition de tous immeubles, la propriété, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement desdits immeubles ou droits immobiliers, et généralement toutes opérations pouvant se rattacher à son objet, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.

SIÈGE SOCIAL : 72 boulevard Lundy - 51100 REIMS.

DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation.

CAPITAL : mille deux cents Euros (1.200,00 €) d'apports en numéraire.

CESSIONS DE PARTS SOCIALES : Toutes les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les autres cessions ne peuvent intervenir qu'avec l'agrément de tous les associés.

GERANCE : Madame Christine GANDON, demeurant à BOUZU (51150), 14 rue Gambetta.

IMMATRICULATION : Au greffe du Tribunal de Commerce de Reims.

Pour avis :

Me Geoffroy CROZAT, Notaire.

M2414851



DU MONT CHENIL

Suite à l'annonce n° MB2412751 parue le 18 novembre 2024, au lieu de lire: société civile d'exploitation agricole, il y a lieu de lire : société civile d'exploitation viticole

Et ajouter que la société sera immatriculée au RCS de CHALONS EN CHAMPAGNE

Pour avis : Le notaire.

M2414779

MODIFICATION

DE STATUTS

VERY WOOD
CONCEPT

EURL au capital de 1 000 €

Siège social : 17 rue des cerisiers 51140 MUIZON

RCS de REIMS n°919 203 406

Transfert de siège

En date du 02/12/2024, l'associé unique a décidé le transfert du siège social au 25 rue de la Gare , 51140 JONCHERY SUR VESLE à compter du 01/12/2024. Mention : RCS de REIMS L'associé unique

M2413813

MARTIN-
BASTOGNE

Société civile

au capital de 8.000 Euros

Siège social :
5 rue du Trou Favelet
51500 VILLERS ALLERAND
R.C.S. Reims 495 079 683

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 31 décembre 2024, l'assemblée des associés a pris acte :

- De la cessation des fonctions de gérante de Madame Jocelyne MARTIN à compter du 30 décembre 2024 ;

- De la nomination de Monsieur Jérémy MARTIN, demeurant à VILLERS-ALLERAND (51), 5 rue du Trou Favelet, aux fonctions de gérant à compter du 31 décembre 2024.

L'inscription modificative sera effectuée au greffe du tribunal de commerce de REIMS.

Pour avis : La Gérance.

M2414465



DUZOUXX

SARL au capital de 5.000 Euros

Siège social :
106 rue de l'Hôpital Auban Moët
51200 EPERNAY

927 565 598 RCS Reims

Aux termes d'une décision en date du 26/12/2024, les associés ont pris acte de la démission de M^{me} Hélène GOSSET à compter du 31/12/2024 et ont décidé à l'unanimité de ne pas procéder à son remplacement.

Pour avis.

M2414784

SARL

« CHAMP'TERROIR »

Société à responsabilité limitée au capital de 18.000 Euros

Siège social :
2 impasse des Hurlus
51600 SOMME-SUIPPE

RCS Châlons en Champagne
430 405 795

Par décisions unanimes du 25 décembre 2024, les associés ont décidé des points suivants :

- d'étendre, à compter du 25 décembre 2024, l'objet social à l'activité suivante : la construction, l'acquisition, l'administration, la gestion par location ou autrement, l'occupation à titre gratuit et la cession le cas échéant de tous immeubles et biens immobiliers dont elle peut devenir locataire ou propriétaire

- du retrait de Monsieur Jean-Baptiste RONEZ de la Gérance

Le dépôt légal sera effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de CHALONS EN CHAMPAGNE.

Pour avis, le représentant légal.

M2414786

LA VIGNE DU ROY

EURL au capital de 10 000 €

Siège social : 24 rue Gambetta 51100 REIMS

RCS de REIMS n°798 032 702

Avis de modification

L'AGE du 29/11/2024 a décidé de modifier l'objet social à compter du 29/11/2024

Nouvel objet social : La Société a pour objet en France et à l'étranger, directement ou indirectement : Transport de voyageurs ; proposition de parcours touristiques guidés ; réalisation d'ateliers de formations et/ou de pratiques et de découverte ludiques et/ou artistiques et/ou culturelles ; ventes de créations manuelles et/ou artistiques ; et toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son développement.

La participation de la Société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.

L'article Article 2 : Objet de la Société des statuts a été modifié en conséquence.

Modification au RCS de REIMS. Ekaterina Nemirovskaia

M2414799

EARL

« HERRISANT-
NOIZET »

Capital social : 36 130,42 Euros

Siège social : 1 Grande Rue 51240 SAINT-GERMAIN-LA-VILLE

RCS CHALONS-EN-CHAMPAGNE 409 906 989

Avis de transformation

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 décembre 2024 a décidé de transformer l'EARL en SOCIETE CIVILE D'EXPLOITATION AGRICOLE (SCEA), de modifier sa dénomination sociale, son capital et sa gérance. Les caractéristiques de la société sont désormais les suivantes :

Forme : SCEA.

Dénomination : HERRISANT-NOIZET.

Durée : 99 années, terme fixé au 30 décembre 2096.

Siège social : 1 Grande Rue - 51240 SAINT-GERMAIN-LA-VILLE

Objet : La société a pour objet l'exercice d'une activité agricole au sens de l'article L.311-1 du Code rural et de la pêche maritime.

Capital social : 35 550 €.

Gérance : Madame Isabelle HERRISANT née NOIZET, demeurant 1 Grande Rue - 51240 SAINT-GERMAIN-LA-VILLE.

Cession de parts sociales : Libre au conjoint, aux descendants, ascendants, aux coassociés ou au conjoint de l'un d'eux. Toute autre cession est soumise à l'agrément des associés, donné par décision collective extraordinaire prise à l'unanimité.

Pour avis : La Gérance.

M2414826

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Marne



AVOCATS ASSOCIES

HOLDING OC

SAS au capital de 5 170 Euros
Siège social : 48, Boulevard Carteret
51100 REIMS
RCS de Reims n°938 544 418

L'AGE du 27/12/2024 a décidé à compter du 27/12/2024 d'augmenter le capital social de 769 230 € par apport en nature en le portant de 5 170 € à 774 400 €.

Article 6 et 7 des statuts modifié en conséquence.

Modification au RCS de REIMS.
M2414819

POWER UP ENERGIES SERVICES

SARL au capital de 1000 Euros
Siège social : 30 rue Vernouillet
51100 REIMS
951 265 859 RCS Reims

Aux termes des décisions prises lors de l'AGE en date du 25/10/2024 :

- procéder à l'entrée de M. Hachefa Rachid demeurant 48 rue Vernouillet 51100 Reims en tant qu'associé.

- L'augmentation de capital social de 1000 € à 10000 €.

Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Mention au RCS de Reims.
M2414810



AVOCATS ASSOCIES

HOLDING JC

SAS au capital de 5 190 €
Siège social : 48, Boulevard Carteret
51100 REIMS
RCS de REIMS n°921 892 998

Avis de modification

L'AGE du 27/12/2024 a décidé à compter du 27/12/2024 de :

- de nommer en qualité de directeur général M. CHALONS Olivier, demeurant 9, rue de Pouilly 51100 REIMS.

- augmenter le capital social de 404 030 € par apport en nature en le portant de 5 190 € à 409 220 €. L'article 6, 7, 13 et 14 des statuts a été modifié en conséquence.

Modification au RCS de REIMS.
M2414812

MALTEUROP

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 111.532.368 Euros
Siège social :
Reims (51100) 2 rue Clément Ader
R.C.S. Reims : 377 514 229

Aux termes de l'Assemblée Générale Ordinaire du 14/11/2024, il a été décidé de ne pas renouveler les mandats de la société ERNST & YOUNG AUDIT, Commissaire aux comptes titulaire, et des sociétés AUDITEX et SALUSTRO REYDEL, Commissaires aux comptes suppléants. Mention sera faite au RCS de Reims.

Pour avis : Le Président.
M2414817

CABINET MEDICAL DU CHALET

811 335 397 RCS Reims
Capital social de 10 Euros

Démission et départ de gérance - Cession parts sociales - Nomination gérance

FORME : Société civile de moyens.
DENOMINATION : CABINET MEDICAL DU CHALET.

SIÈGE SOCIAL : 108 b Rue de Chalet à 51100 REIMS.

OBJET SOCIAL : Faciliter l'activité professionnelle de ses membres par la mise en commun des moyens utiles à l'exercice de la profession de ses membres en veillant au respect de la liberté de choix par le malade et de l'indépendance technique et morale de chaque associé.

Suivant délibération par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés en date du 19 janvier 2024 il a été acté le départ de la SCM du Docteur GAGNEUX et notamment il a été convenu de sa démission de la gérance.

Suivant délibération par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés en date du 19 janvier 2024, il a été convenu de la cession de parts sociales de celles détenues par le Docteur Sophie GAGNEUX au profit du Docteur Cécilia MANGOT.

Suivant délibération par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés en date du 19 janvier 2024 et par la voie de PV de nomination, il a été convenu de la désignation d'un nouveau gérant à compter du 1^{er} mai 2024, en la personne de Madame Cécilia MANGOT.

Il a été procédé à la modification des statuts en ce sens.

Mention sera faite au RCS de REIMS.
Pour avis : La gérance.
M2414820



AVOCATS ASSOCIES

SCI COMBOIRE DRINKS

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 16/12/2024 de la société SCI COMBOIRE DRINKS, société civile immobilière au capital de 10.000 €, dont le siège social est à ECHIROLLES (38130) Rue du Grand Veymont, immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le n° 804 749 513, il a été décidé :

- le transfert du siège social, pour le fixer à REIMS (51100), 31, bis rue du Val Clair ;

- la nomination de Monsieur François GUY demeurant 7 boulevard de la Paix à REIMS (51100), en qualité de gérant, en remplacement de Monsieur Sébastien TOURNISSOUX, démissionnaire ;

- la modification corrélative des statuts sociaux.

Pour avis.
M2414827

SARL LAMBERT

Société A Responsabilité Limitée au capital de 120 000.00 Euros
Siège social :
21 rue Marguerite HARANG
51370 SAINT BRICE COURCELLES
343 072 823 RCS Reims

Aux termes de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 31 décembre 2024, il a été pris acte de nommer en qualité de nouveau gérant, à compter du 1^{er} janvier 2025, Monsieur Jordan LAMBERT demeurant 5 rue Hubertine AUCLERT - 51370 SAINT BRICE COURCELLES, pour un mandat à durée illimitée, en remplacement de Madame Marielle LAMBERT pour cause de démission.

Mention en sera faite au RCS de Reims.
M2500018

LE CHANT DE LA CAVE

RECTIFICATIF : Dans l'annonce n° M2413963 parue dans ce même journal en date du 23 décembre 2024, il convenait de lire :

« l'assemblée des associés a pris acte de la diminution du capital social d'une somme de 2.100 € et ainsi réduit de 42.000 € à 39.900 € ».
M2414830



L'ATELIER

Société à responsabilité limitée au capital de 20 000 euros
Siège social : 6 RUE ETIENNE LENOIR 51420 WITRY LES REIMS
815 377 403 RCS REIMS

Modification de gérance

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 19 décembre 2024, la collectivité des associés a pris acte de la décision prise par Monsieur Jean-Marie HUTTOIS de démissionner de ses fonctions de gérant et a nommé en qualité de nouveaux co-gérants Monsieur Paul CHEVALLEREAU et Madame Adeline CHEVALLEREAU, demeurant ensemble 17 rue Sainte Marguerite 51110 WARMERIVILLE, pour une durée illimitée à compter de la constatation de la réalisation effective de la cession de 1 040 parts sociales de la Société au profit de la société AP2L, soit le 19 décembre 2024.

L'article 25 des statuts a été modifié en conséquence.

Pour avis La Gérance
M2414846

BKT SOLAR

Société à responsabilité limitée au capital de 1.000 Euros
Siège social :
21 rue Jean d'Aulan - 51100 REIMS
927 518 050 RCS Reims

Aux termes d'une délibération en date du 23 Décembre 2024, l'Assemblée Générale Ordinaire et extraordinaire a décidé :

- après avoir pris acte de la démission de Mustapha TAMINI et Mahamat KOULAMALLAH de leur fonction de gérant à compter du 23 Décembre 2024, de ne pas procéder à leur remplacement.

L'article 18 des statuts a été modifié en conséquence et la mention de Mustapha TAMINI et Mahamat KOULAMALLAH a été supprimée.

- A décidé d'étendre l'objet social à l'activité de câblage et raccordement en fibre optique et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts.

Pour avis : La gérance.
M2414807

SARL « Les Clefs d'Alex »

Société à responsabilité limitée au capital de 650 Euros
Siège social :
23 bis rue des Marronniers
51500 CHAMPFLEURY
RCS Reims 884 912 817

L'associée unique a décidé en date et compter du 16/12/2024 :

- de transférer le siège social au 18 avenue Le Corbusier - 51470 SAINT MEMMIE,

- d'étendre l'objet social aux activités spécialisées dans l'audit et l'accompagnement des entreprises dans la mise en place de leur démarche qualité, notamment conformément aux référentiels ISO 9001, 14001 et 45001 ; ainsi qu'à l'achat et la revente de biens immobiliers.

L'inscription modificative en conséquence sera portée au RCS CHALONS EN CHAMPAGNE tenue par le greffe du tribunal.

La gérance.
M2414856

SCEV « MAYREM »

Capital social : 1.433.500 Euros
Siège social :
3 rue du Gué - 51210 MONTMIRAIL
RCS Reims 494 486 012

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 30 novembre 2024, les associés ont décidé du point suivant, à compter du 30 novembre 2024 : Nomination de Monsieur Jules REMY, demeurant 7 rue de la Marne - 02400 ESSOMES SUR MARNE, en qualité de cogérant.

Pour avis : La gérance.
M2414836



AVOCATS ASSOCIES

CHENEVIÈRES

Société civile au capital de 1 000 €
Siège social : 3, rue des Chenevières
51240 SAINT JEAN SUR MOIVRE
RCS de CHALONS-EN-CHAMPAGNE
n°789 441 094

L'AGE du 30/12/2024 a décidé à compter du 30/12/2024 de diminuer le capital social de 10 € par voie de rachat en le portant de 1 000 € à 990 €.

Article 6, 7 et 8 des statuts modifié en conséquence.

Modification au RCS de CHALONS-EN-CHAMPAGNE.
M2414869



CHOCHOY RH ET RECRUTEMENT
Société par actions simplifiée au capital de 2.000 Euros
Siège social :
23 rue des Capucins - 51100 REIMS
911 330 165 R.C.S. Reims

Changement de dirigeant

Aux termes d'une délibération en date du 31/12/2024, l'AGO, après avoir pris acte de la démission à effet du 31/12/2024 sans indemnité de M^{me} Aurélie DUPOUYET, de ses fonctions de président, a décidé de nommer en remplacement à effet du même jour et pour une durée illimitée la société CHOCHOY RH ET RECRUTEMENT, SAS au capital de 265.000 € sise 23 rue des Capucins - 51100 REIMS, identifiée sous le n° 910 702 992 R.C.S. REIMS, représentée par M. Emmanuel CHOCHOY, président.

Modifications seront faites au Registre du Commerce et des Sociétés de REIMS.
Pour avis.
M2500008

SCEA « du MARAIS »

Capital social : 36.000 Euros
Siège social : Chenevières
51120 SAINT QUENTIN LE VERGER
R.C.S. Reims 418 010 724

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 31 décembre 2024, les associés ont décidé des points suivants, à compter du 31 décembre 2024 :

- Nomination de Monsieur Yannick GERARD, demeurant 14 rue de Toscane - 49000 ANGERS, en qualité de gérant ;

- Retrait de Monsieur Pascal GERARD, de la gérance ;

- Transfert du siège social au 1 Chenevières - 51120 SAINT QUENTIN LE VERGER.

Pour avis : La gérance.
M2500010



ALPHA MOSA

10 rue Gambetta
51100 REIMS

ALPHA MOSA

Aux termes d'un ASSP en date du 12/12/2024 de la société ALPHA MOSA, SAS au capital de 100.000 €, dont le siège social est à BEZANNES (51430), 109 avenue Jean Monnet, immatriculée au RCS de REIMS sous le numéro 338.213.200, il a été constaté la démission anticipée de la société GLORYBOX, société civile au capital de 634.500 € dont le siège social est à ARCIS LE PONSART (51170), 14 B rue Howard Houston, immatriculée au RCS de REIMS sous le numéro 812.532.067, de ses fonctions de Directeur Général de la Société, à compter du 31/12/2024 minuit. Il a été décidé de ne pas pourvoir à son remplacement. Mention sera faite au RCS de REIMS.

Pour avis.
M2500015



SCI M2GC

Transfert de siège

DÉNOMINATION : M2GC. FORME : Société civile immobilière. CAPITAL SOCIAL : 347.000,00 €. SIÈGE SOCIAL ACTUEL : 6 rue des Crochets - 51500 MONTBRE. OBJET : La propriété, l'administration, la mise à disposition au profit des associés, la gestion et l'exploitation par bail, location ou autrement de tous immeubles bâtis ou non bâtis. Immatriculée au R.C.S. de REIMS sous le numéro 819 701 806.

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 27 décembre 2024, les associés ont décidé de transférer le siège social à l'adresse suivante :

Lotissement Lauriers Cocos, Villa n°12 - 97480 SAINT JOSEPH (Réunion).

L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence. La société sera désormais immatriculée au R.C.S. de SAINT DENIS de la REUNION.

Pour avis : Me SHALGIAN.
M2500035

QUALI-FORME

Société à responsabilité limitée transformée en société par actions simplifiée

au capital de 50.000 Euros
Siège social :
3 avenue Ampère
51000 CHALONS EN CHAMPAGNE
509 004 339

R.C.S. Châlons en Champagne

Avis de transformation

Aux termes d'une délibération en date du 23/12/2024, l'A.G.E. des associés, statuant dans les conditions prévues par l'article L. 227-3 du Code de commerce, a décidé la transformation de la société en SAS à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la société.

La dénomination de la société, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées.

Le capital social reste fixé à la somme de 50.000 €.

Monsieur Conrad CORNEILLE et Monsieur Christophe MORVAIS, gérants, ont cessé leurs fonctions de fait de la transformation de la société.

Sous sa nouvelle forme de société par actions simplifiée, la société est dirigée par :

PRESIDENT DE LA SOCIÉTÉ : Monsieur Conrad CORNEILLE, demeurant 58 rue René Cassin - 51350 CORMONTREUIL.

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Monsieur Christophe MORVAIS, demeurant 1 rue de la République - 51360 BEAUMONT SUR VESLE.

COMMISSAIRE AUX COMPTES confirmé dans ses fonctions : la société CABINET LAURENT CALLON, titulaire.

Pour avis : Le président.
M2500039

SARL « MACHET »

Capital social : 850.000 Euros
Siège social :
1 rue du Général de Gaulle
51400 LIVRY LOUVERCY
R.C.S. Châlons en Champagne
315 998 146

1. Aux termes d'un projet de fusion établi par acte sous seing privé en date du 26 novembre 2024 entre la SARL « Prestations MACHET », et la SARL « MACHET », la SARL « Prestations MACHET » transfère à la SARL « MACHET » sous les garanties ordinaires de fait et de droit, et sous réserve de la réalisation des conditions suspensives mentionnées dans le traité de fusion, tous les éléments d'actif et de passif qui constituent le patrimoine de la SARL « Prestations MACHET », sans exception ni réserve, y compris les éléments d'actif et de passif résultant des opérations qui seraient effectuées jusqu'à la date de réalisation de la fusion, l'universalité de patrimoine de la SARL « Prestations MACHET » devant être dévolue à la SARL « MACHET » dans l'état où il se trouve à la date de réalisation de la fusion.

Par décision en date du 31 décembre 2024, les associés de la SARL « Prestations MACHET » et les associés de la SARL « MACHET » réunis en assemblée générale ont approuvé dans toutes ses stipulations le traité de fusion et la transmission universelle du patrimoine de la SARL « Prestations MACHET » à la SARL « MACHET ».

En rémunération de cet apport-fusion, la SARL « MACHET » a augmenté son capital social d'un montant de 97.000 € pour le porter de 850.000 € à 947.000 € par l'émission de 194 parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de 500 € chacune attribuées aux associés de la SARL « Prestations MACHET », par application des dispositions de l'article L. 236-3 du Code de commerce à raison de 1.000 parts de la SARL « MACHET » pour 1.552 parts de la SARL « Prestations MACHET ». La prime de fusion s'élève à un montant de 1.782.351 €.

La fusion a pris effet d'un point de vue juridique le 31 décembre 2024.

La fusion a pris effet rétroactivement d'un point de vue comptable et fiscal le 1^{er} juillet 2024.

Toutes les opérations actives et passives effectuées par la SARL « Prestations MACHET » depuis le 1^{er} juillet 2024 jusqu'au jour de la réalisation définitive de la fusion ont été prise en charge par la SARL « MACHET ».

2. Les articles 8 et 9 des statuts ont été modifiés en conséquence :

ARTICLE 8 - APPORTS : Aux termes du traité de fusion du 26 novembre 2024, approuvé par la collectivité des associés le 31 décembre 2024, la SARL « Prestations MACHET », société absorbée a fait apport à titre de fusion à la SARL « MACHET », société absorbante de la totalité de son actif moyennant la prise en charge de son passif, l'actif net apporté s'est élevé à un million huit cent soixante-dix-neuf mille trois cent cinquante-et-un Euros (1.879.351 €).

Cet apport à titre de fusion-absorption a été rémunéré par une augmentation de capital d'un montant de quatre-vingt-dix-sept mille Euros (97.000 €).

La fusion a dégagé une prime de fusion d'un montant de un million sept cent quatre-vingt-deux mille trois cent cinquante-et-un Euros (1.782.351 €).

ARTICLE 9 - CAPITAL SOCIAL : Le capital social est fixé à la somme de neuf cent quarante-sept mille Euros (947.000 €).

3. Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 31 décembre 2024, les associés ont autorisé Monsieur Patrick MACHET à démissionner de ses fonctions de cogérant à compter du 31 décembre 2024.

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de CHALONS EN CHAMPAGNE.

Pour avis : La gérance.
M2500025

SCEA « LALLEMENT-BRISSON »

Capital social : 4.000 Euros
Siège social : 23 rue du Châtel
51320 SOMMESOUS
R.C.S. Châlons en Champagne
510 076 995

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 31 décembre 2024, les associés ont décidé des points suivants, à compter de cette même date :

- Nomination de Madame Pauline LALLEMENT, demeurant 17 rue Auguste Chabrières - 75015 PARIS, en qualité de gérante ;

- Retrait de Monsieur Jean-Charles LALLEMENT, de la gérance.

Pour avis : La gérance.
M2500047

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Marne

EARL RIGOLLET
JEAN

Capital social : 41 640 €
Siège social : Chez Monsieur Jean RIGOLLET - 51150 JUVIGNY
RCS Châlons En Champagne
326 069 697

Avis de transformation

Par assemblée générale extraordinaire du 31/10/2024, les associés ont décidé, à compter de cette même date :

- la démission de M. Jean RIGOLLET de la gérance et nomination de M^{me} Estelle RIGOLLET, demeurant 4 ter rue de la Justice - 10410 THENNELIERES,
- de transférer le siège social au 11 rue du Moulin - 51150 JUVIGNY,
- de modifier la dénomination sociale qui est désormais TELLOGIR,
- de transformer l'EARL «RIGOLLET JEAN» en SOCIETE CIVILE D'EXPLOITATION AGRICOLE (SCEA) dont les caractéristiques sont les suivantes :

Forme : SCEA.
Dénomination : TELLOGIR.
Durée : 99 années, terme fixé au 23/12/2081.

Siège social : 11 rue du Moulin - 51150 JUVIGNY.

Objet : La société a pour objet l'exercice d'une activité agricole au sens de l'article L.311-1 du Code rural et de la pêche maritime.

Capital social : 41 640 €
Gérance : M^{me} Estelle RIGOLLET, demeurant 4ter rue de la Justice - 10410 THENNELIERES.

Cession de parts sociales : Libre au conjoint, aux descendants, ascendants, aux coassociés ou au conjoint de l'un d'eux. Toute autre cession est soumise à l'agrément des associés, donné par décision collective extraordinaire prise à l'unanimité.

Pour avis : La gérance.

M2500046

POURSUITE D'ACTIVITE



57 Chaussée du Port
CS 90157

51008 CHALONS EN CHAMPAGNE CDX
Tél. : 03.26.68.39.58

OPTIMUM 51

Société par actions simplifiée
au capital de 20.000 €
Siège social :
8 rue René Lemoine
51000 CHALONS EN CHAMPAGNE
951 281 062
RCS Châlons en Champagne

Aux termes d'une délibération en date du 27/11/2024, l'AGE des associés, statuant en application de l'article L. 225-248 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis : Le président.

M2413296

DISSOLUTION
DE SOCIETE

TOUR 2 PLUS

SAS à capital variable au capital de
100 €
Siège social :
36 Rue Perseval, 201
51100 REIMS
RCS REIMS 952 668 481

L'assemblée générale extraordinaire du 31/03/2024 a décidé la dissolution volontaire de la société à compter du 31/03/2024. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur Monsieur CASSIAUX Guillaume, demeurant 36 Rue Perseval, 201, 51100 REIMS et a fixé le siège de la liquidation au siège social de la société.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce REIMS, en annexe au RCS.

Pour avis : Le Liquidateur
Guillaume Cassiaux

M2414795



ASSURANCES BDF

Société en nom collectif
en liquidation
au capital de 1.000 €
35 rue Courmeaux - 51100 REIMS
R.C.S. Reims 838 956 787

Avis de dissolution

Aux termes des décisions de l'associé unique du 23 décembre 2024, il a été décidé la dissolution anticipée de la société à compter de cette même date et sa mise en liquidation.

Monsieur Régis BRION, demeurant à REIMS (51100), 42 rue Cérés, exercera les fonctions de liquidateur durant la période de liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé au siège social, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de REIMS.

Mention sera faite au R.C.S. de REIMS.

Pour avis : Le liquidateur.

M2414609

EARL
« CURFS WILLY »

Capital social : 8 000 €
Siège social : Ferme de Bièvres
51270 LA CHAPELLE-SOUS-ORBAIS
RCS Reims 509 416 434

Par décision du 26 décembre 2024, Monsieur Willy CURFS, associé unique de l'EARL «SAINT-JEAN» a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 26 décembre 2024 et sa mise en liquidation amiable.

Monsieur Willy CURFS demeurant Ferme de Bièvres - 51270 LA CHAPELLE-SOUS-ORBAIS est nommé liquidateur, les pouvoirs les plus étendus lui sont conférés pour achever les opérations sociales en cours, réaliser l'actif et acquitter le passif.

La correspondance, les actes et documents concernant la liquidation doivent être adressés et notifiés à Ferme de Bièvres - 51270 LA CHAPELLE-SOUS-ORBAIS, siège de la liquidation.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de Commerce de REIMS.

Pour avis : Le liquidateur.

M2414837

ALINE

Société en nom collectif au capital de
304 800 €
Siège social : 132 Avenue de Laon
51100 REIMS
411 806 870 RCS REIMS

Aux termes d'une décision en date du 31/12/2024, l'Associé Unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel.

Monsieur Sébastien PANNET demeurant 3 chemin du rempart 51110 POMACLE, Associé Unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé 3 chemin du rempart 51110 POMACLE. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de REIMS, en annexe au RCS.

Pour avis : Le Liquidateur

M2500014



FCN Epernay
2 rue Léger Bertin - BP 15
51201 EPERNAY CEDEX
Tél. : 03.26.54.14.44

TRANSPORTS
DES MARAIS

SARL au capital de 7 622,45 €
Zone Artisanale - rue de la Grande
Carrière
51150 ATHIS
RCS CHÂLONS EN CHAMPAGNE
403 513 716

Avis de dissolution
anticipée

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 31 décembre 2024 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé liquidateur Monsieur Reynald CHARRON, demeurant : rue de la Grande Carrière - 51150 ATHIS, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder à l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé : Zone Artisanale - rue de la Grande Carrière - 51150 ATHIS. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de CHÂLONS EN CHAMPAGNE, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis : Le liquidateur.

M2411633

Vermeren



Cabinet d'expertise comptable &
de commissariat aux comptes
2 rue Jovin - 51100 REIMS

ERA

SCI au capital de 1 000 €
Siège social : 103 RUE LEON
FAUCHER
51100 REIMS
RCS de REIMS n°491 381 679

Avis de dissolution

L'assemblée générale extraordinaire du 09/12/2024 a décidé la dissolution volontaire de la société à compter du 09/12/2024. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur M^{me} METALSI Ouassina, demeurant 25 rue Camille GUERIN 51450 BETHENY et a fixé le siège de la liquidation au siège social de la société.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de REIMS.

M2414797

COMPTABILITÉ

DEPIERREUX Carole

03.26.08.38.27

compta.pamb@legalnet.org

AUDICOM

Société à Responsabilité Limitée au
capital de 50 000 euros
Siège : 8, Rue Marie Marvingt
ZAC Croix Blandin, 51100 REIMS
392 402 921 RCS REIMS

L'A.G.E. réunie le 31/12/2024 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé liquidateur Lassiné KALOSSEI demeurant 11 rue de Savoie 51100 REIMS pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 8 rue Marie Marvingt 51100 REIMS. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de REIMS, en annexe au RCS.

Pour avis Le Liquidateur

M2500016

CLOTURE

DE LIQUIDATION

Vermeren



Cabinet d'expertise comptable &
de commissariat aux comptes
2 rue Jovin - 51100 REIMS

ERA

SCI au capital de 1 000 €
Siège social : 103 RUE LEON
FAUCHER
51100 REIMS
RCS de REIMS n°491 381 679

Avis de liquidation

L'assemblée générale extraordinaire du 09/12/2024 a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur M^{me} METALSI OUAASSINA de son mandat, lui a donné quitus de sa gestion et a constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 09/12/2024.

Les comptes de la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de REIMS.

La liquidatrice

M2414798

GAEC
« DES GRANDES
VALLEES »

Groupement agricole d'exploitation en
commun
Capital social : 94.500 €
Siège social : 51460 POIX
RCS de CHALONS EN CHAMPAGNE
N° 319 687 638

Avis
de clôture de liquidation

Suivant procès-verbal en date du 2 décembre 2024, les associés de la société «DES GRANDES VALLEES», en cours de liquidation, après avoir entendu le rapport du liquidateur, ont approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, l'ont déchargé de son mandat et ont prononcé la clôture des opérations de liquidation avec effet à compter du 31 août 2024. Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de Commerce de CHALONS EN CHAMPAGNE.

Pour avis, Le liquidateur.

M2414362

SCCV DU 93 RUE
DE BAZANCOURT

Société civile de construction
vente en liquidation
au capital de 1.000 €
Siège de liquidation :
3 rue de Chenay - 51220 MERFY
914 135 769 R.C.S. Reims

Avis
de clôture de liquidation

L'assemblée générale réunie le 30/09/2024 au siège de liquidation a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé M Daniel SOZZI, demeurant 41 rue Jean Jaurès, La Neuville - 51220 MERFY, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de REIMS, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

Pour avis : Le Liquidateur.

M2413084

FRIPERIE
DE VESLE

Société par actions simplifiée
en liquidation
au capital de 1.000 €
Siège social :
121 rue de Vesle - 51100 REIMS
889108 999 R.C.S. Reims

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 30 novembre 2024 :

- L'assemblée générale des associés a :
- Approuvé les comptes de liquidation arrêtés au 30 novembre 2024 ;
- Donné quitus au liquidateur Melinda SELLIER, demeurant 12A rue de Saint-Erme - 02820 MONTAIGU et l'a déchargé de son mandat ;
- Constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 30 novembre 2024.

Mention sera faite au R.C.S. de REIMS.

Pour avis.

M2413641

SOCIETE CIVILE
IMMOBILIERE
VERSTRAETE

Société civile immobilière en liquidation
au capital de 22 562,45 €
Siège social : 3 rue de l'Eglise
51130 VILLESENEUX
452 641 889 RCS CHALONS EN
CHAMPAGNE

Avis
de clôture de liquidation

L'Assemblée Générale réunie le 31/03/2024 au siège social a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Jean-Claude VERSTRAETE de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de CHALONS EN CHAMPAGNE, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis le liquidateur

M2414543

SCI LE GROUPE
MEDICAL
DE PARGNY
SUR SAULX

SCI au capital de 98 482,07 €
Siège social : 13, rue de l'Ajot
51340 PARGNY SUR SAULX
RCS de CHALONS-EN-CHAMPAGNE
n°381 380 658

Avis de liquidation

L'assemble générale du 16/12/2024 a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur M. MAUJURY Pierre de son mandat, lui a donné quitus de sa gestion et a constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 16/12/2024.

Les comptes de la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de CHALONS-EN-CHAMPAGNE.

Maujary Pierre

M2414800

SCEV « Carole
GREGOIRE »

Société civile de liquidation
Capital social : 500 €
Siège social :
39 avenue du Général Leclerc - Vertus
51130 BLANCS-COTEAUX
RCS Châlons en Champagne
493 838 098

Aux termes d'une délibération en date du 20 novembre 2024, la collectivité des associés, après avoir entendu la lecture du rapport de Madame Carole DOYARD née GREGOIRE, demeurant 50 rue René Laliq - 51160 AY CHAMPAGNE, liquidatrice, a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus à la liquidatrice, l'a déchargée de son mandat et a prononcé la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de liquidation ont été déposés au greffe du Tribunal de commerce de CHALONS EN CHAMPAGNE.

Pour avis : La Liquidatrice.

M2414821

CHANGEMENT DE
REGIME MATRIMONIAL

EPOUX CHARLIER

Monsieur Claude Jean-Marie CHARLIER, retraité, né à REIMS (51100), le 16 juillet 1942 et Madame Annie Andrée VAUJOUR, retraitée, née à REIMS (51100), le 19 mars 1948, demeurant ensemble à TAISSY (51500), 4 rue du moulin Cliquot, mariés à la Mairie de REIMS (51100), le 14 août 1965, initialement sous le régime légal de la communauté de biens meubles et acquêts, ont procédé à un changement de régime matrimonial afin d'adopter le régime de la communauté universelle avec attribution intégrale au conjoint survivant suivant acte reçu par Me Romain SHALGIAN, notaire à CORMONTREUIL, le 26 décembre 2024.

Les oppositions seront reçues en l'étude de Me Romain SHALGIAN, notaire à CORMONTREUIL, où domicile a été élu à cet effet, pendant un délai de trois mois à compter de la date de parution du présent journal, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice.

Pour insertion - Me Romain SHALGIAN

M2414778

AVIS DIVERS



PLURIAL NOVILIA

REIMS - APPARTEMENT :
- 73 rue de Louvois - T2 au 1^{er} étage
- 47,40 m² Carrez - lot 19 - Parking ext et cave - DPE : D - 78 000 € - réf : ER.00795
- 12 rue Coubertin - T3 au 4^{ème} étage
- 57,98 m² Carrez - lot 80 - Parking ext et cave - DPE : C - 67 800 € - réf : ER.03312
- 26 rue de St Brice - T5 au 2^{ème} étage
- 105,61 m² Carrez - lot 7 - DPE : C - Box sous-sol - 226 500 € - réf : ER.16288

Ventes ouvertes à titre de résidence principale, réservées en priorité pendant 1 mois aux locataires du parc social du département (à compter de la date de parution)

Frais de notaire réduits et frais de notaire offerts aux locataires PLURIAL NOVILIA.

Renseignements : 07 85 64 76 66
Visites sur rendez-vous, renseignements et dépôt des candidatures avec dossier complet en contactant le commercialisateur. Délais de remise des offres prioritaires* : 1 mois à compter de la parution de l'annonce légale.

Remise des offres* : Par mail.
Offre et prix soumis à condition de ressources*

Les délais de remise de offres, les priorités des candidatures, le prix et les conditions de ressources sont établis conformément aux dispositions de l'article L443-11 et suivants du CCH.
M2414833

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Marne

TRANSMISSION UNIVERSELLE DE PATRIMOINE

SARL « Prestations MACHET »

Société à responsabilité limitée
au capital de 3.000 Euros
Siège social :
1 rue du Général de Gaulle
51400 LIVRY LOUVERCY
R.C.S. Châlons en Champagne
797 666 237

Avis de dissolution

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 31 décembre 2024, les associés ont approuvé le traité de fusion du 26 novembre 2024, prévoyant l'absorption de la SARL «Prestations MACHET» par la SARL «MACHET», société à responsabilité limitée au capital de 947.000 €, immatriculée au R.C.S. de CHALONS EN CHAMPAGNE sous le numéro 315 998 146, dont le siège social est situé 1 rue du Général de Gaulle - 51400 LIVRY LOUVERCY.

En conséquence, la collectivité des associés a décidé la dissolution anticipée, sans liquidation, de la SARL «Prestations MACHET», son passif étant pris en charge par la société absorbante et les parts sociales émises par cette dernière au titre de la fusion étant directement attribuées aux associés de la société absorbée.

L'assemblée générale extraordinaire des associés de la SARL «MACHET», société absorbante, réunie le 31 décembre 2024, ayant approuvé la fusion et procédé à l'augmentation corrélative de son capital, la fusion et la dissolution de la SARL «Prestations MACHET» sont devenues définitives au 31 décembre 2024.

Les actes et pièces relatifs à la dissolution seront déposés au greffe du tribunal de commerce de CHALONS EN CHAMPAGNE.

Pour avis : Le représentant légal.
M2500027

TRIBUNAL DE COMMERCE DE REIMS

REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Jugement du 10 décembre 2024

SARL TEJIC, 41 rue Chamhourdin, 41000 Blois, RCS Greffe de Reims 908 028 756. Gestion de fonds. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 30 Novembre 2024, désignant administrateur judiciaire Selas BI & Associés (Me Maxime Langet) 3bis, rue des Archives - 94000 Créteil avec les pouvoirs d'assister le débiteur pour tous les actes relatifs à la gestion, mandataire judiciaire Selarl Amandine Riquelme (Me Amandine Riquelme) 13, Bis boulevard Foch - CS 40050 - 51722 Reims. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du Mandataire Judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814 -13 du code de commerce.
M2414811

TRIBUNAL DE COMMERCE EXTÉRIEUR

SAS PAPRIKA FRANCE, 130 boulevard de la Liberté, 59000 Lille, RCS Lille - Métropole 432 491 777. A titre principal: vente d'articles de prêt à porter femmes et d'accessoires s'y rapportant. A titre accessoire: vente de chaussures et d'articles de mercerie. Jugement du tribunal de Commerce de Lille Métropole du 18.12.2024 met fin à la poursuite d'activité dans le cadre de la liquidation judiciaire.
M2414776

TRIBUNAUX JUDICIAIRE

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE CHALONS EN CHAMPAGNE

Par jugement en date du 17 décembre 2024, le tribunal judiciaire de CHALONS EN CHAMPAGNE a ordonné l'application des règles de la procédure de liquidation judiciaire simplifiée l'égard de

l'Association PAYS D'ARGONNE

N° RG 24/03424, sise 24 rue Chanzy - Chez M^{me} Lucienne MOURLET - 51800 SAINTE MENEHOULD et désigné Maître TIRMANT, 34 rue des moulins 51100 REIMS, en qualité de liquidateur.

Pour extrait conforme,
Le Greffier.

M2414867

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE CHALONS EN CHAMPAGNE

Par jugement en date du 17 décembre 2024, le tribunal judiciaire de CHALONS EN CHAMPAGNE a arrêté le plan de redressement concernant la procédure collective ouverte à l'égard de :

M^{me} Viviane MAUGET

viticultrice, demeurant 9 lot les Sauvageons - 51270 FEREBRIANGES (N° RG 23/01058) et désigné Maître RAULET, 34 rue des Moulins - 51715 REIMS CEDEX en qualité de commissaire à l'exécution du plan.

Pour extrait conforme,
le Greffier.

M2500003

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE CHALONS EN CHAMPAGNE

Par jugement en date du 17 décembre 2024, le tribunal judiciaire de CHALONS EN CHAMPAGNE a prononcé la clôture pour insuffisance d'actif des opérations de la liquidation judiciaire de la :

S.C.I. RENOVER ET INVESTIR

20 place Auban Moët - 51200 EPERNAY, N° RG 24/00524.

Pour extrait conforme,
Le Greffier.

M2500004

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE CHALONS EN CHAMPAGNE

Par jugement en date du 17 décembre 2024, le tribunal judiciaire de CHALONS EN CHAMPAGNE a prononcé la clôture pour insuffisance d'actif des opérations de la liquidation judiciaire de :

M^{me} Mireille HUGON épouse LAPLAGNE

28 rue des Catalaunes - 51470 SAINT-MEMMIE, N° RG 13/02090.

Pour extrait conforme,
Le Greffier.

M2500006

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE CHALONS EN CHAMPAGNE

Par jugement en date du 17 décembre 2024, le tribunal judiciaire de CHALONS EN CHAMPAGNE a prononcé la clôture pour insuffisance d'actif des opérations de la liquidation judiciaire de :

l'Association UNION REGIONALE DES ASSOCIATIONS DES COMMUNES FORESTIERES DE CHAMPAGNE ARDENNE, MRFB

Route de Suppes - 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE, N° RG 20/02955 ;

Pour extrait conforme,
Le Greffier.

M2500023

Ardennes

VENTE CESSION ATTRIBUTION D'APPORTS



Etude de Maître Arnaud MANGIN

Notaire à RETHEL (Ardennes)
3 quai d'Orfeuill

M. BERNARD LAMORLETTE / SOCIETE NOUVELLE LAMORLETTE

Insertion - Cession de fonds artisanal

Suivant acte reçu par Me Arnaud MANGIN, notaire à RETHEL (08300), le 23 décembre 2024, en cours d'enregistrement au SPFE des Ardennes, Monsieur Bernard Charles LAMORLETTE, né à LUCQUY (08300) le 11 novembre 1956, et Madame Bernadette Marie-Françoise MONCLIN, née à RETHEL (08300) le 9 novembre 1964, demeurant ensemble à BERTONCOURT (08300) 1 rue Neuve

Ont cédé à : La Société SOCIETE NOUVELLE LAMORLETTE, SARL au capital de 1.000,00 €, dont le siège est à RETHEL (08300), 11 rue du Docteur Gobinet, identifiée au SIREN sous le numéro 934 860 479 RCS SEDAN.

Le fonds artisanal de travaux de menuiserie bois et pvc, cloisons, isolation, aménagement de combles, plomberie et chauffage sis à BERTONCOURT (08300), 1 rue Neuve, leur appartenant et pour lequel M^{me} Bernadette LAMORLETTE -MONCLIN est immatriculée sous le numéro 839 912 037 RCS SEDAN.

Moyennant le prix principal 60.000,00 €, savoir :

- Eléments incorporels : 16.125,00 €,
- Matériel, outillage et véhicules : 33.200,00 €.
- Stock : 10.675,00 €.

Entrée en jouissance : 23 décembre 2024.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix (10) jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, en l'office notarial ou domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion : Le notaire.

M2414831

CONSTITUTION DE SOCIETE

SCEA AU PARADIS DES VERGERS

Au capital de 94.200 Euros
5 Route de Charleville
08130 CHARBOGNE

Avis de constitution

Par ASSP du 29/11/2024 il a été constitué une Société Civile d'Exploitation Agricole à effet du 01/01/2025, présentant les caractéristiques suivantes : DENOMINATION : AU PARADIS DES VERGERS. FORME : Société Civile d'Exploitation Agricole. CAPITAL SOCIAL : 94.200 €. SIEGE SOCIAL : 5 Route de Charleville à CHARBOGNE (08130). OBJET SOCIAL : Activités réputées agricoles au sens de l'article L 311-1 du CRPM. DUREE : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. APPORTS : apports en nature et en numéraire. GERANT : Monsieur Antony THIRY demeurant 5 Route de Charleville à CHARBOGNE, M. Mickaël THIRY, demeurant 35 rue des Prés à SAVIGNY SUR AISNE (08400) et M^{me} Cathy THIRY demeurant 8 rue Saint Martin à GUINCOURT nommés pour une durée indéterminée. IMMATRICULATION : RCS de SEDAN (08).

Pour avis, les gérants.

M2413419



COMM'UNITY

Société à responsabilité limitée
au capital de 1.000 Euros
Siège social :
5 Rue des Manises
08440 VIVIER AU COURT

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à VIVIER AU COURT du 30 décembre 2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME SOCIALE : Société à responsabilité limitée.
DENOMINATION SOCIALE : COMM'UNITY.
SIÈGE SOCIAL : 5 Rue des Manises - 08440 VIVIER AU COURT.
OBJET SOCIAL : tant en France qu'à l'étranger, toutes activités liées à la communication, la publicité, le marketing et les relations publiques, et plus généralement toutes actions susceptibles de favoriser le développement de l'image et de la notoriété des entreprises et des institutions, notamment :

La création, la conception et la réalisation de supports de communication, qu'ils soient imprimés ou numériques, en intégrant les dernières tendances graphiques et technologiques (Brochures, Affiches, campagnes publicitaires, événementielles, Sites web, Réseau sociaux, Newsletters, Présentations, Applications mobiles...)

La stratégie de communication et de branding :

Création d'identités visuelles, stratégies différenciantes, création de campagnes de branding.

La gestion de campagnes publicitaires multicanales, couvrant tous les supports et en tirant parti des technologies avancées pour des campagnes optimisées et mesurables :

- Print, Digital, Radio, Télévision, Affichage urbain, Marketing d'influence, Campagnes SEA et SEO.

L'organisation d'événements, de séminaires, de conférences, de lancements de produits, d'actions promotionnelles et d'événements expérientiels, avec une approche et concepts créatifs : Evénements corporate (lancement de produits, salons, conférences, séminaires, forums).

Le conseil stratégique en communication et marketing, incluant : Audit des outils de communication, accompagnement des entreprises dans leur transformation digitale.

L'analyse et le suivi des performances des actions de communication et de marketing, avec des outils d'analyse avancés.

La production de contenus audiovisuels, photographiques et rédactionnels, incluant :

- Réalisation de vidéos promotionnelles, interviews, tutoriels, vidéos événementielle, Podcasts, Photoshoot pour valoriser des produits, des services ou des événements, création de contenus engageants.

La formation et le coaching en communication, à destination des entreprises et des particuliers, pour développer des compétences en gestion des réseaux sociaux, prise de parole en public et gestion de la communication de crise, marketing d'influence.

Et plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus, ou susceptibles d'en favoriser le développement.

DURÉE DE LA SOCIÉTÉ : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

CAPITAL SOCIAL : 1.000 €.

GÉRANCE : Monsieur Rodrigue DURELLO demeurant 5 Rue Rouge Bonnet 08440 VIVIER AU COURT.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de SEDAN.

Pour avis : La gérance.

M2414824



TRANSPORTS HAVEZ

Société par actions simplifiée
unipersonnelle au capital de
9.000 Euros
Siège social :
7 rue du Bas des Aulnaies
08440 VIVIER AU COURT

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à VIVIER AU COURT du 28/11/2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME : Société par actions simplifiée unipersonnelle.
DENOMINATION : TRANSPORTS HAVEZ.
SIÈGE : 7 rue du Bas des Aulnaies - 08440 VIVIER AU COURT.
DURÉE : Quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

CAPITAL : 9.000 €.

OBJET : Le transport public routier de marchandises et de location de véhicules avec conducteur dans le cadre de véhicules de tous tonnages. Affrètement routier et commissionnaire de transport. La location avec et sans opérateur de matériel de construction.

EXERCICE DU DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

TRANSMISSION DES ACTIONS : La cession des actions de l'associé unique est libre.

AGREMENT : Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

PRÉSIDENT : HOLDING HAVEZ FINANCES, société civile au capital de 355.100 €, dont le siège social est 7 rue du Bas des Aulnaies - 08440 VIVIER AU COURT, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 921 991 485 R.C.S. SEDAN, représentée par Monsieur Théo Havez, cogérant.

La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de SEDAN.

Pour avis : Le président.

M2500036

ETS BOURGEOIS

Société par actions simplifiée
au capital de 1 000 Euros
Siège social :
324, rue des Panses Brûlées
ZA Lieudit les Aulnes,
08330 Vrigne-aux-Bois

Suite à l'annonce n° M2414216 parue le 17/12/2024, il convenait de lire : Par ASSP du 9/12/2024 à Vrigne-aux-Bois, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes (...)

Pour avis : Le président

M2500043

MODIFICATION

DE STATUTS

MARANELLO

SCI au capital de 1.000 Euros
24 rue de Reims
08300 SAULT LES RETHEL
RCS Sedan 501 166 912

Il résulte de l'Assemblée Générale du 30/12/2024 que le siège social sera transféré à l'adresse suivante : 6 rue du Château - 08300 NEUFLIZE, à effet du 03/01/2025 ; l'article 4 des statuts a été modifié corrélativement.

Mention sera faite au RCS de SEDAN.

Pour avis.

M2414850

GAEC « CORNICELLE »

Société civile
au capital de 311.400 Euros
Ferme de Cornicelle
9 route de Machéroménil
08270 CORNY MACHEROMENIL
398 025 940 R.C.S. Sedan

Par PVAGE du 11/12/2024, les associés ont accepté la démission de M. et M^{me} LEDON Frédéric et Catherine de leurs fonctions de gérants à compter du 31/12/2024.

M. Adrien LEDON, demeurant 9 route de Novion à CORNY MACHEROMENIL (08) a été nommé gérant pour une durée indéterminée.

Pour avis : Le gérant.

M2414057



ARDENNE ASSURANCE

Société à responsabilité limitée
au capital de 5 335,71 euros
Siège social : 21 Avenue Leclerc
08200 SEDAN
RCS SEDAN 389 509 571

Modifications statutaires

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 28/11/2024 et du procès-verbal de la gérance en date du 30/12/2024, le capital social a été réduit d'une somme de 2 744,91 euros, pour être ramené de 5 335,71 euros à 2 590,80 euros par voie de rachat et annulation de 180 parts sociales appartenant à certains associés.

La modification des statuts appelle la publication des mentions antérieurement publiées et relatives au capital social suivantes :

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL
Ancienne mention : Capital 5 335,71 €
Nouvelle mention : Capital 2 590,80 €
M2414308



SELARL PHARMACIE DES POETES

Société d'exercice libéral
à responsabilité limitée
de Pharmaciens d'Officine
au capital de 13.370 Euros
Siège social :
42 quater rue d'Etion
08000 CHARLEVILLE MEZIERES
533 841 227 R.C.S. Sedan

Suivant décision en date du 02/01/2025, l'assemblée générale extraordinaire a décidé de nommer M^{me} Alice SCHRODER, demeurant 2538 chemin de la Garenne - 08230 ROCROI en qualité de co-gérante pour une durée indéterminée à compter rétroactivement du 01/01/2025.

GERANCE
ANCIENNE MENTION : M. Alexandre COCHE.

NOUVELLE MENTION : M. Alexandre COCHE et M^{me} Alice SCHRODER.

Pour avis.

M2500037

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Ardennes / Aube



GRAND EST

Société civile immobilière

au capital de 100 Euros

Siège social :

ZA de la CHIERS - 08110 BLAGNY

888 879 749 RCS Sedan

Avis de remplacement du gérant

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale extraordinaire du 20 novembre 2024 : Monsieur Jordane GRAVIER, demeurant 24 Avenue de Blagny 08110 CARIIGNAN, a été nommé en qualité de gérant pour une durée illimitée en remplacement de Monsieur Jean-Louis BECHE démissionnaire. Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de SEDAN.

Pour avis : La gérance.

M2414835

MARJOJER

SAS au capital de 552.000 Euros

24, rue de Reims

08300 SAULT LES RETHEL

RCS Sedan 478 322 365

Il résulte de l'Assemblée du 30/12/2024 que le siège social a été transféré à l'adresse suivante : 6, rue du Château - 08300 NEUFLIZE, à effet du 30/12/2024 ; l'article 4 des statuts a été modifié corrélativement.

Mention sera faite au RCS de SEDAN

Pour avis

M2414842

DINO

SCI au capital de 1.000 Euros

24, rue de Reims

08300 SAULT LES RETHEL

RCS : Sedan 509.481.974

Il résulte de l'Assemblée du 30/12/2024 que le siège social a été transféré à l'adresse suivante : 6, rue du Château - 08300 NEUFLIZE, à effet du 30/12/2024 ; l'article 4 des statuts a été modifié corrélativement.

Mention sera faite au RCS de SEDAN

Pour avis

M2414843

EARL «LEBEGUE Thierry»

Capital social : 250.500 Euros

Siège social :

10 rue de l'Eglise - 08240 TAILLY

R.C.S. Sedan 384 071 361

Par assemblée générale extraordinaire du 27 décembre 2024, les associés ont décidé de réduire le capital social d'un montant de 50.100 € pour le ramener à 200.400 € par annulation de 3.340 parts sociales et ont autorisé Mademoiselle Stéphanie LEBEGUE à démissionner de la gérance, et ce à compter du 27 décembre 2024.

Pour avis : La gérance.

M2414864

DISSOLUTION

DE SOCIETE

SCI DE L'ORME

Société Civile Immobilière

au capital de 45.734,41 Euros

Siège social :

Route de Lonny - 08150 RENWEZ

RCS Sedan 382 783 876

Suivant un procès-verbal en date du 10 août 2024, l'Assemblée Générale décide à compter de ce jour la dissolution anticipée de la société, fixe le siège de la liquidation à RENWEZ (08150), 4 rue du Cheval Blanc, et nomme en qualité de liquidateur Madame Claudette LAGNY demeurant à RENWEZ (08150), 4 rue du Cheval Blanc. Mention sera faite au RCS de SEDAN.

M2414838

A FLEUR DE PEAU

Société à Responsabilité Limitée à associé unique en liquidation

Au capital de 7 000 euros

Siège social : 2 RUE REBEROTTE

LABESSE 08300 RETHEL

Siège de liquidation : 2 RUE

REBEROTTE LABESSE 08300

RETHEL 817 625 072 RCS

CHARLEVILLE MEZIERES

Aux termes d'une décision en date du 23 décembre 2024, l'Associée Unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel.

Madame CATHERINE GUERLET, demeurant 2 RUE DU MOULIN 08190 AIRE, Associée Unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé 2 RUE REBEROTTE LABESSE 08300 RETHEL. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de CHARLEVILLE MEZIERES, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis Le Liquidateur

M2414726



OFFICE NOTARIAL DU FORT

66 rue de Sedan

08000 LES AYVELLES

S.C.I. ISA-SAND

Avis de dissolution

Suivant acte reçu par Maître Ornella DUCARME PEREIRA, Notaire à LES AYVELLES, le 31 décembre 2024 l'assemblée générale extraordinaire a décidé la dissolution anticipée de la société S.C.I. ISA-SAND au capital de 7.620,00 € dont le siège social est à AIGLEMONT (Ardennes), 15 rue Condorcet immatriculée 480 870 526 au R.C.S. de SEDAN, à compter du 31 décembre 2024, nommé liquidateur M. Laurent GERARDIN, demeurant à CHARLEVILLE MEZIERES (08000), 1 rue de Meuse et fixé le siège de la liquidation au domicile du liquidateur.

Pour insertion :

Me Ornella DUCARME PEREIRA.

M2500031

CLOTURE

DE LIQUIDATION



OFFICE NOTARIAL DU FORT

66 rue de Sedan

08000 LES AYVELLES

S.C.I. ISA-SAND

Avis de liquidation

Suivant acte reçu par Maître Ornella DUCARME PEREIRA, Notaire à LES AYVELLES, le 31 décembre 2024 l'assemblée générale extraordinaire a approuvé les comptes de liquidation de la société S.C.I. ISA-SAND au capital de 7.620,00 € dont le siège social est à AIGLEMONT (Ardennes), 15 rue Condorcet immatriculée 480 870 526 au R.C.S. de SEDAN, donné quitus de sa gestion au liquidateur et prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du 31 décembre 2024.

Pour insertion :

Me Ornella DUCARME PEREIRA.

M2500032

33 rue Dubois Crancé
08000 CHARLEVILLE MÉZIÈRES

Bois de la Forge

Société civile immobilière

en liquidation

Au capital de 609,80 Euros

Siège de liquidation :

49 bis rue des Forges Saint Charles

08000 CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

380 655 159 RCS Sedan

Avis de clôture de liquidation

L'Assemblée Générale réunie le 31/12/2023 au 49 bis rue des Forges Saint Charles 08000 Charleville-Mézières a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Géraud Spire, demeurant 2 Promenade de Dulmen 08000 Charleville-Mézières, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de Sedan, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis : Le liquidateur

M2500050

SCI

DIA NANCY

SCI au capital de 1.600 Euros

Siège social :

26 rue de la Reine des Prés

08000 CHARLEVILLE MEZIERES

RCS 444 250 039 Sedan

L'AGO du 21/11/2024 a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, M^{me} GAULIER Christel, 42 rue de l'Europe 08000 CHARLEVILLE MEZIERES, l'a déchargé de son mandat et prononcé la clôture de liquidation, à compter du 21/11/2024. Radiation au RCS de SEDAN M2414532

15 rue du Président Kennedy
08000 CHARLEVILLE MEZIERES

Tél. : 03.24.59.70.41

Bois Sur Meuse

Société civile immobilière

en liquidation

au capital de 609,80 Euros

Siège de liquidation :

49 bis rue des Forges St Charles

08000 CHARLEVILLE MÉZIÈRES

380 324 202 R.C.S. Sedan

Avis de clôture de liquidation

L'assemblée générale réunie le 31/12/2023 au 49 bis rue des Forges St Charles - 08000 CHARLEVILLE MÉZIÈRES a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Géraud Spire, demeurant 2 Promenade de Dulmen - 08000 CHARLEVILLE MÉZIÈRES, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de SEDAN, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

Pour avis : Le liquidateur.

M2500044

15 rue du Président Kennedy
08000 CHARLEVILLE MEZIERES

Tél. : 03.24.59.70.41

Bois Sur Rail

Société civile immobilière

au capital de 609,80 Euros

Siège social :

49 bis rue des Forges St Charles

08000 CHARLEVILLE MÉZIÈRES

380 655 027 R.C.S. Sedan

Avis de clôture de liquidation

L'assemblée générale réunie le 31/12/2023 au 49 bis rue des Forges St Charles - 08000 CHARLEVILLE MÉZIÈRES a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Géraud Spire, demeurant 2 Promenade de Dulmen - 08000 CHARLEVILLE MÉZIÈRES, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de SEDAN, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

Pour avis : Le liquidateur.

M2500049

AVIS DIVERS

M. Roland JOLY

Avis de saisine de légataire universel - Délai d'opposition Article 1007 du Code civil Article 1378-1 Code de procédure civile Loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016

Suivant testament olographe en date du 26 septembre 2022, Monsieur Roland Louis Jean JOLY, en son vivant retraité, célibataire, demeurant à SAINT GERMAINMONT (08190) 2 place d'Armes EHPAD DU SUD ARDENNAIS, né à REIMS (51100), le 4 janvier 1936, décédé à SAINT GERMAINMONT (08190) le 28 août 2024, a consenti des legs universels.

Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Stéphanie AUBRY-RIGAUT, Notaire associée de la Société Civile

Professionnelle «NOTAIRES DE LA VALLEE», titulaire d'offices notariaux, le 27 septembre 2024, et d'un acte contenant contrôle de la saisine des légataires universels le 26 décembre 2024, duquel il résulte que les légataires remplissent les conditions de leur saisine.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Stéphanie AUBRY-RIGAUT, notaire à EPERNAY, référence CRPCEN : 51103, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de CHARLEVILLE MEZIERES de l'expédition du contrôle de la saisine du légataire universel.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

M2414781

RÉDACTION

BUSSON Benjamin

03.26.08.38.31

DESANTI Nastasia

03.26.08.38.32

redaction.pamb@legagnet.org



OFFICE NOTARIAL D'ARCHES

Maître Maxime GRIMOND

1 bis rue de Lorraine

08000 CHARLEVILLE MEZIERES

M. Guy RENARD

Avis de saisine de légataire universel - Délai d'opposition Article 1007 du Code civil Article 1378-1 Code de procédure civile Loi n° 2016-1547 du 28 novembre 2016

Suivant testament olographe en date du 28 janvier 2014,

Monsieur Guy Henri Ernest RENARD a consenti un legs universel.

Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Maxime GRIMOND, Notaire Associé de la Société d'exercice libéral à responsabilité limitée dénommée «Office Notarial d'Arches», titulaire d'un office notarial dont le siège est à CHARLEVILLE MEZIERES (Ardennes), 1 bis, rue de Lorraine, le 26 décembre 2024, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Maxime GRIMOND, notaire à CHARLEVILLE MEZIERES (08000), référence CRPCEN : 08066, dans le mois suivant la réception par le greffe de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

M2414788

Aube

VENTE CESSION

ATTRIBUTION D'APPORTS



28 boulevard du 14 Juillet

10000 TROYES

BRUT PAR LE BAM

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 23/12/2024 enregistré au SPFE de Troyes, le 27/12/2024 dossier 2024 0032458 réf. 1004P01 2024 A 02344 La société FIGUIER ASSOCIES, SARL au capital de 7.500 €, ayant son siège social 5 place du Marché au Pain (10000) TROYES, immatriculée 838 577 401 A vendu à : La société SENZU, SAS au capital de 1.000 €, ayant son siège social 5 rue Léon Gauthier (10800) SAINT LYE, immatriculée 938 091 915 RCS TROYES Le fonds de commerce de petite restauration, épicerie, vente à emporter connu et exploité sous l'enseigne «BRUT PAR LE BAM» sis et exploité 68 rue Urbain IV (10000) TROYES, pour lequel le VENDEUR est immatriculé au RCS de TROYES sous le numéro 838 577 401 00030, L'entrée en jouissance a été fixée au 23/12/2024. La cession a été consentie et acceptée moyennant le prix principal de 15.000 € s'appliquant pour 5.000 € aux éléments incorporels et 10.000 € aux éléments corporels cédés.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les 10 jours suivant la dernière en date des publications légales pour la validité et pour la correspondance chez Me Myriam BROUILLARD DE VREESE, SELARL IFAC, 28 boulevard du 14 juillet (10000) TROYES.

Pour insertion.

M2500028

CONSTITUTION

DE SOCIETE

C3SSI

Société à responsabilité limitée

au capital de 5 000 Euros

Siège social :

51 Avenue du Président Wilson

10120 ST ANDRE LES VERGERS

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date du 18/12/2024, signé électroniquement, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME SOCIALE : Société à

responsabilité limitée

DÉNOMINATION SOCIALE :

«C3SSI»

SIÈGE SOCIAL : 51 Avenue du

Président Wilson, 10120 ST ANDRE

LES VERGERS

OBJET SOCIAL : Toutes activités de conseil en cybersécurité, la réalisation d'audits de sécurité informatique, la formation en protection des systèmes d'information, le développement, l'intégration et la commercialisation de solutions technologiques dans le domaine de la cybersécurité, ainsi que toute activité connexe ou complémentaire permettant de renforcer la sécurité des infrastructures numériques et la sécurité des systèmes d'information.

DURÉE DE LA SOCIÉTÉ : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

CAPITAL SOCIAL : 5 000 euros

GÉRANCE : Monsieur Thibaud

CHANTIER, demeurant 51 Avenue du

Président Wilson 10120 ST ANDRE

LES VERGERS, assure la gérance.

Immatriculation de la Société au

Registre du commerce et des sociétés

de TROYES.

Pour avis : La gérance

M2414832

MODIFICATION

DE STATUTS



P2J INDUSTRIE

Société par actions simplifiée

au capital de 10 000 Euros

Siège social : 1 RUE EUGENE PIAT

10000 TROYES

911 159 945 RCS Troyes

Aux termes d'une assemblée générale en date du 27 novembre 2024, il résulte que :

Monsieur Patrice DORIER,

demeurant 6 rue du Verger, 10190

VAUCHASSIS, a été nommé en qualité

de Directeur Général.

Pour avis : Le président

M2413578

CHRISTIAN

MAITROT

SC au capital de 49 700 Euros

Siège social : 5 rue Adnot

10200 MEURVILLE

RCS : Troyes 751 047 424

L'assemblée extraordinaire des associés réunie le 23 décembre 2024 : - a pris acte de la cessation des fonctions de gérante de Madame Jacqueline MAITROT à compter du 31 décembre 2024,

- a nommé Monsieur Vincent MAITROT, demeurant à MEURVILLE (10), 5 rue Adnot, aux fonctions de gérant à compter du 1^{er} janvier 2025.

L'inscription modificative sera effectuée au Greffe du Tribunal de Commerce de TROYES.

Pour avis et mention : La gérance.

M2414545

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Aube / Aisne

**MONTGOLFIER
FILS & CIE**

Société par Actions Simplifiée
au capital de 117.000 €uros
Siège social :
1 Rue Georges Bizet
10600 LA CHAPELLE SAINT LUC
542 880 851 RCS Troyes

Le 03/12/2024 il a été décidé de modifier la dénomination sociale à compter du 01/01/2025 qui sera alors WEFOLD TROYES.

De plus, il a été décidé de proroger la durée de la société ; la durée de la Société courra jusqu'au 01/06/2050.

Pour avis.

M2414787

28 boulevard du 14 Juillet
10000 TROYES**ATELIERS
VALENTIN BOUVET**

SARL au capital de 70.000 €uros
Siège social :
4 chemin de la Grande Haie
10270 COURTERANGES
401 618 400 RCS Troyes

Aux termes du procès-verbal du 13/12/2024, la société a été transformée en Société par actions simplifiée à compter du 13/12/2024. Ces décisions entraînent la publication des mentions suivantes :

FORME :
ANCIENNE MENTION : SARL.
NOUVELLE MENTION : Société par actions simplifiée.
ADMINISTRATION :
ANCIENNE MENTION :
GÉRANTE : Valérie BOUVET.
NOUVELLE MENTION :
PRÉSIDENT : Valérie BOUVET.
MENTIONS COMPLÉMENTAIRES :
ADMISSION AUX ASSEMBLÉES
ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions.
Chaque associé dispose autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
Mention sera faite au RCS de TROYES.

M2414790

SCI FANNY

Société civile immobilière
18 rue de l'Abbaye-Clairvaux
10310 VILLE SOUR LA FERTE
Immatriculée au RCS de Troyes
sous le numéro 438 116 220

**Modification
des dirigeants**

Aux termes d'une AGE en date du 21 décembre 2024, les gérants de la société se sont réunis et ont décidé de mettre à jour les statuts suite au décès de M^{me} Fanny BOURDON. Modification au RCS de TROYES.

M2414792

**SCEA DES
BEAUREGARDS**

Au capital de 48.750,00 €uros
Siège social :
GYE SUR SEINE (10250)
5 rue des Vignes
R.C.S Troyes 403 398 100

Aux termes d'un procès verbal d'AGO en date du 19 décembre 2024, les associés ont décidé de nommer comme nouveaux gérants à compter rétroactivement du 14 juin 2024 :

- Monsieur Stéphane FEVRIER, demeurant à NEUVILLE-SUR-SEINE (10250) 4 chemin latéral à la RN 71.
- Monsieur Arnaud FEVRIER, demeurant à GYE-SUR-SEINE (10250) 4 Place de la Mairie.

En remplacement de M. Jean-Marie FEVRIER, décédé le 14 juin 2024.
Mention sera faite au R.C.S de TROYES.

Pour avis :

Maître Julien LAPIERRE.

M2414861

**LA RESIDENCE
DE PINEY**

SAS au capital de 225.000 €uros
Siège social : 17 Rue du Stade
10220 PINEY 487 544 876 R.C.S. Troyes

L'Associé Unique en date du 20 décembre 2024 a décidé d'augmenter le capital social de la société d'un montant de 4 775 000 euros pour le porter de 225 000 euros à 5 000 000 euros Les statuts sont modifiés en conséquence Mention sera faite au RCS de TROYES

M2414809

**SCEV
SAINT VINCENT**

Société civile d'exploitation viticole
Siège social :
2 Chemin de la Voie aux Chèvres
10110 VILLE SUR ARCE
Capital social : 7.622,45 €uros
RCS Troyes 389 774 639

Par acte authentique reçu par M^{re} Marie-José MATHIEU, notaire à ESSOYES le 30/12/2024, les associés ont, par décision unanime avec effet au même jour, nommé aux fonctions de cogérant pour une durée illimitée, M. Étienne PÉTRÉ demeurant 52 Grande rue - 10110 VILLE SUR ARCE.

Pour avis, le notaire

M2414847

28 boulevard du 14 Juillet
10000 TROYES**SENZU**

SAS AU CAPITAL DE 1.000 €uros
SIEGE SOCIAL : 5 RUE LEON
GAUTHIER - 10180 SAINT LYE
938 091 915 RCS Troyes

Le 23/12/2024 Monsieur Rithy EK, demeurant 78 B rue de Chanteloup (10300) SAINTE SAVINE a été nommé en qualité de Directeur Général de la société.

M2500029

DISSOLUTION**DE SOCIETE**

Experts-Comptables - Commissaires aux Comptes

S.C.I. MARA

Société civile immobilière en liquidation
Au capital de 121 959,21 euros
Siège social et de liquidation :
SOMMEVAL 10320
362, Rue Dahlias
428 576 144 RCS TROYES

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 15 juillet 2024 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter 15 juillet 2024 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur madame Jacqueline RACINE, demeurant 362, Rue Dahlias 10320 SOMMEVAL, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé au siège social 362, Rue Dahlias 10320. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de Troyes, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis Le Liquidateur

M2413615

**AF ARTEMIS
AUTOMOBILES**

SASU au capital de 10 000 €
Siège social : 55 ROUTE DE BRAY
10400 NOGENT SUR SEINE
RCS de TROYES n°805 192 994

Avis de dissolution

En date du 04/12/2024, l'associé unique a décidé la dissolution volontaire de la société à compter du 31/12/2024. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur M. FERNANDES-BALSAM ANIBAL, demeurant 4 RUE PASTEUR, VENEUX LES SABLONS 77250 MORET LOING ET ORVANNE et a fixé le siège de la liquidation chez le liquidateur.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de TROYES.

M2413727



Experts-Comptables - Commissaires aux Comptes

CATANNE

Société civile en liquidation
Au capital de 200 €uros
Siège social et de liquidation : SAINT
-LYE
10180 6 RUE JEANNE D'ARC
507 391 803 RCS TROYES

**Avis
de dissolution anticipée**

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 15 décembre 2024 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 15 décembre 2024 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur madame Anne RENAULT, demeurant 6 rue Jeanne d'Arc, 10180 SAINT-LYE, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé au siège social, 6 rue Jeanne d'Arc, 10180 SAINT-LYE. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de Troyes, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis : Le Liquidateur

M2414758

**Maître Marie-José
MATHIEU**

Notaire à ESSOYES (10)

**7 DES SAINTS
PERES**

Société civile immobilière
Capital social : 191.400,00 €uros
Siège social :
7 rue des Saints Pères
10360 ESSOYES
RCS Troyes 788 759 348

Par AGE du 26/12/2024, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la société et nommé M^{me} Cécile MERCUZOT, née MARCHAL, demeurant à ESSOYES (10360), 7 rue des Saints Pères, comme liquidateur pour la durée de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé au siège social où toutes correspondances et notifications concernant la liquidation devront être adressées.

Modification au RCS de TROYES.

Pour insertion : Le notaire.

M2414808

**CLOTURE
DE LIQUIDATION**

SCP DE VREESE - MATHIEU,
notaires associés
58 rue Gambetta 10360 ESSOYES
RCS TROYES 918 786 286

**7 DES SAINTS
PERES**

Société civile immobilière
Société en liquidation
Capital social : 191.400,00 €uros
Siège social :
7 rue des Saints Pères
10360 ESSOYES
R.C.S. Troyes 788 759 348

Par AGE du 26/12/2024, les associés ont approuvé les comptes définitifs de la liquidation, donné quitus au liquidateur, M^{me} Cécile MERCUZOT, née MARCHAL, demeurant à ESSOYES (10360), 7 rue des Saints Pères, pour sa gestion et l'ont déchargé de son mandat, et prononcé la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Radiation au R.C.S. de TROYES.

Pour insertion, le Notaire.

M2414854

SUCCESSION**VACANTE****SUCCESSION VACANTE**

Par décision du TJ de TROYES en date du 30/10/2024 le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté et Côte-d'Or, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, a été nommée curatrice / curateur de la succession vacante de M. BAUDRY Thierry décédé le 22/07/2023. Réf. 0218138895. Les créanciers doivent déclarer leur créance par lettre recommandée avec AR.

M2414848

SUCCESSION VACANTE

Par décision du TJ de TROYES en date du 05/12/2024 le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté et Côte-d'Or, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, a été nommée curatrice / curateur de la succession vacante de M. EL AZAMI Abdelhafid décédé le 20/02/2024. Réf. 0218138678. Les créanciers doivent déclarer leur créance par lettre recommandée avec AR.

M2414849

Aisne**MODIFICATION****DE STATUTS**

Pour avis

M2500001



34 rue des Moulins - 51100 REIMS

GMN PRIMMO

Société par actions simplifiée au capital de 100 € porté à 1.150.600 €
Siège social : 11 rue de Villers Agron
02130 VEZILLY
938 173 341 RCS SOISSONS

Il résulte de l'acte sous seing privé constatant les décisions unanimes des associés en date du 26 décembre 2024 que le capital social a été augmenté de 1.150.500 € par voie d'apport en nature. L'article 7 des statuts a été modifié en conséquence. Ancienne mention : Le capital social est fixé à cent euros (100 euros). Nouvelle mention : Le capital social est fixé à un million cent cinquante mille six cents euros (1.150.600 €)

POUR AVIS : Le Président

M2414777



8 rue Camille Lenoir - 51100 REIMS

**PEPINIERES
D'ERLON**

Dont la dénomination devient
« À LA CROISÉE DES CHEMINS »
Société à responsabilité limitée
transformée en société par actions
simplifiée
au capital de 8.000 €uros
Siège social : 1 Rue de Bois les
Pargny 02250 ERLON
transféré au 2 Rue du Maréchal Drouet
02250 MARLE
394 365 274 RCS SAINT-QUENTIN

**Transformation en société
par actions simplifiée**

Aux termes d'une délibération en date du 31/12/2024, l'AGE, statuant dans les conditions prévues par l'article L. 227-3 du Code de commerce, a décidé la transformation de la Société en société par actions simplifiée à compter du 31/12/2024 à minuit, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

Sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées. Le capital social reste fixé à la somme de 8 000 €.

L'AGE a décidé :

- de remplacer à compter du même jour, la dénomination sociale «PEPINIERES D'ERLON» par « À LA CROISÉE DES CHEMINS » et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts,

- de modifier l'objet social par les activités suivantes : « La production, l'achat, la vente et le négoce de lin, l'achat et la vente de bois et de terrains forestiers, Le négoce de tous produits, Les prestations de travaux agricoles. » et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts,

- de transférer le siège social du 1 Rue de Bois les Pargny 02250 ERLON au 2 Rue du Maréchal Drouet 02250 MARLE et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions.

Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

TRANSMISSION DES ACTIONS : La cession de titres à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés. Par exception, les cessions de titres de l'associé unique, les cessions entre associés et entre ascendants sont libres.

M. Marc GHEKIERE, gérant, a cessé ses fonctions du fait de la transformation de la Société.

Sous sa nouvelle forme de société par actions simplifiée, la Société est dirigée par son Président, M. Marc GHEKIERE, demeurant 2 Rue du Maréchal Drouet 02250 ERLON.

Modifications seront faites au Registre du commerce et des sociétés de SAINT-QUENTIN.

M2500001



34 rue des Moulins - 51100 REIMS

ZEOLIDE

Société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros porté à 1.573.395 euros Siège social : Bellevue 02200 BILLY SUR AISNE 938 697 992 RCS SOISSONS

Il résulte de l'acte sous seing privé constatant les décisions unanimes des associés en date du 29 décembre 2024 que le capital social a été augmenté de 1.572.395 € par voie d'apport en nature. L'article 8 des statuts a été modifié en conséquence. Ancienne mention : Le capital social est fixé à mille euros (1 000 euros). Nouvelle mention : Le capital social est fixé à un million cinq cent soixante-treize mille trois cent quatre-vingt-quinze euros (1.573.395 euros).

Pour avis Le Président

M2414802



34 rue des Moulins - 51100 REIMS

**LA
BOISGARDIERE**

Société par actions simplifiée
au capital de 1 000 euros
porté à 1.573.395 euros
Siège social :
Bellevue - 02200 BILLY SUR AISNE
938 691 417 RCS SOISSONS

Il résulte de l'acte sous seing privé constatant les décisions unanimes des associés en date du 29 décembre 2024 que le capital social a été augmenté de 1.572.395 € par voie d'apport en nature. L'article 8 des statuts a été modifié en conséquence. Ancienne mention : Le capital social est fixé à mille euros (1 000 euros). Nouvelle mention : Le capital social est fixé à un million cinq cent soixante-treize mille trois cent quatre-vingt-quinze euros (1.573.395 euros).

Pour avis Le Président

M2414801

CONSTITUTION**DE SOCIETE****FIDAL
AVOCATS**12 rue Aristide Briand
10000 TROYES**M E J L****Avis de constitution**

Aux termes d'un acte s.s.p. en date à CHAVIGNON du 17/12/2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME : Société Civile.
DENOMINATION : M E J L.
SIEGE SOCIAL : 18 rue Carnot - 02320 ANIZY LE GRAND.

OBJET : La prise d'intérêt et de participation au capital de toutes sociétés existantes ou nouvelles ; La conservation, l'administration et la gestion des titres ainsi possédés ; l'acquisition, la vente, la location et l'administration de tous biens mobiliers et immobiliers.

La prise d'intérêt et de participation au capital de toutes sociétés existantes ou nouvelles ;

DUREE : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

CAPITAL : 463.450 €.

APPORTS EN NATURE : Les associés apportent à la société, les actions leurs appartenant au capital de la société CARROSSIER CONSTRUCTEUR LESOUDARD (CCL), SAS au capital de 11.500 €, dont le siège social est à CHAVIGNON (02000) 16 Rue Paquin, évaluées à la somme de 463.450 €.

GERANCE : M^{me} Elise LESOUDARD demeurant 18 Rue Emile DESMET 59000 LILLE.

CESSION DE PARTS : Les parts sociales, librement cessibles entre associés, ne peuvent être cédées qu'avec l'agrément de tous les associés.

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de SOISSONS.

Pour avis, le gérant.

M2414562

Histoire. Peu importe leur prestige ou leur âge, les voitures anciennes suscitent la passion de centaines de milliers d'amateurs. Coup de projecteur sur un univers où on célèbre le culte de la bagnole.

Le petit monde des voitures de collection



Immortelle 2 CV: c'est la voiture la plus collectionnée en France.

La règle n'est pas immuable mais presque. Les collectionneurs de voiture sont attirés par les modèles qui les ont fait rêver lorsqu'ils étaient enfants ou ados. Cela explique l'engouement depuis quelques années pour celles qu'on appelle les « youngtimers », sorties à la fin du XX^e siècle. Elles sont recherchées par des amateurs qui avaient de dix à vingt ans lorsqu'elles faisaient les beaux jours du marché...

On connaît presque tous un membre de sa famille, un ami, un

voisin ou un collègue de travail qui possède une voiture de collection. Des mots à mettre également au féminin même si les hommes constituent le gros du bataillon des collectionneurs. Une ancienne pas forcément très ancienne, pas nécessairement rare mais pour laquelle ceux qui la conserve au fond de leur garage parlent avec passion. Combien sont-ils ? Combien possèdent-ils de voitures ? Stars sur roues ou humbles outils du quotidien : quelles sont ces voitures d'hier et d'avant hier ? La

Fédération française des véhicules d'époque (FFVE) réalise régulièrement des enquêtes auprès de ses adhérents permettant d'en savoir davantage sur les quelques 903 000 véhicules de plus de trente ans en circulation, répondant plus ou moins à la définition de voitures anciennes. Parmi elles, seulement 292 000 bénéficient d'une carte grise dite « de collection ». Près de la moitié de ce parc roulant date des décennies 1970 et 1980. Des quinquas et quadras encore fringantes. Viennent ensuite les voi-

tures des années 50 et 60 qui totalisent un quart des voitures collectionnées, puis les youngtimers (21%), âgées de vingt à trente ans. Tout comptes faits, le parc des voitures de collection affiche 53 ans en moyenne.

RAISON ET PASSION

Combien sont ces collectionneurs qui maintiennent en vie notre patrimoine automobile ? Impossible d'avancer un chiffre précis. La FFVE les estime à 400 000, nombre correspondant à celui des cartes grises de collection. Cependant une large part des anciennes disposent d'une carte grise normale. Par ailleurs, les enquêtes de la Fédération mettent en avant une moyenne de trois véhicules par collectionneur. Cela rend réaliste l'évaluation de la FFVE. Il s'agit à 97% d'hommes de 59 ans en moyenne pour les voitures dont le revenu du foyer était de l'ordre de 54 000 € par an en 2021, même si 41% disposaient de moins de 40 000 € par an. 45% vivent en zone rurale, 25% dans un village et seulement 35% en ville : il faut un peu de place pour collectionner des voitures. La moitié d'entre eux sont actifs et presque autant à la retraite.

Ils ne dépensent pas des sommes délirantes pour leur passion. Achat (21 300€ en moyenne), entretien et réparations (3 040€), déplacements et sorties (2 467€), les budgets sont raisonnables. Il est vrai qu'ils roulent peu, moins de 1 100 km par an, dix fois

moins qu'un automobiliste au volant de sa voiture de tous les jours. Ils ont très peu d'accidents ; seulement 3% sont concernés chaque année. Dans plus de 90% des cas, il s'agit de petits dommages.

Sans surprise, les trois marques françaises majeures rallient les suffrages d'une majorité de collectionneurs. A commencer par Citroën, de loin la plus vénérée à travers ses modèles les plus emblématiques : Traction Avant, DS et bien sûr « LA » 2 CV. C'est la plus populaire avec près de 16 000 unités. C'est aussi la plus vendue, souvent à des prix laissant rêveur. Suivent à distance Peugeot avec la star des youngtimers, la 205 et Renault dont la R4 est désormais la troisième ancienne la plus vendue. On est loin des Ferrari et autres Maserati faisant tourner les têtes.

Le poids économique de la voiture de collection n'est pas négligeable. Il représente plus de 24 000 emplois directs avec des entreprises comptant en moyenne six salariés. Si le secteur est en constant développement, les difficultés de recrutement de personnel qualifié se posent. C'est même la deuxième préoccupation des professionnels derrière l'évolution des réglementations qui pourrait restreindre la circulation de ce patrimoine vivant. Pas de quoi décourager les collectionneurs.

DOMINIQUE MAREE

Volkswagen à la diète

Le premier constructeur automobile européen a annoncé un plan d'économies drastiques avec à la clé 35 000 suppressions d'emplois mais sans aucune fermeture d'usine.

À vis de tempête sur l'industrie automobile européenne. Non seulement chez les équipementiers, sous-traitants et autres fournisseurs avec des fermetures de sites et des milliers d'emplois perdus mais aussi chez les constructeurs. Personne n'est épargné, même pas le numéro un européen, Volkswagen.

Pour faire face aux difficultés qui se multiplient, entre mévente des modèles électriques et concurrence chinoise toujours plus prégnante, Volkswagen a été contraint de réagir avec un plan d'économie de

4 milliards d'euros annuels avec l'objectif de retrouver une rentabilité de 6,5%. Un chiffre pourtant moindre que celui de Peugeot ou Renault. Deux exemples parmi d'autres.

Ces mesures d'économie entraîneront la suppression de 35 000 emplois d'ici 2030, soit plus de 10% de ses effectifs. Toutefois, le constructeur s'est engagé auprès du puissant syndicat allemand IG Metall à ne procéder à aucun licenciement sec, privilégiant les départs volontaires, les retraites ou le renouvellement des CDD. En juin, la marque avait versé 4,5 milliards d'euros de

dividendes à ses actionnaires et cette cure d'austérité passe mal.

Cependant le pire a été évité : aucune usine de production ne fermera alors qu'il avait été envisagé d'en supprimer plusieurs, notamment l'usine cathédrale de Dresde sous-occupée qui arrêtera de produire des voitures en 2025 et celle d'Osnabrück où travaillent plus de 3 500 personnes mais qui tourne à moins 20% de sa capacité de production.

En 2016, Volkswagen avait annoncé son ambition de vendre un million de voitures électriques en 2025. La marque en a écoulé

seulement 400 000 en 2023 et restera aussi loin de son objectif lorsqu'on fera les comptes de 2024 dans quelques jours.

La situation du premier constructeur européen est emblématique des difficultés qui touchent l'ensemble du secteur de l'automobile. Les amendes délirantes décidées par des institutions européennes déconnectées de la réalité pour punir les groupes ne respectant les nouvelles normes d'émission ne vont pas arranger la situation. Bien au contraire.

D.M.



L'HIVER : JOLIE SAISON POUR DÉCOUVRIR NOTRE NOUVEAU È-C3 AIRCROSS

Confort, prix inégalé...et 7 places pour embarquer toute la tribu



auto
bernard
by groupe Bernard



Citroën Reims 6 Rue Léna Bernstein, 51100 Reims Citroën Épernay Rue de Reims, 51530 Dizy Citroën Charleville ZAC de La Croisette, Rue Paulin Richier, 08000 Charleville-Mézières

Au quotidien, prenez les transports en commun #SeDéplacerMoinsPolluer

Martial Legrand. Ouvrier aux « Ressorts Ardennais » dès 1979, avant de devenir le gérant de l'entreprise à partir de 2001, l'Haybois vient de céder la société fumacienne à un groupe industriel normand avec le sentiment du devoir accompli.

L'unique ressort de toute une activité professionnelle



Martial Legrand a commencé à l'âge de 16 ans aux Ressorts Ardennais et a tout appris sur le terrain.

Quentin Di Pasquo, que j'ai formé durant quinze ans continuera ainsi son métier. C'est tombé du ciel pour lui. Par le biais de sa personne, la saga des Ressorts Ardennais pourra en quelque sorte survivre à quelques centaines de kilomètres de là », confie Martial Legrand qui, à 61 ans, va pouvoir se consacrer en toute quiétude à une nouvelle vie.

IL INTÈGRE L'ENTREPRISE EN 1979

Entré aux Ressorts Ardennais dès l'âge de 16 ans à sa sortie du Collège Les Aurains, ce fils d'employé communal aura passé toute son existence professionnelle dans cette SA artisanale, nichée derrière l'église Saint-Georges. Un bail de 45 années entamé en 1979.

« À l'époque, mon frère, Jean-Jacques, travaillait depuis un an et demi au sein de cette société. J'ai donc su que les Ressorts Ardennais recherchaient un manœuvre. Après avoir obtenu mon brevet d'étude, j'ai postulé en août 1979 auprès de Xavier Lorent. J'ai été pris. Après avoir occupé ce poste une bonne dizaine d'années tout en me formant en interne aux métiers de tourneur et fraiseur, j'ai appris le métier de ressortier sur le tas. Ce qui m'a permis, par la suite, de fabriquer des outillages pour l'entreprise en améliorant le process de conception et en contribuant à l'augmentation de la production sur presse mécanique. Je suis ainsi devenu technicien d'atelier à partir de 1989, au sein d'une société qui comprenait alors une bonne dizaine de personnes dont certaines travaillaient à mi-temps après avoir

« Dans notre niche, nous avions la chance de travailler pour différents secteurs d'activités en assurant la fabrication de ressorts industriels de compression, de torsion et de traction sur mesure et sous toutes les formes à des diamètres allant de 0,4 à 16 mm. Le tout était réalisé à partir de fil d'acier et conçu dans différents matériaux (acier, galva et inox) en fonction de la demande. La société a toujours bien tourné et n'aura connu qu'un seul moment de ralentissement. Durant la période du Covid ».

DEVENU PATRON EN 2001

Après avoir été durant 22 ans l'ouvrier principal, Martial Legrand devient, à partir de 2001, le patron d'une TPE jusqu' alors gérée par trois générations de Lorent. « J'étais un peu la pièce rapportée mais avec 22 années d'expérience derrière moi, j'ai proposé au partant de reprendre le flambeau et de m'investir dans un nouveau challenge. J'avais l'avantage de connaître tous les rouages de l'entreprise. Voilà pourquoi, j'ai tout naturellement proposé à Xavier Lorent de prendre sa succession en acquérant l'entreprise et en louant les murs ».

Pas du genre à appréhender cette situation, cet employé modèle a été alors accompagné par sa femme, Nathalie, pour le secrétariat, la comptabilité et la gestion de l'entreprise. « C'est la partie que je maîtrisais le moins et elle m'a bien aidé ».

Pour consolider le savoir-faire des Ressorts Ardennais et lui permettre d'exister devant les gros fabricants de ressorts, Martial Legrand va alors s'attacher à moderniser régulièrement l'appareil de production en investissant dans six nouvelles machines : tours à commande numérique, presses et meuleuses. « Entre la reprise en 2001 et la cession de l'entreprise au 21 novembre 2024, on s'est mis au diapason de la concurrence tout en triplant notre chiffre d'affaires et en passant notre portefeuille clients de 185 à 900 au plus fort de notre activité. Avoir figuré de 16 à 61 ans, sans interruption, et avec le sourire dans une petite entreprise comme celle-ci, qui a aussi assuré la formation professionnelle en alternance de plusieurs jeunes sortant de l'école ou de niveau Bac pro comme ma fille, Elodie, aujourd'hui employée à la maintenance chez Cristalline, c'est une vraie fierté ». Elodie a alors cédé sa place à Quentin Di

Pasquo qui aura passé quinze ans à Fumay.

PLACE AUX ROAD TRIP EN MOTO

Après avoir fêté avec faste ses 100 ans en 2020, l'entreprise fumacienne a donc été absorbée quatre ans plus tard par le groupe Métaliens. Fondée en 1972 et installée dans un bâtiment de 3000 m², La Maison du Découpage et du Pivotaie (MDP) dirigée depuis 2019 par Louis-Marie Duhamel va, avec l'ajout des Ressorts Ardennais, rester compétitive par rapport à ses concurrents. Comme ses consoeurs, SFAM et CFT, (80 salariés et 12 millions d'euros de chiffre d'affaires), elle est labellisée French Lab.

Quant à Martial, il prévoit, en dernier... ressort, de faire des road trip en moto sur sa Harley Davidson ou son Road King tout en continuant de s'adonner au tir de précision au « Plateau de Rocroi ».

PASCAL REMY

Le 11 décembre 2024, la SA « Les Ressorts Ardennais », entreprise plus que centenaire, a définitivement fermé ses portes à Fumay. Son fond, son parc machines, sa clientèle et son ultime employé ont été transférés en Normandie.

Un crève-cœur en même temps qu'un soulagement pour Martial Legrand qui a réussi la gageure, après... 45 ans passés dans cette TPE, d'assurer la pérennité de cette société mythique de la cité de l'ardoise avant une retraite bien méritée. Mais faute de soutien par les organismes bancaires pour maintenir l'activité sur place, Martial Legrand, non sans pincement au cœur, a dû se résoudre à cette échéance. Tout en étant conscient que son affaire, même si elle ne continuerait pas son parcours dans la Pointe des Ardennes, était placée dans de très bonnes mains. « MDP Ressorts, le repreneur, est une filiale du groupe industriel « Métaliens »,

qui a été notre partenaire pendant 20 ans et présentait des garanties très solides. Les négociations ont abouti le 21 novembre au bout de six mois. Je pars donc avec l'esprit tranquille ».

L'atelier de 550 m², créé en 1920

« Entre la reprise en 2001 et la cession de l'entreprise en novembre 2024, on s'est mis au diapason de la concurrence tout en triplant notre chiffre d'affaires et en passant notre portefeuille clients de 185 à 900 au plus fort de notre activité. »

par Louis Lorent, créateur un an plus tard de la clé à cliquet, repris par son fils Gontrand en 1948 et son petit-fils, Xavier en 1981 avant d'être dirigée depuis 2001, par Martial Legrand poursuivra donc son aventure dans le département de l'Orne. « Là où mon unique collaborateur,

œuvré durant la journée à Cabeltel. »

Ici, Martial Legrand aura connu toutes les évolutions de cette TPE reconnue pour son savoir-faire et sa réactivité dans la France entière mais aussi en Belgique, au Luxembourg, en Allemagne, à la Réunion et en Martinique.

1963

Naissance le 3 août à Haybes.

1978

Obtient un brevet d'études au Collège les Aurains à Fumay.

1979

Intègre les Ressorts Ardennais en tant que manœuvre.

2001

Prend la tête de l'entreprise en succédant à Xavier Lorent.

2024

Cède l'entreprise au groupe Métaliens le 11 décembre.



Retrouvez tous nos portraits sur matot-braine.fr

